Radio-Télévision



15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15094 – 7 F

– DIMANCHE 8 – LUNDI 9 AOUT 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Son programme économique ayant été adopté par le Congrès

M. Clinton exalte le « renouveau du rêve américain »

« Nous avons jeté les bases du renouveau du rêve américain », a déclaré le président Bill Clinton, vendredi 6 août, juste après que le Sénat eut adopté son programme économique, par 51 voix contre 50, celles des 44 sénateurs républicains et de 6 démocrates. La Chambre des représentants avait, la veille, voté à deux voix seulement de majorité cette loi de finances, qui prévoit notamment une réduction de 500 milliards de dollars en cinq ans du déficit fédéral.

NEW-YORK

de notre correspondant

En prononçant le traditionnel discours sur l'état de l'Union, le 17 février, Bill Clinton avait présenté aux Américains un plan de redressement de l'économie sur cinq ans (1993 à 1997) que la plupart des commentateurs indépendants avaient jugé à la fois ambitieux et courageux. Celui-ci s'articulait autour de trois volets que le président jugeait indissociables : un mini-plan de relance économique à court terme d'une trentaine de milliards de dollars; un programme d'investissements à moyen terme de 169 milliards de dollars (dont 60 milliards sous forme de réduction d'impôts et 109 milliards de dépenses supplémentaires) destiné à *« reconstruire l'Amérique »* et, principal objectif de la politique économique du nouveau président, une réduction du déficit budgétaire fédéral de 493 milliards sur cinq ans. Ce résultat devait être obtenu par un accroissement des recettes fiscales (à hauteur de 267 milliards) et une compression des dépenses de l'Etat liées aux programmes actuels (226 milliards). La combinaison de ces deux derniers volets devait conduire à une réduction – en termes nets – du déficit budgétaire de 325 milliards en cinq ans et ramener ce même déficit de 332 milliards en 1993 (soit 5,4 % du produit intérieur brut) à 206 milliards en 1997 (2,7 % du PIB), conformément à l'engagement pris par M. Clinton. Depuis des années, les marchés financiers internationaux exigeaient des Etats-Unis qu'ils s'engagent, par écrit, à réduire leur train de vie.

SERGE MARTI

Lire la suite page 6

Un pâle succès

LE président Bill Clinton a définitivement fait adopter par le Congrès, vendredi 6 août, le budget pour l'année fiscale 1994 qui est au cœur de son programme. Mais ce résultat a été acquis de manière si serrée qu'il est difficile de le qualifier de succès.

C'est plus un soupir de soulagement qu'un vrai cri de victoire qu'on perçoit à la Maison Blanche tandis qu'un sentiment de malaise règne au Congrès, pourtant dominé par les démocrates. La version finale de ce projet de loi de finances présenté en mars et laborieusement retravaillé depuis avait été adoptée « in extremis » jeudi par la Chambre des représentants. Au Sénat, il a fallu la voix prépondérante du vice-président Albert Gore, et président à ce titre de la Chambre haute, pour faire la différence.

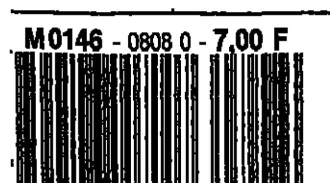
M. CLINTON obtient beaucoup de ce qu'il espérait. Il s'attaque sérieusement à la progression du déficit ; il en attend une poursuite de la baisse des taux d'intérêt, qu'il juge nécessaire à une relance véritable de l'économie. En revanche, un pan essentiel de son programme a été rejeté. Il s'agit d'un ensemble de dépenses publiques – qualifié d'« investissements » – destiné à moderniser les infrastructures du pays. L'ensemble dessine un budget qui manque de « caractère » sur le plan politique et que certains n'hésitent pas à comparer au programme qu'aurait pu présenter un George Bush.

Le jugement paraît sévère. Malgré son pâle succès, M. Clinton a fait passer une hausse de la fiscalité, impopulaire dans un pays « taxophobe ». En augmentant les impôts des plus riches, il brise un tabou politique hérité de l'ère Reagan. Il engage le pays sur la voie d'un assainissement financier, relatif, qui lui vaut l'approbation des grands quotidiens américains, à l'exception du « Wall Street Journal ». Les électeurs, eux, ne paraissent pas convaincus : selon les sondages, ils sont moins de 50 % à se dire satisfaits de leur président.

BILL CLINTON n'a pas su présenter un programme qui transcende les traditionnelles divisions entre les démocrates conservateurs et la gauche du parti. Il a trop cédé aux pressions des uns et des autres et n'a pas su faire accepter l'intégralité de son projet initial. Il paie le prix de son manque de popularité. Pour s'imposer au Congrès, pour lui faire accepter une potion amère, un président doit pouvoir jouer l'opinion contre les élus, persuader ces derniers qu'un vote hostile de leur part compromettrait leur perspective de réélection.

A l'évidence, ce n'était pas à la portée d'un Bill Clinton, affaibli par une série d'impairs politiques et dont nombre de parlementaires démocrates estiment qu'ils doivent se démarquer pour avoir des chances d'être réélus lors des législatives – les Mid-term – de 1994. Telle est aussi la logique d'un système devenu passablement ingouvernable, où n'existe plus aucune discipline de parti et dans lequel représentants et sénateurs sont plus sensibles aux pressions des multiples groupes d'intérêt qui financent leur campagne qu'à l'appel du président, fût-il issu de leur propre formation.

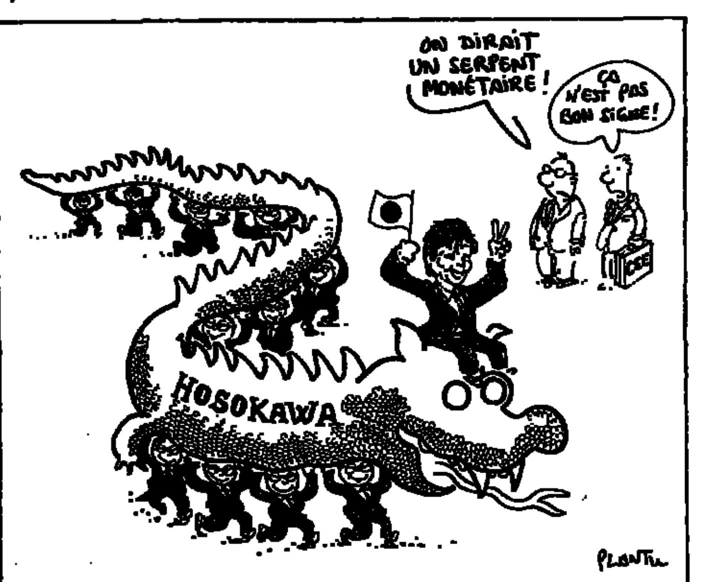
M0146 - 0808 0 - 7,00 F



Après l'élection de M. Hosokawa comme premier ministre

La stabilité politique du Japon est menacée

En élisant Morihiro Hosokawa, vendredi 6 août, au poste de premier ministre, le Parlement nippon a mis fin à trente-huit ans de pouvoir du Parti libéral-démocrate (PLD). Le Japon est menacé d'instabilité politique, avec une coalition hétéroclite composée de formations conservatrices et centristes et du Parti socialiste. Le seul ciment qui les a réunis a été leur volonté de bouter le PLD hors du pouvoir et de réformer le système électoral.



Lire nos informations page 3

Furieux Mississippi

Les dégâts de la crue sont estimés à 10 milliards de dollars

PRAIRIE-DU-ROCHER (Illinois)

de notre envoyé spécial

Comme pour bien signifier que c'est une bataille nationale que l'on mène ici, la bannière étoilée a été plantée au bout de la digue. C'est une construction de fortune, une diguette plutôt, un muret de sacs de sable érigé à la va-vite. L'« ennemi » est vingt centimètres plus bas : une masse d'eau brunâtre qui monte, inexorablement.

Ce que la presse appelle *« la bataille de Prairie-du-Rocher »* est dans cette image : une digue contre une masse d'eau. Et une chaîne de volontaires, de tous âges, silencieux, épuisés, qui se passent les sacs de sable censés arrêter l'un des plus puissants fleuves du monde, le Mississippi. Si la défense paraît dérisoire, le grand fleuve, lui, est invisible. Dans cette courbe paresseuse séparant l'Illinois (à l'est) du Missouri (à l'ouest), il y a des semaines déjà que le Mississippi est sorti de son lit.

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 6

Dernier hommage à Baudouin Ier

Le roi Baudouin Ier de Belgique a été inhumé samedi 7 août dans la crypte royale de l'église Notre-Dame de Laeken, une semaine après sa mort brutale en Espagne. Auparavant, des funérailles nationales avaient été célébrées à Bruxelles. Ces obsèques ont été l'occasion d'une nouvelle manifestation de ferveur populaire de la part des Belges. Outre les représentants des maisons royales, de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement ont rendu hommage au souverain défunt. La reine Fabiola avait demandé que le deuil national, prévu jusqu'au 7 septembre, prenne fin dès lundi, jour où le roi Albert II devait prêter serment.

Page 16

Le flottement de l'Europe

L'éclatement du système monétaire européen est un échec pour Edouard Balladur et une victoire pour les opposants au traité de Maastricht

par Erik Izraelewicz

Depuis une semaine, le franc flotte. Et il n'a pas plongé. Aidé de la bouée que constituent des taux d'intérêt français toujours élevés, il a plutôt bien résisté, ne se dépréciant jamais de plus de 3 % par rapport au deutschemark.

Les touristes français qui avaient l'intention de se rendre en Allemagne ou aux Pays-Bas ne souffriront en définitive, après l'*« assouplissement »* du système monétaire européen (SME) décidé le week-end dernier à Bruxelles, que d'un renchérissement minime de leurs vacances. Pour l'instant, en tout cas. L'éclatement du SME – avec l'adoption de marges de fluctuation très larges pour les monnaies européennes, de 15 % au lieu de 2,25 % autour de leurs cours pivots – décidé le 2 août par les responsables monétaires des Douze sous la pression de la spéculation internationale n'en constitue pas moins un événement considérable. Il signe la mort d'une certaine conception, fédéraliste, de la construction européenne, celle contenue dans le traité de Maastricht. Il est aussi sans doute le premier échec important d'Edouard Balladur depuis son arrivée à Matignon. Pour l'Europe comme pour le premier ministre, la situation nouvelle devrait être l'occasion d'un nécessaire rebond. Encore faudrait-il qu'on accepte de reconnaître cet échec et d'en tirer les conséquences.

Ce n'est pour l'instant ni la démarche de la Commission européenne, ni celle du gouvernement français.

Lire la suite page 13 et les chroniques sur les valeurs et les marchés pages 14 et 15

FEUILLETON

Rencontres de France

C'est par Naplouse que Jean-Claude Guillebaud conclut aujourd'hui son voyage en dix-huit étapes, sur la route de la première Croisade.

Nous commencerons lundi (numéro daté mardi 10 août) la publication d'un deuxième feuilleton, intitulé « Rencontres de France ». Du fond d'une mine de Lorraine au château du duc de Brissac en Anjou, des cabanons de Camargue à un quartier déshérité de Calais, d'un homme d'affaires à la conquête de Moscou au clochard « Casquette » créant son théâtre à l'intérieur d'un pont, Dominique Le Guilledoux proposera un portrait de la France et des Français. Une promenade insolite que la photographe Marie-Laure de Decker a illustrée pour *le Monde*.

Les casseurs des stades

Le PSG est de plus en plus confronté à la violence de ses hooligans

par Philippe Broussard

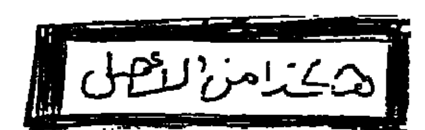
« Tous à Strasbourg ! » Le mot d'ordre était clair. Un véritable appel à la mobilisation. Dans le virage Boulogne du Parc des Princes, samedi 31 juillet, les jeunes supporters du Paris-SG qui assistaient au match contre Lille se transmettaient le message sur les travées de béton. En train, en voiture, en Estafette de location, ils promettaient *« tous »* de rallier l'Alsace, samedi 7 août, pour un match de championnat entre Strasbourgeois et Parisiens.

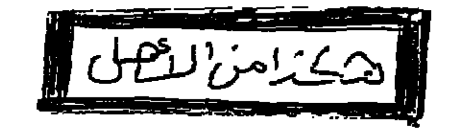
Combien seraient-ils au stade de la Meinau ? De deux cents à deux cent cinquante, tout au plus, soit à peine un dixième des effectifs moyens de cette tribune de « fans ». Mais peu importait leur nombre. Les plus déterminés, réputés violents et nationalistes (*le Monde* du 17 octobre 1992), voulaient être présents, vêtus comme les hooligans britanniques, allemands ou belges, à la mode *« casual »* (1), identifiables par les seuls adeptes de la guérilla des stades : pantalon de survêtement ou jean, polo et baskets de marques (anglaises si possible), le cheveu court mais pas rasé, parfois coiffés d'une casquette de club londonien. Les écharpes du PSG sont déconseillées, car trop voyantes. A Paris, comme ailleurs en Europe, la violence est devenue affaire de spécialistes du camouflage.

Lire la suite page 9

(1) De l'anglais *« casual wear »* qui désigne les tenues de « détente » ou « sport ».

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 $ CAN; Antilles/Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 250 DR; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 46 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal Cont., 190 PTE; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.





SUR LA ROUTE DES CROISADES

18. – Naplouse l'Histoire recommencée ?

par Jean-Claude Guillebaud

Neuf siècles ont passé. Voici le bout de ma route.

Oubliées, les Croisades? Allons donc! De Ramallah à Naplouse, partout où je passe maintenant dans ces territoires occupés – et progressivement colonisés – par Israël depuis 1967, les références aux éphémères royaumes latins d'Orient sont plus nombreuses que jamais. Slogans, colères, dernier recours du désespoir : chacun s'accroche à l'idée que le puissant royaume chrétien, théocratique et militaire, fondé par les croisés après la conquête de Jérusalem en 1099, ne dura que quatre-vingt-huit années. Qu'en sera-t-il d'Israël? Pour les Palestiniens «de l'intérieur», soumis à une occupation qui s'est durcie avec le temps, humiliés par les soldats de Tsahal, traqués par les «unités spéciales» en charge des liquidations, minés en tout cas par le cycle infernal de l'Intifada et convaincus aujourd'hui d'être lâchés par les États arabes, cette convocation de l'Histoire, c'est d'abord une incantation consolatrice. Comme les États croisés, répète-t-on en se réfugiant dans le «temps long», Israël devra s'intégrer à l'Orient ou disparaître.

Bien sûr, ces allusions aux fatalités historiques sont courantes dans l'ensemble du monde arabe. Et cela, depuis la fondation même de l'État hébreu en 1948. Mais ici, dans les frontières de ce que la droite israélienne appelle «Eretz Israël», elles paraissent de plus en plus violentes, «taguées» rageusement sur les murs de Jérusalem ou de Naplouse, répétées sur les tracts du mouvement Hamas ou sur les affiches qui exhibent, à l'université Al Nadjah de Naplouse, les portraits de gamins «martyrs» abattus par les soldats israéliens. Violentes et sans nuances.

Sauf exception. Il y en a.

Les soldats israéliens que je rencontre, pris au piège de l'Intifada, ont acquis des manières brutales

En mars 1993, à l'université palestinienne de Bir Zeit de Ramallah (qui fut fermée pendant quatre ans par les Israéliens), un colloque sur les Croisades réunissait de nombreux spécialistes arabes et occidentaux. Pour ne point risquer d'envenimer les relations avec le monde chrétien, on évita d'utiliser le mot «Croisade» dans le libellé de cette rencontre. Titre plus anodin : *«Les guerres franques et leur influence sur la Palestine.»*

Anodin? Dans son exposé introductif, le vice-président de Bir Zeit, Gabir Baramki, ne dissimula guère le sens qu'il donnait à la réunion. *«La nature de l'occupation israélienne n'est pas seulement coloniale,* affirma-t-il, *c'est une colonisation de peuplement. Or, voici neuf siècles, des peuples sont venus de très loin pour occuper notre terre, massacrer et chasser une partie de notre peuple, s'installer à sa place et créer leur propre état. Durant leur séjour, ils ont laissé une empreinte sur le peuple indigène (que l'on songe au nombre de Palestiniens aux yeux bleus) et sur le paysage sous la forme de maisons, de monuments, de châteaux. Mais, en dernière analyse, comme ce fut le cas voici neuf siècles, les peuples et les cultures vont et viennent dans cette partie du monde tandis que le peuple du pays demeure.»*

Prolongeant un parallèle désormais convenu et reprenant indirectement la distinction entre juifs sépharades et ashkénazes, l'universitaire palestinien ajouta quelques mots qui invitaient au compromis.

«Aujourd'hui, dit-il, *nous vivons le même phénomène avec l'arrivée de centaines de milliers de nouveaux immigrants venus de Russie et d'ailleurs. Ils espèrent trouver ici une vie meilleure. Ceux qui ont organisé leur arrivée leur ont promis la fin des persécutions. Dans le même temps, les gens d'ici sont ignorés, méprisés, chassés de leurs terres. Il faut déduire de cette comparaison que les peuples venus du nord devront cette fois s'intégrer à la région. Autrement, à la fin, ils décideront de partir. Cette intégration dans la région n'est pas impossible. Il y a des exemples. Mais ces exemples ne sont pas pris en compte par la génération actuelle de colons.»*

Gabir Baramki murmura enfin, comme bien d'autres avant lui : *«L'Histoire se répète»*

L'Histoire se répète... Dans les territoires occupés, la formule est surtout une profession de foi. Mais garde-t-elle un sens? Pose-t-elle une question sérieuse? Je pensais à cela en reprenant – vingt ans après – les routes de Cisjordanie. J'étais là en effet au moment de la guerre d'octobre (1973), puis dans les années qui suivirent. A l'époque, déjà, les Palestiniens fondaient leurs espoirs sur une défaite future – voire une disparition – de l'État d'Israël. Mais l'occupation israélienne, alors, n'avait que six ans. Elle se voulait précautionneuse et relativement «douce». Je garde en mémoire mille conversations avec de jeunes officiers ou réservistes de Tsahal qui ne dissimulaient point leur répugnance à jouer le rôle d'«occupants».

Les choses ont bien changé. Et d'abord visuellement.

De Jérusalem à Ramallah et Naplouse, le sommet des collines a été raboté au bulldozer et coiffé par ces colonies-forteresses, ces lotissements-ghettos barricadés sur lequels flotte le drapeau israélien. Le mot «implantation» rend mal compte de cette étrange réalité : une violence faite au paysage, un pays-*bis*, avec ses propres routes, ses itinéraires fléchés, ses colons armés; un «rajout» de pierres et de béton, plaquée sur le pays réel. Cent vingt mille colons au total, dont les deux tiers autour de Jérusalem. Un «fait accompli», dont les intellectuels de Bir Zeit avaient beau jeu de souligner en mars 1993 à quel point il rappelle le temps des Croisades. *«Voici des siècles,* souligna-t-on durant le colloque, *les mini-Etats des croisés ont surgi dans le paysage, avec leurs châteaux et leurs forteresses. Leurs monuments n'avaient aucune part à ce qu'on pourrait appeler le* «paysage culturel». *Aujourd'hui, nous voyons partout les implantations, avec leur protection électronique. Elles aussi sont artificielles. Elles ont été installées par la force et en faisant violence à la nature humaine.»*

Mais cette violence nouvelle qui rôde continûment dans les territoires occupés ne vise pas seulement le paysage. Les soldats israéliens que je rencontre, pris au piège de l'Intifada – provocation, répression – ont acquis des manières brutales, bien différentes de celles d'il y a vingt ans. Les plus sensibles d'entre eux s'effraient à voix haute (ils l'écrivent parfois) de cette funeste métamorphose de Tsahal si peu conforme à l'idéal sioniste : des soldats juifs agissant désormais comme le faisaient les paras de la Légion étrangère dans la Casbah d'Alger et ne répugnant pas à torturer. (*«Israël a perdu son âme»*, répètent les intellectuels proches du mouvement «La Paix maintenant».) Dans l'autre camp, on me parle d'humiliations quotidiennes et gratuites, de mépris, voire du racisme ordurier des colons. Autant de «dérives» à peine atténuées depuis l'arrivée des travaillistes au pouvoir.

Parmi les Palestiniens, ceux-là mêmes que j'avais connus modérés et ouverts au dialogue confessent aujourd'hui ne plus y croire. A Ramallah, dans cette ville devenue glauque et sale comme une prison, un jeune avocat palestinien, Rajah Schehadé, me reçoit à son bureau. Voici dix ans, il avait publié en France, sous le titre *Tenir bon*, un beau livre patient et doux. La suite de ce «journal», qui vient de paraître en anglais – *The Sealed Room* – exprime cette fois un désespoir plus sombre et une tentation avouée pour la révolte.

Bien peu de Palestiniens, parmi ceux que je rencontre, croient sérieusement aux pourparlers de paix. Au contraire. Depuis mars 1993, la «fermeture» des territoires décrétée par les autorités israéliennes précipite leurs habitants dans un dédale de formalités kafkaïennes et multiplie les occasions d'humiliation. L'avenir est plus opaque que jamais. Le grand refus islamiste gagne du terrain. Le mot djihad ne fait plus sourire personne. Quant au souvenir des «contre-Croisades» victorieuses des Francs aux douzième et treizième siècles, celles de Saladin ou des Mamelouks, jamais il n'avait été autant rabâché.

PIERRE DEVIN

De Ramallah, cette ville devenue glauque et sale comme une prison (notre photo), à Naplouse, le sommet des collines a été raboté au bulldozer et coiffé par ces colonies-forteresses, ces lotissements-ghettos barricadés sur lesquels flotte le drapeau israélien.

Mais il faut élargir le champ!

Comment exprimer cela en peu de mots? On ne «conclut» pas un reportage sur la route des Croisades. Ce serait absurde. *«La bêtise, c'est de conclure»*, disait-on jadis. Mais s'il faut «récapituler» en quelques phrases ce que l'on retient d'un si long voyage, alors une évidence s'impose : c'est cet énorme refus de l'Occident qui monte comme une rumeur tout autour de la Méditerranée. Il faudrait être sourd pour ne point l'entendre. Et inconséquent pour le ramener à une agitation groupusculaire.

En Turquie, le renouveau de l'islam et la remise en question du kémalisme ne mobilisent pas que des illuminés et des poseurs de bombes. Ils occupent aussi beaucoup d'intellectuels diplômés, de sociologues ou de juristes formés aux Etats-Unis. Tous sont soucieux de réconcilier, comme ils disent, *«l'islam avec la modernité»*. Certes, leur projet à eux n'est pas terroriste, ni même radical. Mais il exprime un clair refus d'une occidentalisation à sens unique.

Au Liban, la dernière force politique organisée, présente sur le terrain social et militaire, c'est le Hezbollah pro-iranien. Ce mouvement, lui non plus, n'enrôle pas que des jeunes chiites déracinés et des miliciens analphabètes. On y trouve d'anciens militants d'extrême gauche, venus du marxisme ou du «baasisme». L'un d'eux me confiait : *«Les islamistes sont désormais les seuls à s'intéresser aux pauvres.»*

En Syrie, comme on le sait, les islamistes sont discrets, mais c'est parce que la terreur d'Etat ne s'embarrasse pas de scrupules : plus de dix mille civils tués à Hama en 1982 par les soldats d'Hafez El Assad. Les fondamentalistes syriens referont surface à la première occasion.

Dans les territoires occupés, de Gaza à Naplouse, la représentativité de l'OLP est irrésistiblement grignotée par le mouvement Hamas, dont les Israéliens avaient cru habile, voici quelques années, de favoriser l'émergence. Ces islamistes-là ne s'en prennent pas seulement à Israël en tant que tel, mais aussi à ce qu'il incarne à leurs yeux : la culture occidentale. Pendant la guerre du Golfe, des slogans rageurs avaient été «bombés» sur les murs de l'antenne culturelle française de Naplouse : *«We don't want your culture!»* En juin 1993, Les organismes culturels occidentaux de Jérusalem ont reçu par la poste des lettres répétant la même menace. Et, partout sur ma route, cette question obsédante : que va-t-il advenir en Egypte, où, face à la violence folle des islamistes, le régime Moubarak se crispe dans la répression. Un immense refus?

C'est le vide laissé par l'effondrement du communisme qui favorise, bien sûr, ces mobilisations identitaires derrière l'islam. Normal. Qu'était en effet le «camp socialiste», sinon une vision alternative de la modernité, le recours possible – et rêvé – à une «autre forme» d'occidentalisation? *«Le marxisme est une ruse de l'Histoire pour occidentaliser le tiers-monde»*, disait déjà Claude Levi-Strauss dans les années 70. L'Histoire, désormais, n'a plus les moyens de «ruser». Elle laisse en pleine trajectoire de collision deux mouvements «exclusifs» : l'américanisation accélérée et son refus, le «syndrome CNN» contre les prêcheurs de mosquées.

Cette configuration n'est pas si éloignée, au fond, de celle qui voyait s'affronter dans l'Orient des Croisades deux religions «totales». Certes, il existe dans tous ces pays des élites acquises à la modernité et imperméables au fanatisme religieux. L'ennui, c'est qu'aujourd'hui, en Méditerranée, le choix de la modernité est rarement incarné par des régimes dévoués aux Lumières, à la liberté et au droit. Partout j'ai donc noté l'embarras – pour ne pas dire plus – des militants «progressistes» qui s'effraient des progrès du fondamentalisme, mais se trouvent pris, en quelque sorte, entre la peste du fanatisme islamique et le choléra du statu quo : féodalité archaïque à Ryad, dictature cynique à Damas mais bénéficiant de la mansuétude occidentale depuis le ralliement d'Assad à la guerre du Golfe, corruption décourageante au Caire, entêtement colonisateur à Jérusalem, protectorat brutal à Beyrouth, etc.

Comme au pire temps des Croisades et des «contre-Croisades» en somme, les modérés, les raisonnables, les adversaires de la violence et de l'obscurantisme se trouvent progressivement repoussés vers les marges. Quant aux appels renouvelés à l'Histoire, qui pourrait les juger de bon augure?

Les Arabes, à vrai dire, ne sont pas les seuls à s'intéresser, avec une énergie particulière, au souvenir des royaumes francs des douzième et treizième siècles et aux leçons qu'on peut en tirer. Une bonne partie des travaux récents sur cette période sont le fait d'historiens et chercheurs israéliens. La somme la plus neuve et la plus complète consacrée aux Croisades fut écrite en hébreu. Il s'agit de l'ouvrage monumental en deux volumes de Joshua Prawer : *Histoire du royaume latin de Jérusalem* (traduit en 1975 aux éditions du CNRS). Il est vrai qu'entre les deux situations que séparent neuf siècles les parallèles ne manquent pas.

Comme Israël, les royaumes francs, à peine installés, durent résister à d'innombrables «contre-Croisades». Ces royaumes furent ainsi condamnés à demeurer en permanence l'arme au pied. Comme Israël, ils représentaient une «greffe» culturelle et politique occidentale dans un univers hostile. Certes, dès la deuxième génération, les Francs de Jérusalem, d'Édesse ou d'Antioche s'étaient passablement orientalisés. Les gravures d'époque montrent les souverains latins parés de magnificences, des vêtements et des turbans empruntés aux traditions locales.

Une identité culturelle spécifique, analogue à celle des pieds-noirs d'Algérie, commença même d'émerger avec les fameux «poulains» (Francs nés en Orient), parlant arabe, entretenant avec le monde islamique des relations d'où la connivence n'était pas absente. Mais cette «orientalisation» des Francs demeura superficielle.

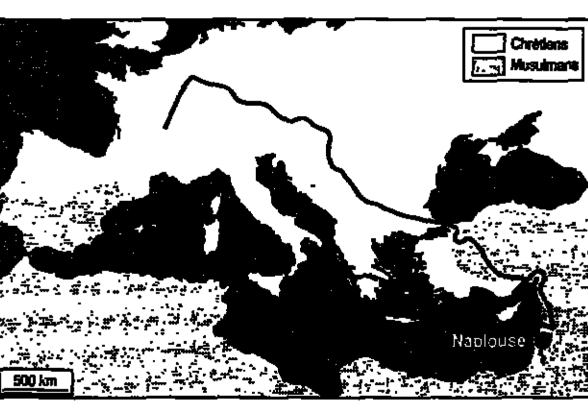
Comme Israël, d'ailleurs, les royaumes latins profitaient de l'appui permanent d'une puissante «diaspora» chrétienne. Un appui militaire, certes, puisque les Croisades ultérieures furent destinées à secourir les Etats francs menacés. Mais aussi un appui financier, assez comparable à celui dont bénéficie l'Etat hébreu de la part des Etats-Unis et de la diaspora. Les ordres militaires créés par les Francs pour assurer la défense des pèlerins (templiers, hospitaliers...) drainaient au douzième siècle des sommes d'argent si considérables qu'elles furent à l'origine de la «compensation» bancaire.

Comme Israël, encore, les rois francs furent obsédés sans cesse par les questions de démographie et d'infériorité numérique. Dès la prise de Jérusalem, en effet, la plupart des pèlerins et chevaliers rentrèrent en Europe. C'est avec des effectifs squelettiques – quelques centaines de cavaliers – que les souverains latins durent repousser, inlassablement, les attaques arabes et turques. Jamais, à aucun moment, une immigration significative ne leur permit de «coloniser» le pays au sens moderne du terme. Comme Israël, enfin, les Etats francs bénéficièrent des divisions continuelles du monde arabe, ce que René Grousset appelle l'*«anarchie musulmane»*.

On pourrait prolonger à l'infini ce parallèle. Il est éloquent. Mais jusqu'à un certain point. Les Francs n'avaient aucun «droit historique» sur la Terre sainte. Ils n'étaient pas en quête d'un «foyer national», puis d'un Etat-refuge. Mais, surtout, eux n'avaient point connu, au-dehors, la persécution et l'Holocauste. Au onzième siècle, il n'y avait nulle part dans le monde de mémorial comparable à Yad Vashem. Ce mausolée de la Shoah où, revenu à Jérusalem, je termine évidemment ce voyage.

Dans le silence. ■

CISJORDANIE



Une évidence s'impose, au terme de ce voyage : le refus, tout autour de la Méditerranée, d'une occidentalisation à sens unique. Refus d'autant plus difficile à contrer que la modernité est rarement incarnée par des régimes dévoués aux Lumières.

FIN

JAPON : élu après une longue bataille de procédure

Morihiro Hosokawa va former un gouvernement de coalition incluant des socialistes

Le Parlement japonais a élu, vendredi 6 août – jour du quarante-huitième anniversaire du bombardement d'Hiroshima, – Morihiro Hosokawa au poste de premier ministre, après qu'une forte résistance de l'ex-majorité libérale-démocrate eut retardé le vote de quarante-huit heures. Le nouveau cabinet, qui doit être investi par l'empereur lundi, comprendra des socialistes, pour la première fois depuis 1947. C'est déjà une socialiste, Takako Doi, qui a été élue présidente de la Chambre basse.

TOKYO

de notre correspondant

M. Hosokawa a été élu au premier tour de scrutin par 262 voix sur 511 contre 224 au candidat libéral-démocrate, Yohei Kono, et 15 au communiste, Tetsuzo Fuwa. Pour parachever en quelque sorte une si laborieuse élection, une erreur de procédure dans l'appel du nom des députés avait contraint Mme Doi à annuler un premier vote. Cette élection témoigne de la vulnérabilité d'une coalition de sept partis n'ayant en commun que leur volonté d'évincer le Parti libéral-démocrate (PLD) du pouvoir. Le pas a été franchi. Reste à savoir ce que la coalition fera de ce pouvoir.

Le retard dans le scrutin démontre aussi la pugnacité de l'ex-majorité. S'il a dû se résigner à perdre la présidence de la Chambre basse, le PLD a néanmoins prouvé que le transfert de pouvoir ne se ferait pas aisément. Il a contraint la coalition à accepter des négociations à huis clos entre secrétaires des partis, en d'autres termes à suivre les *«vieilles méthodes»* qu'elle est supposée condamner. Les libéraux-démocrates ont surtout cédé pour ne pas se déconsidérer auprès de l'opinion par une résistance aussi mal perçue que vaine.

Bien qu'elle ait été mouvementée et coïncidé avec un vide inhabituel du pouvoir de cinq jours entre la démission de M. Miyazawa et l'investiture de M. Hosokawa, celle-ci marque une rupture dans l'histoire politique du Japon. Pour la première fois en trente-huit ans, ce n'est plus un libéral-démocrate qui est appelé à diriger un pays devenu, entre-temps, la deuxième puissance économique du monde.

En revanche, cette rupture a une portée plus incertaine sur les changements politiques que va amener le nouveau cabinet. La diversité des partis qui le composent incite à penser qu'il s'agit d'un gouvernement de transition dont l'unique tâche devrait être de réformer le système électoral. Son arrivée pose d'entrée de jeu trois questions : combien de temps parviendra-t-elle à surmonter ses divisions ? Quelle sera la stratégie du PLD, qui reste la première force au Parlement ? Quand et comment sera initiée la seconde phase de la recomposition du paysage politique nippon ?

La fracture semble acquise dans les rangs libéraux-démocrates. Mais le camp conservateur, toutes étiquettes confondues, demeure de loin la principale force politique, avec plus des deux tiers des sièges à la Diète. Une nouvelle formation conservatrice à la configuration encore incertaine paraît en gestation par la fusion de forces existantes avec des partis centristes, une nouvelle scission au sein du PLD, voire du Parti socialiste (PSJ).

«Rébellion patricienne»

L'alternance est un principe de la démocratie et la formation d'un gouvernement de coalition atteste de son bon fonctionnement dans un pays qui paraissait figé dans son immobilisme politique. La phase d'instabilité qui s'ouvre était sans doute inévitable dans une société qui, moins travaillée que d'autres par la gravité des problèmes sociaux, a fait, lors des élections du 18 juillet, un demi-choix. La recomposition inachevée du paysage politique nippon est plus le résultat d'une *«rébellion patricienne»* au sein du PLD que d'une exigence claire de l'électorat.

C'est cette dissidence, dont les motifs relèvent plus d'une stratégie de pouvoir que d'options politiques, et non l'électorat, qui a fait perdre sa majorité au PLD : les Japonais ne lui ont sans doute pas permis de récupérer les sièges soustraits par les dissidents, mais il a néanmoins conservé ceux dont il disposait à la veille du scrutin. Il est logique, dans ces conditions, que l'équipe quelque peu hétéroclite qui accède au pouvoir réponde incomplètement aux attentes de l'opinion.

Certains s'inquiètent des effets de l'arrivée de nouvelles forces dont l'un des soucis sera de se tailler leur «part du gâteau». Derrière la volonté affirmée de la coalition de briser le «triangle de fer» (administration, milieux d'affaires et politiques), un petit raz de marée pourrait s'opérer dans certaines entreprises publiques – comme la chaîne de télévision NHK – et dans les sphères élevées de la bureaucratie. Les nouveaux détenteurs du pouvoir chercheront en effet à placer leurs hommes.

Immobilisme diplomatique

Outre leurs divergences, les partis coalisés sont loin de s'être mis d'accord sur une règle du jeu pour la prise des décisions. Ce qui fait craindre la constitution d'une double structure du pouvoir, comme aux plus beaux jours du PLD.

Trois forces opèrent en effet derrière le nouveau cabinet : le Parti de la renaissance (PR) du tandem Hata-Ozawa, composé de transfuges du PLD dont la carrière passée n'est pas des plus limpides mais qui sont les seuls à avoir une expérience de gouvernement ; la secte Sokagakkai – qui affirme avoir dix millions de membres, – qui manœuvre derrière le parti bouddhiste Komeito ; enfin la puissante confédération syndicale Rengo. Les premiers ont la pratique du pouvoir, les deux autres des fonds et un électorat.

Face à ces forces, M. Hosokawa et son allié Masayoshi Takemura, président du Parti pionnier et futur secrétaire général du cabinet, apparaissent quelque peu démunis, en termes de ressources comme de «troupes». Quant aux socialistes, le ralliement de Takako Doi – en échange du «perchoir» – a affaibli leur aile gauche.

Le Japon entre dans une période d'instabilité. Pour certains, c'est un mal inévitable afin de se dégager d'un immobilisme suicidaire à terme et de définir de nouvelles orientations à la mesure de sa puissance. L'éviction du pouvoir, moins du PLD que de sa vieille garde ancrée sur des positions datant de la guerre froide, pourrait accélérer une mutation dans la perception que les Japonais ont de leur pays.

Il ne faut guère attendre du nouveau cabinet des réorientations drastiques en matière diplomatique ou économique. Mais il pourra sans doute faire un geste en direction du reste de l'Asie, sous la forme d'une déclaration solennelle de repentir pour l'agression nippone pendant la guerre. Mais cette initiative pourrait être détournée de la signification que veulent lui donner les socialistes (réconciliation avec l'Asie et réaffirmation des principes pacifiques) pour servir la stratégie de réappréciation du rôle mondial du Japon prônée par la nouvelle génération de conservateurs : plus ouverts à la discussion de questions considérées comme tabou, ils sont aussi plus favorables à une montée en puissance politique du Japon sur la scène internationale, synonyme d'une plus grande indépendance à l'égard des Etats-Unis.

Globalement, il faut plutôt s'attendre à une paralysie diplomatique du Japon. La politique étrangère sera une zone de turbulence pour le nouveau cabinet, en raison des différences de vues au sein de la coali*tion. Ecartelé entre le PR, dont le* secrétaire général est partisan d'un accroissement du rôle militaire du Japon, et un PSJ pacifiste, M. Hosokawa sera-t-il capable d'imposer des décisions ?

Le nouveau cabinet pourra en outre difficilement compromettre l'équilibre budgétaire par une réduction des impôts. S'il ne prend pas d'autres mesures de stimulation de l'économie, le pays risque de ne pas atteindre les 3 % de croissance prévus pour l'année fiscale 1994. La façon dont le nouveau cabinet s'attaquera à la situation économique, dont la morosité risque d'être accentuée par l'incertitude politique, sera le premier test de sa capacité à gouverner.

PHILIPPE PONS

Un aristocrate symbole du renouveau

TOKYO

de notre correspondant

Agé de cinquante-cinq ans, ce qui est jeune dans une société privilégiant la gérontocratie, Morihiro Hosokawa est aussi un nouveau venu sur la scène politique : il y a quatorze mois, il n'était qu'un gouverneur d'une lointaine province qui lançait un petit mouvement politique réformateur à l'occasion d'élections sénatoriales. Il est aujourd'hui porté à la tête du gouvernement par une coalition opposée au monopole du pouvoir du Parti libéral-démocrate (PLD).

Son ascension est certes atypique, mais elle doit cependant moins à des qualités de dirigeant politique, qui restent à apprécier, qu'à une image relativement bonne, rafraîchissante en tout cas par rapport à d'autres prétendants au passé plus trouble. M. Hosokawa a été toutefois effleuré par le scandale Sagawa Kyubin, une «bavure» que ses adversaires pourraient exploiter.

Celui que la presse surnomme parfois le *«seigneur de Kumamoto»* doit une part de sa popularité au fait qu'il descend par sa mère de l'une de ces grandes familles aristocratiques liées à la famille impériale et mises à l'écart après la défaite. Les ancêtres paternels de M. Hosokawa furent pendant deux siècles et demi les seigneurs de Higo (actuelle préfecture de Kumamoto).

Après cinquante-deux ans, M. Hosokawa succède au poste de premier ministre à son grand-père, le prince Fumimaro Konoe, dont le premier cabinet (1937-1939) déclencha la guerre en Chine. Les historiens créditent le prince Konoe d'avoir cherché à éviter la guerre avec les Etats-Unis : il démissionna en 1941 après le rejet d'une ultime tentative de paix par les militaires. Il se suicida pour éviter d'être arrêté par l'occupant américain en décembre 1945. Son petit-fils avait sept ans.

Sorti de l'université jésuite Sophia, M. Hosokawa fut tout d'abord journaliste à la rubrique des informations générales de l'*Asahi Shimbun*. Grâce à des liens personnels avec le premier ministre Sato, il entra dans la



politique. Ayant échoué à la députation en 1969, il devint deux ans plus tard le plus jeune sénateur du pays. Il avait rallié entre-temps le PLD et le clan de Kakuei Tanaka.

Le «seigneur de Kumamoto»

Sénateur pendant douze ans, il décida de retourner sur *«ses terres»*. Elu gouverneur de Kumamoto en 1983, il en fit l'un des centres industriels régionaux, connu notamment comme la Silicon Valley japonaise. Sa décision de ne pas briguer un troisième mandat est souvent présentée comme un acte courageux. M. Hosokawa avait surtout, semble-t-il, d'autres ambitions : revenir sur la scène nationale.

Dans la grisaille du monde politique nippon, M. Hosokawa est une tache de couleur : ce grand amateur de ski a conservé de ses origines et de son éducation un flegme séduisant. On peut se demander s'il fera preuve de plus de fermeté au pouvoir. Ses critiques le disent sensible aux honneurs, aimant être vu avec des célébrités, versatile.

Son entourage souligne, en revanche, son efficacité. Rappelant qu'il s'amusa un jour à jouer un rôle de samouraï dans un film, le quotidien économique *Nihon Keizai* écrit, acide : *«En acceptant le rôle le plus important de sa vie, le seigneur de Kumamoto doit s'attendre à ce que, cette fois, les critiques ne l'oublient pas.»* Déjà, des commentateurs écrivent qu'il risque d'être un symbole mais sans pouvoir.

A l'exception des slogans du moment – *«réforme, transparence politique»*... – la pensée et les convictions de M. Hosokawa restent floues. Il a certes été marqué par son expérience à la tête d'une administration locale et demeure partisan de la décentralisation. Mais il n'a aucune expérience de gouvernement ou d'action diplomatique.

Quelles que soient ses idées, M. Hosokawa, qui déclarait ne pas souhaiter devenir premier ministre avant d'accepter cette tâche comme un *«mandat du ciel»*, devra faire preuve d'une grande détermination pour imposer ses vues à une coalition dont il est le chef en titre mais dans laquelle il reste finalement assez isolé.

Son parti est le cinquième par le nombre de ses députés, dont beaucoup sont des novices en politique. M. Hosokawa devra en revanche affronter les hommes du Parti de la renaissance, les seuls de la coalition à avoir une expérience du pouvoir et de ses rouages bureaucratiques. Sa force sera le *«chantage du faible»* : menacer de passer du côté des libéraux-démocrates.

PHILIPPE PONS

RUSSIE : après les péripéties monétaires

Les ministres tentent de gommer leurs divisions

Le président Boris Eltsine a assisté, vendredi 6 août, à une réunion du gouvernement russe consacrée à la présentation d'un programme économique, sans parvenir à surmonter vraiment les contradictions de l'équipe dirigeante.

MOSCOU

de notre correspondant

Ceux qui rêvaient d'une clarification de la politique économique russe ont été, une fois de plus, déçus. La «réunion élargie» du gouvernement tenue vendredi 6 août en présence de Boris Eltsine était pourtant attendue avec intérêt.

Après l'épisode du retrait bâclé, fin juillet, des billets émis avant 1993, les divisions au sein du cabinet étaient apparues de manière plus spectaculaire que jamais, les principaux ministres s'entredéchirant publiquement, tandis que M. Eltsine tentait de dégager sa responsabilité et que le Parlement en profitait pour lancer une nouvelle offensive contre le président.

En fait, la réunion a essentiellement été marquée par la présentation d'une sorte de programme économique de synthèse, tentant de concilier *«stabilisation»* et *«poursuite des réformes»*, et par un discours mi-chèvre mi-chou du premier ministre Victor Tchernomyrdine, dont le passage le plus nota*ble fut une pique dirigée contre* son ministre des finances Boris Fiodorov, qui, depuis les Etats-Unis, avait qualifié en substance de complètement idiote la mesure de retrait des billets décidée, à l'en croire, sans la moindre consultation avec lui.

Nouveau décret présidentiel rejeté

M. Tchernomyrdine a ainsi averti que dorénavant les ministres qui exprimeraient un point de vue opposé à la *«ligne»* du gouvernement devraient *«chercher un autre emploi»*.

En attendant, M. Fiodorov reste en place, et il figure même, aux côtés d'un autre radical, le ministre des privatisations, Anatoli Tchoubaïs, mais aussi du ministre de l'économie, Oleg Lobov, considéré comme un néo-dirigiste, parmi les trois responsables chargés de mettre en musique le nouveau «programme de travail» : autant dire *que la lutte d'influence entre «libé*raux» et «centristes», entre lesquels Boris Eltsine n'a cessé de balancer depuis plus d'un an, est appelée à se poursuivre.

A la veille de la présentation du programme officiel, M. Lobov avait d'ailleurs soumis une sorte de contre-programme présentant la transition vers l'économie de marché comme une affaire de très longue haleine, et prévoyant en attendant un renforcement du rôle de l'Etat.

Ce contre-programme, qui avait glacé le sang des libéraux et donné naissance à toutes sortes de conjectures sur une victoire définitive des «anti-réformateurs», n'a cependant apparemment pas été retenu. Cependant, le plan gouvernemental ne paraît pas vraiment résoudre la contradiction entre la nécessité de limiter le déficit budgétaire (porté à des dimensions abyssales par le Parlement) et la poursuite d'une politique d'amples subventions aux secteurs en difficulté.

Quelques bonnes nouvelles sont pourtant venues relever cette sauce un peu insipide : la récolte de céréales s'annonce exceptionnellement bonne, et certains envisagent déjà que la Russie puisse se dispenser d'acheter cette année du blé à l'étranger. On a aussi annoncé que la balance commerciale russe avait été excédentaire de 9 milliards de dollars pour le premier semestre de cette année, et que, à la fin de 1993 les réserves en devises des banques commerciales et des entreprises russes pourraient friser les 20 milliards de dollars.

Resterait donc à convaincre ces acteurs économiques russes d'investir ces sommes sur place, alors que la Russie réclame en permanence des crédits et des rééchelonnements de sa dette.

De son côté, le Parlement n'a pas perdu l'occasion de faire entendre à nouveau sa voix. A une écrasante majorité, il a «suspendu» le nouveau décret sur l'élargissement des privatisations que Boris Eltsine avait signé à la suite de la suspension par les députés d'un précédent décret présidentiel. Le petit jeu du double pouvoir, où chacun édicte sa propre loi et où personne ne la respecte vraiment, se poursuit donc.

M. Tchoubaïs, le ministre des privatisations, a déjà fait savoir que de nouveaux textes étaient déjà prêts à être signés par le président, tout en annonçant sur un ton facétieux quelques changements «tactiques» : *«On s'ennuierait si on présentait toujours le même document et si à chaque fois le Parlement le suspendait...»*

Le Parlement a également entendu, à huis clos, un rapport du président de la Banque centrale, M. Guerachtchenko, sur la fameuse opération de retrait des billets. A la suite de quoi il a entériné cette décision dont il avait dit pis que pendre (un peu comme l'avait fait lui-même Boris Eltsine).

Mais M. Khasboulatov, le président du Parlement, n'a pas manqué l'occasion de rendre personnellement responsable de ce fiasco Boris Eltsine, le premier ministre, le ministre des finances, Boris Fiodorov (dont il a réclamé la révocation), ainsi que M. Guerachtchenko, pourtant régulièrement dénoncé par les démocrates libéraux comme un «complice» des conservateurs du Parlement.

Les questions monétaires ont aussi été évoquées au cours de la rencontre, vendredi à Moscou, entre le président kazakh Noursoultan Nazarbaev et Boris Eltsine. M. Nazarbaev devait participer samedi matin, aux côtés de M. Eltsine et des présidents ouzbek, kirghize et tadjik, à une réunion consacrée à la situation au Tadjikistan, la Russie souhaitant obtenir une plus grande participation des Etats d'Asie centrale à la «protection» de la frontière avec l'Afghanistan. Le Turkménistan a décliné la proposition, et son président, M. Niazov, n'est pas venu à Moscou.

JAN KRAUZE

DIPLOMATIE

En visite officielle en Tunisie

Jacques Toubon souligne que Paris «n'a pas l'intention de laisser se développer des foyers d'intégrisme»

TUNIS

de notre correspondant

Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, a déclaré que sa visite, jeudi 5 et vendredi 6 août, à Tunis, constituait *«un geste d'amitié et de bonne volonté à l'égard de la Tunisie de la part du nouveau gouvernement français»*. *«Nous souhaitons marquer notre volonté d'enclencher un processus de progression et d'intensification des relations entre nos deux pays sur des bases qui sont très positives»*, a déclaré M. Toubon, premier membre du gouvernement d'Edouard Balladur à se rendre officiellement en Tunisie. Il a indiqué avoir évoqué les préparatifs de *«la saison tunisienne en France»* qui sera organisée de décembre 1994 à mars 1995 autour de diverses manifestations culturelles.

M. Toubon a, d'autre part, déclaré que le gouvernement français *«n'a pas l'intention de laisser se développer des foyers d'intégrisme dangereux pour nous* [en France] *et pour les autres.»* A son avis, *«la lutte contre les tentations intégristes revêt un aspect sécuritaire, mais elle doit aussi, comme l'a fait avec succès la Tunisie, être axée sur l'action sociale et l'éducation»*.

M. D.

GÉORGIE

M. Chevardnadze assumera provisoirement les fonctions de premier ministre

Le Parlement de Tbilissi a chargé, vendredi 6 août, le chef de l'Etat géorgien, Edouard Chevardnadze, d'assumer provisoirement les fonctions de premier ministre à la suite de la démission, le même jour, du gouvernement dirigé par Tenguiz Sigua.

L'ancien chef de la diplomatie soviétique a deux semaines pour former un nouveau gouvernement, chargé d'éviter la désintégration économique et de faire cesser les rebellions.

Observateurs de l'ONU en Abkhazie

Le gouvernement de M. Sigua a présenté sa démission après avoir refusé, pour le troisième fois, de modifier, à la demande du Parlement, son projet de budget. Dans un discours télévisé, M. Chevardnadze a souligné que la Géorgie traversait une grave crise économique et risquait la guerre civile. *«Les combats qui ont commencé en Géorgie risquent de dégénérer en guerre civile, une guerre civile des plus graves. Je pense que le pays doit adopter un régime d'exception»*, a-t-il dit.

A New-York, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé d'envoyer une première équipe d'observateurs militaires en Abkhazie pour vérifier le respect du cessez-le-feu conclu le 27 juillet entre forces géorgiennes et séparatistes abkhazes.

Cette mission comportera dans un premier temps une dizaine d'observateurs dont le mandat sera de trois mois, à l'issue desquels ils pourront être intégrés à une mission plus large.

Les Abkhazes ont dénoncé vendredi comme *«violation flagrante»* du cessez-le-feu l'envoi dans la zone du conflit d'un détachement d'un millier de paramilitaires géorgiens, les «Mkhedrioni». – *(AFP, Reuter, Itar-Tass.)*

EUROPE

BOSNIE-HERZÉGOVINE : selon la FORPRONU

Des frappes aériennes contre les Serbes exposeraient les « casques bleus » à des représailles

Le général Francis Briquemont, commandant de la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine, a estimé, vendredi 6 août, que les menaces d'intervention aérienne de l'OTAN contre les Serbes de Bosnie ne faisaient que compliquer la situation sur le terrain. « *Manipuler des menaces en dehors de la Bosnie*, a-t-il déclaré, *je ne vais pas dire que c'est assez facile, mais cela ressemble à des études sur des cartes d'état-major. Il faut qu'ils* (les Occidentaux) *viennent à Sarajevo étudier les cartes avec moi.* »

Il n'a pas fait mystère de ses craintes qu'une telle opération n'expose les neuf mille « casques bleus » à des représailles : « *Moi, je dois tenir compte de la situation réelle sur le terrain, nous sommes dans un dispositif de maintien de la paix dans une zone où il n'y a jamais eu de paix. Agiter des menaces, c'est plus facile à dire qu'à faire.* » Le général Briquemont a également fait état de difficultés vendredi dans les négociations sur le passage sous contrôle des « casques bleus » de positions occupées par les Serbes sur les monts Igman et Bjelasnica surplombant Sarajevo. La principale pierre d'achoppement, dit-on dans l'entourage de la FORPRONU, repose dans le refus du général Mladic de céder des zones stratégiques et dans sa tentative de dicter aux « casques bleus » leurs régions de déploiement. On estime, d'autre part, que les Serbes ne contrôlent pas complètement le mont Igman, ainsi qu'ils l'affirment.

Enfin, le médiateur international, David Owen, a confirmé que les dirigeants musulmans, serbes et croates reprendraient, lundi à Genève, leurs discussions sur un projet de transformation de la Bosnie en une « union » de trois Républiques ethniques. Mais il a prévenu que le plus dur restait à venir avec les négociations sur la carte de la future « union » bosniaque.

Dans un rapport aux Nations unies qui devait être rendu public, dimanche, les coprésidents de la conférence de paix, David Owen et Thorvald Stoltenberg affirment que le statut futur de Sarajevo constitue le problème le plus ardu, au point qu'« *il pourrait ne pas être possible de négocier pendant un certain temps une solution permanente* » concernant la capitale bosniaque. – *(Reuter.)*

GRANDE-BRETAGNE

Buckingham hors de prix

LONDRES

de notre correspondant

Pour la première fois depuis son histoire, plus que tricentenaire, Buckingham Palace a ouvert ses portes, samedi 7 août, au public, pour permettre à la reine de payer la facture de l'incendie du château de Windsor.

Jusqu'au 1er octobre, quelque 8 000 visiteurs pourront admirer chaque jour seize pièces des appartements d'État aux richesses inestimables. Construit par le premier duc de Buckingham en 1702-1705, racheté pour la couronne par George III en 1762 et agrandi par le célèbre architecte Nash en 1821, le palais de Buckingham est le domicile londonien de la souveraine.

Le touriste qui pénètre pour la première fois dans le bâtiment néoclassique surplombant l'allée triomphale du *Mall* est d'abord frappé par les couleurs dominantes : le rouge cerise des tapis, le rose bonbon des murs, le jaune paille de la brique, qui reflètent curieusement les tons des *jellies* proposées aux buffets des délicieuses *garden parties* de Sa Majesté. Ensuite, l'omniprésence de la reine Victoria, qui en fit sa maison en 1837, étonne. Plusieurs tableaux sévères, d'innombrables porcelaines, médailles et statuettes immortalisent la fantastique épopée impériale.

Le prix du billet d'entrée a été fixé à 8 livres (70 francs), tarif qui fait de Buckingham Palace l'attraction touristique la plus onéreuse de la capitale. Pourtant, à voir les dizaines de visiteurs qui ont campé toute la nuit à l'entrée du palais, le succès semble garanti. L'attente risque d'être longue, en raison des problèmes de sécurité et de préservation du patrimoine.

Il est, bien sûr, interdit de photographier et de fouler la pelouse sacrée. De la souveraine, les visiteurs ne pourront distinguer que les initiales E. R., « Elisabeth Regina ». Son étendard vient, en effet, d'être retiré du mât. Pour échapper à la cohue qui va régner dans son auguste palais, l'hôtesse des lieux est partie en vacances en Ecosse. – *(Intérim.)*

□ **Recul sans précédent des Tories dans les sondages.** – La popularité du gouvernement conservateur de John Major est toujours en recul, si l'on en croit un sondage publié, vendredi 6 août, par le *Daily Telegraph*. Effectué par l'institut Gallup auprès d'un millier de personnes, du 28 juillet au 2 août, ce sondage accorde 44,5 % des intentions de vote au Parti travailliste, contre 27 % au Parti libéral démocrate, et seulement 23 % au Parti conservateur, confirmant ainsi une tendance révélées par de précédents sondages. – *(Reuter, UPI.)*

□ **ALBANIE : trois blessés à la frontière serbe.** – Trois Albanais, deux soldats et un civil, ont été blessés, vendredi 6 août, par des tirs de gardes-frontières serbes alors qu'ils se trouvaient en territoire albanais, dans la zone frontalière au nord du pays, a indiqué Radio-Tirana. Quatorze Albanais ont été tués au cours d'incidents similaires entre janvier et avril cette année. – *(AFP, UPI.)*

□ **Arrestation d'un ancien vice-ministre.** – Un ancien responsable du régime communiste, Sokrat Plaka, vice-ministre des affaires étrangères de 1982 à 1991, a été arrêté, vendredi 6 août à Tirana, pour corruption, une semaine après l'arrestation de l'ancien premier ministre, Fatos Nano, pour détournement de fonds. Deux autres anciens dirigeants, responsables du commerce extérieur, ont été placés en détention préventive. Enfin, trente-deux personnes interpellées lors d'une manifestation interdite le 31 juillet vont être déférées en justice. – *(AFP.)*

□ **ALLEMAGNE : ouverture du premier lycée juif à Berlin depuis la seconde guerre mondiale.** – Pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, l'Allemagne compte à nouveau un lycée israélite : l'établissement a ouvert ses portes, vendredi 6 août, à Berlin, où se trouve la plus importante communauté juive du pays – 10 000 membres en 1993. Comme la plupart des institutions juives en Allemagne, le lycée et ses 24 élèves ont été placés sous protection policière, pour éviter d'éventuels attentats antisémites. Jusqu'à présent, le pays ne comptait que trois écoles primaires juives. – *(AFP.)*

□ **MOLDAVIE : le Parlement refuse de ratifier l'accord d'adhésion à la CEI.** – Une nouvelle crise politique a éclaté en Moldavie à la suite du refus du Parlement de ratifier, mercredi 4 août, l'accord d'adhésion de cette République ex-soviétique à la CEI, accord que soutenait le président Mircea Snegur. Ce sont les députés favorables au rapprochement avec la Roumanie qui ont fait échec à ce vote. Les travaux du Parlement sont paralysés et M. Snegur lui a demandé de se démettre. – *(AFP, Itar-Tass.)*

PROCHE-ORIENT

La fin de la tournée du secrétaire d'Etat américain

M. Christopher a inauguré une nouvelle méthode pour relancer le processus de paix israélo-arabe

« *Le processus de paix est remis sur les rails. Je quitte le Proche-Orient plus encouragé que je n'y étais arrivé, mais beaucoup d'obstacles et de problèmes demeurent dans l'ensemble de la région mais aussi en Israël.* » A l'issue d'une tournée de cinq jours qui s'est achevée à Damas, vendredi 6 août, et qui lui a permis de s'entretenir avec tous les partenaires directs du processus de paix et avec les dirigeants égyptiens, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, n'a pu que constater le désir de tous les participants de continuer à négocier, malgré la semaine de violents bombardements israéliens sur le sud du Liban.

DAMAS

de notre envoyée spéciale

L'essentiel de la tournée de M. Christopher, consacrée avant tout, disait-on de source américaine, à la relance des pourparlers israélo-palestiniens et israélo-syriens, repose sans doute sur le fait que les Etats-Unis semblent envisager une nouvelle méthode de travail qui consisterait, pour eux, à servir d'intermédiaire plus direct entre les parties, pour faciliter la communication, en particulier, entre Syriens et Israéliens.

Revenu vendredi à Damas, M. Christopher a indiqué qu'au cours des trois heures des nouveaux entretiens qu'il a eus avec le président Hafez El Assad, il lui avait « *transmis des réponses aux questions posées par son intermédiaire au premier ministre israélien Itzhak Rabin* ». « *Je suis également revenu parce qu'il y avait des questions supplémentaires que je voulais examiner*, a ajouté le secrétaire d'Etat. *Il y a quelques progrès, mais beaucoup de difficultés.* » Il a indiqué qu'il continuerait à travailler sur ces dernières conformément au rôle de « *partenaire à part entière que les Etats-Unis entendaient jouer pleinement* ».

Qualifiant, pour sa part, ces entretiens de « *sérieux, bons, francs et ouverts* », le ministre syrien des affaires étrangères, Farouk Charah, a affirmé : « *Le conflit israélo-arabe est très complexe et sa solution nécessite beaucoup de temps. C'est pourquoi nous devons poser certaines questions et obtenir certaines réponses.* » « *Les entretiens*, a-t-il ajouté, *ont évoqué les progrès, si tant est qu'il y en a, sur tous les fronts, car la Syrie recherche un règlement global* », à la fois pour celle-ci, pour les Palestiniens, le Liban et la Jordanie.

Avec des « si »

Aucune date n'a, toutefois, été fixée pour la reprise, à Washington, des négociations bilatérales. M. Christopher a précisé qu'il consulterait la Russie, co-parrain muet du processus de paix. Mais il semble en fait qu'avant de reconvoquer les délégations Washington veuille étudier la possibilité de navettes diplomatiques pour sortir de l'impasse actuelle. On indique, de bonne source, que ce n'est qu'après avoir étudié de près ce qu'il a entendu et à la lumière d'éventuelles possibilités de progrès, que M. Christopher décidera ou non d'envoyer Dennis Ross, coordinateur américain pour le processus de paix, effectuer une nouvelle navette diplomatique américaine.

Pour mettre fin au dialogue de sourds syro-israélien qui n'a pas cessé depuis l'ouverture des négociations bilatérales, au mois de novembre 1991, à Madrid – la Syrie exige un engagement israélien de retrait total du Golan avant de parler de paix et Israël refuse d'indiquer l'étendue de son retrait avant que Damas ne précise sa conception de la paix, – les Etats-Unis cherchent désormais une formule qui permettrait à chacun de dire ce qu'il ferait au cas où... Les questions posées se formuleraient avec des « si », permettant ainsi à chaque partenaire de savoir exactement à quoi il peut s'attendre en envisageant chaque étape du processus.

Cette « *nouvelle direction des négociations* » est, en tout cas, suffisamment prise au sérieux à Damas pour que le président Assad ait réuni, sept heures durant, entre les deux visites de M. Christopher, les dirigeants du Front national progressiste (coalition des partis au pouvoir en Syrie, dominée par le Baas) pour écouter leurs points de vue « *au moment où les négociations sont entrées dans les détails* ».

« *Aucun accord n'a encore été conclu* », a précisé le président syrien, et on indique, à Damas, que « *les conversations sont très dures* ». Officiellement, pour l'instant, la Syrie a informé les Etats-Unis qu'elle voulait la fin de la guerre. « *La résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU sur la base de laquelle la Syrie s'est engagée dans les négociations de paix ne prévoit pas la normalisation des rapports mais seulement la fin de l'état de guerre et de l'état de non-reconnaissance* », avait déclaré le président Assad à M. Christopher dès la première tournée de celui-ci dans la région, au mois d'avril dernier.

On affirme, d'autre part, à Damas, que la restitution totale du Golan occupé par Israël depuis 1967 – préalable indispensable – ne suffirait pas pour signer un traité en bonne et due forme avec l'Etat juif, la paix ne pouvant régner dans la région qu'à l'issue de la solution de tous les problèmes, la question palestinienne en tête. En outre – compte tenu du sentiment unanimement partagé en Syrie que la nouvelle administration américaine est la plus pro-israélienne de ces dernières années, – chacun s'attend à des négociations très longues et très ardues.

Le fait même qu'Israël, qui avait toujours refusé l'intervention directe des Etats-Unis dans les négociations, l'accepte aujourd'hui n'est qu'un signe de plus, dit-on à Damas, que le gouvernement de Jérusalem n'a plus rien à craindre d'un allié qui, comme l'affirme un délégué palestinien, « *juge les propositions arabes en fonction de ce qui est acceptable pour l'Etat hébreu* ».

FRANÇOISE CHIPAUX

L'assassinat de trois soldats israéliens risque de compromettre les négociations

JERUSALEM

de notre correspondant

Trois soldats israéliens ont été tués en moins de douze heures dans les territoires occupés. Le gouvernement a décidé de rester muet, laissant la droite redoubler de critiques à l'égard d'une équipe qui met « *au second plan la sécurité de ses soldats et de ses civils* » et préfère « *négocier avec les terroristes de l'OLP* ».

Que va faire le premier ministre, Itzhak Rabin ? La question s'impose, sachant la suite donnée au meurtre, revendiqué par le mouvement de la résistance islamique Hamas, d'un garde-frontière, le 13 décembre 1992. Quatre jours après l'enlèvement et la découverte du corps de ce dernier, M. Rabin avait expulsé quatre cent quinze Palestiniens des territoires occupés, pour la plupart des sympathisants du mouvement Hamas, dans le sud du Liban, où ils croupissent toujours. Représailles qui avaient eu pour effet de provoquer le blocage du processus de paix pendant plusieurs mois.

Ceux qui parmi les Palestiniens s'opposent aux négociations ont vraisemblablement profité de la présence, jeudi, à Jérusalem, du secrétaire d'Etat américain pour frapper une première fois.

A la faveur de la nuit, trois hommes, dans une fourgonnette, s'arrêtent devant un soldat qui fait du stop près du village palestinien d'El-Ram, au nord de Jérusalem. Le militaire monte à bord du véhicule volé. Un témoin racontera que le soldat a poussé des cris, s'est débattu et a vainement tenté de s'échapper. Son corps, criblé de balles, sera retrouvé, trois heures plus tard, abandonné près de Ramallah, en Cisjordanie.

Vendredi, deux heures après le départ du médiateur américain, qui se dit « *plein d'espoir et d'enthousiasme* » après avoir « *remis le processus de paix sur ses rails* », deux autres soldats sont tués en Cisjordanie. Des Palestiniens choisissent, cette fois, pour cible un poste de surveillance de l'armée, près d'une colonie de peuplement. Ils ouvrent le feu à l'arme automatique sur les militaires, en tuant deux.

Bien que ces attaques n'aient pas été revendiquées, l'armée israélienne n'en ignore pas les auteurs. « *Le Djihad islamique va perpétrer des attentats et nos soldats sont constamment en état d'alerte* », affirme le chef d'état-major, le général Ehud Barak. Cette organisation intégriste pro-iranienne, concurrente de Hamas, n'a-t-elle pas menacé de venger l'opération militaire récemment lancée par l'Etat hébreu contre le Hezbollah dans le sud du Liban ? – *(Interim.)*

□ **Abbas Hamadé pris en charge par le Hezbollah après sa libération en Allemagne.** – Abbas Hamadé, l'un des deux chiites libanais condamnés en Allemagne pour terrorisme, et expulsé vendredi 6 août, est arrivé, dans la soirée, à l'aéroport de Beyrouth. Abbas Hamadé, dont le frère Mohammad purge en Allemagne une peine de détention à vie, a été immédiatement pris en charge, à son débarquement, par trois cadres du mouvement libanais pro-iranien, Hezbollah, qui étaient accompagnés par deux de ses frères. – *(AFP.)*

□ **ARABIE SAOUDITE : décapitation d'un trafiquant de drogue.** – Condamné à mort pour trafic de drogue, un ressortissant yéménite a été décapité en public, vendredi 6 août, dans une ville du sud-ouest de l'Arabie saoudite, a annoncé le ministère de l'intérieur. Les trafiquants de drogue, les revendeurs et les consommateurs récidivistes sont passibles de la peine capitale depuis 1987. Selon un décompte établi à partir de communiqués saoudiens, il s'agissait de la soixante-deuxième exécution depuis le début de l'année. – *(AFP.)*

LIBAN : l'assassinat du milliardaire Henri Pharaon

L'infortune d'un homme fortuné

BEYROUTH

de notre correspondant

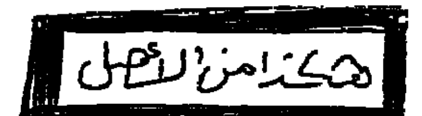
Il était aux Libanais ce que Rothschild est aux Français et Rockefeller aux Américains. Retrouvé assassiné, vendredi 6 août, à quatre-vingt-quinze ans, dans un hôtel de Beyrouth où il s'était installé après que son fils unique eut vendu sa maison-musée pour une bouchée de pain – sept à huit millions de dollars tout de même... – Henri Pharaon aura connu une triste fin.

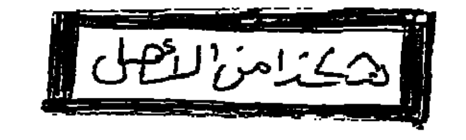
Ce magnat des années 30 à 60, appartenant à la communauté grecque catholique, avait cessé d'être l'homme le plus riche du Liban, un esthète qui avait les moyens de ses passions. Mais, s'il ne rivalisait plus avec les Rafic Hariri (actuel premier ministre) ou Issam Farès, aux milliards nés dans les sables d'Arabie, sa fortune ne se comptait pas moins en dizaines de millions de dollars. Grand propriétaire terrien, il dirigea une banque qui porte toujours son nom et présida aux destinées du port de Beyrouth qui, avant guerre, était le le plus important de la Méditerranée orientale. Son écurie de course était la plus réputée du monde arabe.

Son activité politique ne passa pas, elle non plus, inaperçue. Co-auteur de la Constitution de 1926, Henri Pharaon fut député pendant trois décennies et ministre des affaires étrangères. Dans la fièvre nationaliste de l'indépendance, ce grand francophile n'en dessina pas moins, en 1943, le drapeau libanais rouge et blanc, frappé d'un cèdre, qui remplaça le drapeau tricolore de la France, alors puissance mandataire. Pour bien marquer ses distances avec le monde arabe, il refusa, lors des premières réunions de la Ligue arabe, de coiffer le tarbouche traditionnel et garda son Borsalino vissé sur le chef...

Jusqu'à l'extrême vieillesse, lorsqu'il trônait dans sa maison et même dans la solitude de sa chambre d'hôtel, Henri Pharaon s'animait dès qu'il parlait de sa collection d'art arabe, de ses icônes rares. Davantage encore lorsqu'il parlait de son pays. Pourquoi donc cette triste fin ? Qu'est-ce qui le contraignit – le besoin, la peur ? – à vendre sa somptueuse demeure de Beyrouth-Ouest dont les plafonds en bois sculpté avaient été ramenés, à prix d'or, de palais syriens de Damas et d'Alep en perdition, pour se retirer dans une chambre d'hôtel où une mort tragique et mystérieuse est venue le surprendre ?

LUCIEN GEORGE


هكذا من الأصل



AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Furieux Mississippi

Suite de la première page

Ce lieu est l'un des plus touchés par les inondations qui, depuis un mois, dévastent le cœur du pays. Il n'y a plus, ici, de fleuve proprement dit. L'«ennemi» est une formidable étendue d'eau, un lac géant, qui se déplace nord-sud : cinq à six mètres de profondeur, sur des kilomètres et des kilomètres de largeur, à perte de vue dans la grande plaine du Middle-West.

L'opération sauvetage de Prairie-du-Rocher est encadrée par des réservistes de la Garde nationale, des *«papys»* pas mécontents d'avoir repris l'uniforme, par des plongeurs des garde-côtes venus sonder l'état des digues du village et par les pompiers. Une bonne partie de la presse nationale est là aussi. C'est que Prairie – sept cents habitants, deux églises – n'est pas un village tout à fait comme les autres. En bordure du « grand fleuve», pour son malheur, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Saint-Louis, Prairie-du-Rocher – les locaux prononcent quelque chose comme *«priri-dlou-rotcheur»* – se dit la plus ancienne localité de l'Illinois. Elle a été fondée en 1722 par une colonie de Français, dont les descendants sont aujourd'hui ces terribles agriculteurs *«yankees»* si redoutés dans la campagne française ; l'annuaire de Prairie aligne des colonnes de Melliere, Menard, Deroux, Laurent et autres Dufrenne.

«Service privé»

Parce qu'on y est fier de ces racines, Prairie se présente comme un *«village historique de style français»*. Ce n'est sans doute pas faire offense à ses habitants si l'on précise que la physionomie de Prairie est, à vrai dire, un peu différente : à coup sûr, c'est un charmant village, mais dont l'élégant alignement de maisonnettes de bois blanc à colonnades fait tout de même plus penser au Mississippi de Faulkner qu'à une bourgade de Normandie ou de Touraine... Il en va ainsi dans le reste d'un comté (arrondissement) dont la carte des villages dit qu'il fut, à l'origine, une collection de communautés allemandes et françaises : Fayetteville voisine avec Bremen, Prairie-du-Rocher avec Darmstadt, New-Baden avec Landerville...

Cet après-midi-là, comme bien d'autres depuis un mois, Floyd Melliere, justement, est sur la digue. A passer des sacs de sable. *«Quand ils ont su qu'il fallait sauver Prairie, mes enfants sont accourus, l'un de Chicago, l'autre de Saint-Louis»*, raconte-t-il. Les grandes inondations de 1993 les ont mis en valeur une qualité et un talent très américains : le volontariat, cette manière de «service privé» à l'intention de la collectivité qui, dans une République méfiante de tout gouvernement, tient lieu de service public. Pour mener la bataille de Prairie, observe Floyd Melliere, on est venu de presque toute l'Union : *«Même des mineurs de Pennsylvanie et de Virginie ont répondu à l'appel.»*

Une fois de plus, la chaîne a dû fonctionner toute la nuit. Depuis longtemps, les digues avant ont cédé, comme autant de tranchées prises l'une après l'autre, submergées par la masse liquide brunâtre. Floyd Melliere et ses amis de Prairie sont maintenant sur la dernière digue, l'ultime défense à quelques centaines de mètres du village. Certains volontaires ont revêtu un gilet de sauvetage, comme on mettrait un gilet pare-balles. Chacun tient sa «chronique» de guerre : *«On dort deux heures par nuit. On commence à être désespéré, est-ce qu'on va tenir longtemps ?»*, demande Eva Laurent. L'angoisse est proportionnelle au péril. Qui est grand. Le danger n'est pas de voir sa cave inondée et son rez-de-chaussée endommagé par trente centimètres de boue. Ici, la masse brunâtre engloutit des bâtiments de quatre à cinq mètres de haut.

Les braves gens de Prairie sont adossés à un barrage de sacs de sable qui contient, tant bien que mal, un mur d'eau. Depuis longtemps, l'eau a submergé la voie du chemin de fer du sud, celui qui descend, avec le Mississippi, jusqu'au golfe du Mexique ; depuis longtemps, l'autoroute est sous-marine. De plusieurs hameaux disparus n'émergent que quelques morceaux de toit, sommets de pylônes électriques, hauts d'enseignes publicitaires. Dans la région du haut Mississippi, celle des inondations, six cents digues ont déjà cédé sous la pression du grand fleuve et de ses affluents, gonflés de six semaines de pluies.

Des millions d'hectares ravagés

«Le pire est passé», disent les météorologues et autres prétendus spécialistes de l'humeur du Mississippi. La crue aurait atteint son sommet dans la première semaine d'août ; le fleuve a commencé à descendre. *«Les rivières reculent, laissant des poissons morts dans les rues»*, titrait vendredi 6 août, un tantinet surréaliste, le *Saint Louis Post Dispatch*, qui s'y connaît. Même arrêté à cette date, ce qui est optimiste, le bilan est lourd. Neuf Etats du Middle-West ont été touchés. Une quarantaine de personnes sont mortes dans des accidents liés aux inondations. Des milliers d'autres ont dû être déplacées. Plusieurs millions d'hectares de cultures ont été ravagés ; des centaines de milliers de commerces, usines et autres établissements professionnels ont été endommagés.

Les économistes chiffrent les dégâts à quelque 10 milliards de dollars (1). Le chômage et, parfois, la pollution menacent. La géographie des bords de fleuve recouvrant souvent une certaine géographie sociale, les habitants les plus proches des rives sont les plus pauvres – les riches sont sur les collines – et les plus pauvres sont, généralement, les plus mal assurés. Les assureurs étant, de leur côté, très méfiants vis-à-vis des caprices du fleuve, la couverture des risques liés aux inondations est rare et chère. On aura compris : c'est l'Etat fédéral qui devra intervenir pour réparer une partie de la catastrophe. A Washington, le Sénat a déjà voté le principe d'une aide d'urgence de près de 6 milliards de dollars.

Ces chiffres, ces sommes, ces estimations ne disent rien des drames individuels. Retour à Prairie-du-Rocher. La dernière défense a «tenu». Prairie serait sauvé des eaux. Le village ne devrait être envahi que par les grenouilles, sauterelles et nuées de moustiques qui accompagnent l'inondation. Seulement, la bataille de Prairie – *«the battle of the french village»*, dit la presse – ne paraît avoir été gagnée qu'au prix de douloureuses décisions stratégiques.

Sur la barge de métal des garde-côtes qui les emmène voir ce qui est encore visible du toit de leur maison, Carol et Edward Duchenne ont le visage fermé. Tous deux appartenant à de vieilles familles de Prairie, ils avaient installé leur ferme et leur maison à 1 kilomètre plus à l'ouest, en direction du fleuve. *«J'ai vécu la grande inondation de 1973, celle qu'on m'avait présentée comme «l'inondation du siècle», et on m'a raconté celle de 1943*, observe sombrement Edward Duchenne. *Même en tenant compte de ces deux précédents, je n'avais aucune raison de penser que l'endroit de ma maison pouvait être menacé. Jamais je n'aurais soupçonné que ce fleuve pouvait être si terrifiant.»*

Quand, à la fin de la première semaine d'août, Prairie a risqué l'engloutissement, les ingénieurs du génie militaire, qui sont responsables du réseau de digues enserrant le Mississippi, ont pris une décision draconienne. Ils ont fait sauter une digue pour créer une dérivation, donner de l'espace à la masse liquide, à l'ouest de Prairie, afin de diminuer la pression de l'eau sur le village. Les champs, la maison, les bâtiments de ferme des Dufrenne ont été ensevelis. Carol Dufrenne ne cache pas son amertume : *«On ne nous a même pas prévenus. Ils ont dit : on va inonder là, ce ne sont que des champs. Ils ne savaient pas qu'il y avait aussi des fermes et des gens qui les habitaient. On nous a sacrifiés sans même nous dire merci.»* La barge vire autour d'une étable que le flot a emportée à plusieurs mètres de son emplacement initial. Carol Dufrenne a les larmes aux yeux : *«On s'en va, j'en ai assez vu.»*

Après le grand élan de solidarité auquel a donné lieu l'inondation de 1993 pourrait bien venir le temps des polémiques. Car d'autres digues ont été percées, ça et là. Pour soulager la pression sur la grande ville du Missouri, la séduisante Saint-Louis (du nom du bon roi Louis IX), ou d'autres localités ? L'eau descend, peut-être ; les questions montent, assurément. Dans un de ces articles en forme, et taille, de thèse de doctorat dont il a le secret, le *New York Times* s'interroge, croquis à l'appui, sur les *«risques élevés qu'il y a à refuser aux rivières leurs plaines d'épanchement naturelles»*. *«Les rivières ont leur manière de répondre aux manipulations de l'homme»*, moralise le journal. Ce que disait déjà le poète T. S. Eliot, natif de Saint-Louis, qui n'aimait guère le Mississippi, l'appelait le *«Dieu brun»*, et écrivait que *«ses rages destructrices ont pour mission de rappeler à l'homme ce qu'il a choisi d'oublier»*. Prairie-du-Rocher n'est pas prêt d'oublier la *«rage»* de 1993.

ALAIN FRACHON

(1) Un dollar vaut environ 5,90 francs.

Une tornade fait trois morts et cent cinquante blessés en Virginie

Au moins trois personnes ont été tuées et près de cent cinquante autres blessées, vendredi 6 août, par une violente tornade qui s'est abattue dans le sud de la Virginie, sur la côte est des Etats-Unis. Les victimes ont péri dans l'effondrement d'un supermarché à Petersburg, la ville la plus affectée. De nombreux consommateurs se sont retrouvés prisonniers des décombres, ont indiqué des sauveteurs.

Le centre historique, datant de la guerre de Sécession, de cette cité de trente-huit mille habitants a été très endommagé. La plupart des toits ont été arrachés, des murs se sont effondrés et des voitures ont été projetées les unes contre les autres. D'autres quartiers de Petersburg et des communes voisines ont subi la tornade. A Hopewell, une centaine de personnes ont dû être évacuées. – (*AFP, AP.*)

M. Clinton et le «renouveau du rêve américain»

Suite de la première page

Six mois plus tard et à l'issue d'âpres marchandages (1), le bilan de M. Clinton est peu glorieux pour son ego comme pour sa crédibilité au sein du Parti démocrate, mais globalement positif au regard des engagements pris et des effets que peut en espérer l'économie américaine. Certes, l'opposition républicaine a tué dans l'œuf en avril son *«stimulus plan»*. Ce dispositif s'apparentait à une loi de finances rectificative pour l'année fiscale 1993 et avait surtout pour objet de conforter l'image «sociale» du président, en créant notamment près d'un demi-million d'emplois d'été et en accordant des aides financières aux villes en difficulté. Tous les spécialistes reconnaissaient que ce mini-plan de relance n'aurait guère eu d'impact sur une économie en phase de *«reprise molle»*.

Revu et corrigé par les deux Chambres, le *«Reconciliation Bill»* – le texte définitif du programme budgétaire de l'administration Clinton qui va influer plus en profondeur – a finalement été voté jeudi par la Chambre des représentants et vendredi par le Sénat. A l'arraché, certes, mais voté quand même. Sans que les principales options et les grandes masses définies par le président au début de son mandat (*grosso modo*, autant d'augmentations d'impôts que de réductions des dépenses fédérales), soient sensiblement modifiées. Le texte final prévoit 241 milliards de dollars d'impôts nouveaux et 255 milliards de réductions de dépenses, soit un montant total de 496 milliards, très proche du chiffre – brut – de 493 milliards initialement avancé par le locataire de la Maison Blanche. De quoi rassurer Wall Street et son marché obligataire, tout comme la Réserve fédérale, qui craignaient les effets dévastateurs d'un «non» éventuel sur les taux d'intérêt.

Deux autres dossiers énormes

Pour parvenir à ce résultat, la Maison Blanche qui a démontré à l'occasion qu'elle savait pratiquer, elle aussi, l'art du lobbying, a dû faire deux importantes concessions. Elle a d'abord donné satisfaction aux représentants des Etats pétroliers et ruraux en acceptant que le texte soumis aux parlementaires ne comporte qu'une augmentation du prix de l'essence (limitée à 4,3 cents par gallon de 3,8 litres) au lieu de la formule de taxe «élargie» à toutes les sources d'énergie, préconisée initialement par l'administration.

Sur le volet fiscal – l'autre grand enjeu de la bataille parlementaire, – l'administration a cherché à séduire les parlementaires démocrates les plus effrayés par l'étiquette de parti *«dépensier»* qui leur colle encore à la peau. Le président a signé un décret stipulant que chaque dollar provenant d'impôts nouveaux sera affecté exclusivement à la réduction du déficit budgétaire. De plus, les *«riches»* gagnant plus de 200 000 dollars par an, ceux qui vont supporter l'essentiel de la hausse de l'impôt sur le revenu (80 % des nouvelles recettes fiscales), disposeront d'un délai de deux ans pour s'acquitter de ce surcroît d'impôt.

Mais M. Clinton n'aura guère le temps de souffler après ce succès d'estime. D'ores et déjà, il se prépare à ferrailler à nouveau avec le Congrès sur deux autres – énormes – dossiers, eux aussi sujets à polémique, qui conditionnent également la réussite de l'ensemble de sa politique économique. Il s'agit de la réforme du système de santé et de la ratification de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) conclu par la précédente administration entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique et dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1er janvier 1994.

Sur le premier point, il y a urgence. Si un freinage énergique des dépenses de santé inscrites au budget de l'Etat n'intervient pas à brève échéance, le risque est grand de voir le déficit fédéral s'envoler de nouveau après 1997. Bill Clinton se dit assuré de pouvoir gagner un maximum de parlementaires à sa cause sur ce dossier qu'il veut «non-partisan». Mais les démocrates n'ont pas encore fait leur religion et, sur les 44 républicains que compte le Sénat, 41 se disent déjà opposés à un programme de réforme qui, pourtant, n'a pas encore été officiellement présenté.

L'ALENA est, lui aussi, un baril de poudre. D'après certains pointages, les républicains seraient, à une large majorité, favorables à ce texte au Congrès mais les deux tiers des démocrates y seraient encore hostiles. M. Clinton devra déployer beaucoup d'énergie – et consentir à nouveau d'importantes concessions – pour convaincre les opposants de son propre parti des bienfaits de l'ALENA. Les évènements de ces derniers jours, liés au vote du budget, ont démontré que le président savait négocier. Et tordre le bras de ses amis quand la situation l'exigeait.

SERGE MARTI

(1) Les Etats-Unis sont le seul pays où la procédure budgétaire dure aussi longtemps, de février à la fin septembre. Elle a même été prolongée jusqu'à la fin décembre en 1990, sous l'administration Bush, pour déboucher sur un accord bancal qui constituait une défaite pour l'ancien président.

Cavelier de La Salle, découvreur français du «Père des eaux»

«Un torrent boueux divise les eaux transparentes du Mississippi et transporte, dans sa fureur, des îles flottantes, vastes morceaux de terre arrachés aux *rives qui portaient encore des arbres, les uns debout, les autres à moitié déracinés.»* Cette description, qui pourrait être celle des crues récentes du grand fleuve, remonte à plus de trois siècles, au temps où un certain Robert Cavelier de La Salle, fils d'un riche marchand rouennais devenu explorateur, descendait, pour s'en approprier au nom du roi de France, le «Père des eaux», comme l'appelaient les Indiens. Ces derniers avaient eu la sagesse de construire leurs campements ou leurs villages suffisamment loin du fleuve capricieux pour qu'ils ne fussent pas inondés.

Accompagné d'une trentaine d'hommes, Cavelier de La Salle, ce *«fou de l'inconnu, des mers lointaines et des paysages ignorés»*, se trouvait alors au niveau de la ville de Saint-Louis (fondée en 1764 par deux trappeurs français, Pierre Laclède et Auguste Chouteau), là où le Missouri aux eaux troubles se précipite avec violence dans le Mississippi. Leurs canots indiens tournoyaient parmi les débris de troncs mais ne versaient pas : ces hommes-là avaient depuis longtemps acquis leur savoir-faire, au prix d'expériences périlleuses, dans les rapides des eaux canadiennes, d'où ils venaient par l'Illinois et les Grands Lacs.

Dans la dernière biographie parue en français sur Cavelier de La Salle, Anka Muhlstein réhabilite ce héros oublié, qui offrit à Louis XIV un empire reliant le Canada à la Louisiane. Le roi n'était guère favorable à ces conquêtes. Comme son ministre Colbert, il souhaitait que les colons consolident leur emprise le long du Saint-Laurent, au lieu de *«pousser des découvertes en dedans de terres de pays si éloignés qu'ils ne pourront jamais être habités ni possédés par des Français»*. Plus habile que Louis Joliet et le Père Jacques Marquette, qui, les premiers, descendirent le Mississippi en 1672 (jusqu'au sud de Memphis seulement), le sieur de La Salle obtint finalement le droit de construire autant de forts qu'il le jugerait utile pour découvrir une voie vers le Mexique. De peine et de misère, il en établit sept, le premier à l'entrée du lac Ontario et le dernier au Texas, au bord du golfe du Mexique.

Le 9 avril 1682, au pied d'une croix de fortune, La Salle avait pris possession, *«au nom de Sa Majesté et de ses successeurs, de ce pays de Louisiane»*, couvrant tout le bassin du Mississippi. La cérénomie se déroula sur une rare butte, dans un *«fouillis de canaux»*, qui porte aujourd'hui le nom de Venise, au sud de La Nouvelle-Orléans. Pour ce vrai découvreur, qui n'était pas mû par le désir de s'enrichir ou de convertir des âmes, la *«victoire résidait moins dans la conquête que dans la connaissance»*, dit Anka Muhlstein. Personne ne niera qu'il mena ses entreprises pacifiquement, au prix d'épreuves surhumaines.

Est-ce parce que La Salle mourut en 1687 (à quarante-quatre ans) assassiné par l'un de ses ambitieux compagnons, près de la rivière Trinity, au Texas ? Est-ce parce que Napoléon vendit la Louisiane aux jeunes Etats-Unis pour une bouchée de pain en 1803 ? Toujours est-il que son nom n'est attaché qu'à une petite ville sur l'Illinois, à l'ouest de Chicago, et à une banlieue de Montréal, là où il posséda brièvement une seigneurie.

MARTINE JACOT

► ***Cavelier de La Salle, l'homme qui offrit l'Amérique à Louis XIV*, d'Anka Muhlstein (Grasset, 1992). On pourra lire aussi l'ouvrage de Pierre Leprohon, *Cavelier de La Salle, fondateur de la Louisiane*, réédité en 1984 chez André Bonne ; celui de Roger Viau chez Mame (1960) ou celui d'Yves Cazaux, *le Rêve américain, de Champlain à Cavelier de La Salle* (Albin Michel, 1988).**

BOLIVIE

Le nouveau président prête serment en présence de Fidel Castro

Gonzalo Sanchez de Lozada, le richissime industriel de soixante-trois ans qui avait remporté l'élection présidentielle du 6 juin, a officiellement pris ses fonctions, vendredi 6 août à La Paz, au cours d'une cérémonie à laquelle participait le président cubain Fidel Castro. Le chef du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR, centre libéral), désigné président après le désistement de l'ex-dictateur Hugo Banzer, succède ainsi pour quatre ans au social-démocrate Jaime Paz Zamora. Après avoir prêté serment, *«Goni»*, comme l'appellent les Boliviens, a réaffirmé sa volonté de lutter contre l'*«hyper-corruption»* et de réconcilier les diverses communautés de son pays. Formé aux Etats-Unis, *«Goni»* a innové en désignant à la vice-présidence un enseignant aymara de quarante et un ans, Victor Hugo Cardenas, premier indigène à assumer d'aussi hautes fonctions sur le continent.

Invité à ces cérémonies avec quatre autres chefs d'État latino-américains, M. Castro a confirmé par sa présence, critiquée dans la presse, le choix de Cuba en faveur de l'intégration régionale. Les relations entre La Paz et La Havane s'étaient détériorées en 1967, après l'assassinat de Che Guevara en Bolivie. – *(AFP, Reuter.)*

EN BREF

□ **AFRIQUE DU SUD : cinq morts dans l'attaque d'un train près de Johannesburg.** – Au moins dix personnes ont été tuées dans divers actes de violences, vendredi 6 août, a annoncé la police ; cinq l'ont été par des hommes qui ont ouvert le feu sur les passagers d'un train, dans la banlieue de Johannesburg. D'autre part, le Congrès national africain (ANC) a protesté contre le déploiement d'unités d'élite de l'armée dans les cités noires de l'est de Johannesburg (*le Monde* du 7 août). – *(AFP, AP.)*

□ **LIBÉRIA : la frontière avec la Côte d'Ivoire va être rouverte à l'aide humanitaire.** – La frontière entre le Libéria et la Côte d'Ivoire va être rouverte aux convois d'aide humanitaire, mais leur chargement sera dorénavant inspecté par des observateurs de l'ONU ou de la force d'intervention ouest-africaine (ECOMOG), a annoncé vendredi 6 août un porte-parole des Nations unies (*le Monde* du 7 août). Le jour même, une mission technique de l'ONU est arrivée au Libéria afin de participer à cette opération. – *(Reuter.)*

□ **SALVADOR : L'ex-guérilla affirme avoir achevé son désarmement.** – L'ex-guérilla salvadorienne du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) a présenté, mercredi 4 août, un rapport aux Nations unies dans lequel elle affirme avoir achevé son désarmement, prévu par les accords de paix de janvier 1992. Les armes auraient dû être remises avant le 15 décembre mais, par *«méfiance»* envers le processus de paix, le FMLN a maintenu des arsenaux secrets, bien que l'ONU l'ait reconnu comme groupe désarmé, permettant ainsi sa constitution en parti politique. Après la découverte accidentelle en mai à Managua (Nicaragua) d'un arsenal du FMLN recélant notamment des missiles sol-air, un millier de fusils et cinq tonnes d'explosifs, l'ONU avait accordé au FMLN un nouveau délai pour restituer ses armes, qui expirait mercredi. – *(AFP, UPI.)*

□ **SOMALIE : un accord de paix a été signé à Kisimayo.** – Un accord de paix, qualifié d'*«historique»* par le représentant des Nations unies en Somalie, l'amiral Jonathan Howe, a été signé, vendredi 6 août à Kisimayo, le port du sud du pays, par les représentants de vingt sous-clans de la région du Jubaland. Le colonel Omar Jees, allié du général Mohamed Farah Aïdid, et le général Morgan, gendre de l'ancien président Syaad Barre, interdits à Kisimayo par les forces de l'ONU, n'ont pas participé aux pourparlers. – *(AFP.)*

□ **TCHAD : un mort dans une manifestation de protestation contre un massacre de civils.** – Une personne a trouvé la mort et cinq autres ont été blessées, vendredi 6 août à Abéché, dans le nord-est du pays, lors de heurts entre les forces de l'ordre et des manifestants qui protestaient contre le massacre perpétré mercredi à proximité de la frontière soudanaise (*le Monde* du 7 août). Les forces de sécurité ont tiré sur des manifestants qui avaient saccagé un commissariat de police, le service des douanes et des débits de boissons. Selon le gouvernement, le massacre a fait soixante-quatre morts et quatre-vingts blessés. La Ligue tchadienne des droits de l'homme a révisé son bilan, qui serait de soixante-huit morts et soixante-dix-huit blessés, tous civils. – *(Reuter.)*

□ **TUNISIE : remaniement ministériel.** – Le président Ben Ali a nommé, vendredi 6 août, Mme Neziha Mezhoud, ministre déléguée auprès du premier ministre, chargée des affaires de la femme et de la famille, en remplacement de Mme Nabiha Gueddana. Mme Mezhoud, qui est médecin, occupait le poste de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales, où elle est désormais remplacée par Kamal Sassi. Mme Mezhoud et M. Sassi sont membres du comité central du Rassemblement constitutionnel démocratique, le parti au pouvoir. – *(Corresp.)*

Les aventuriers de la générosité

V. – *Le « modèle » Oxfam*

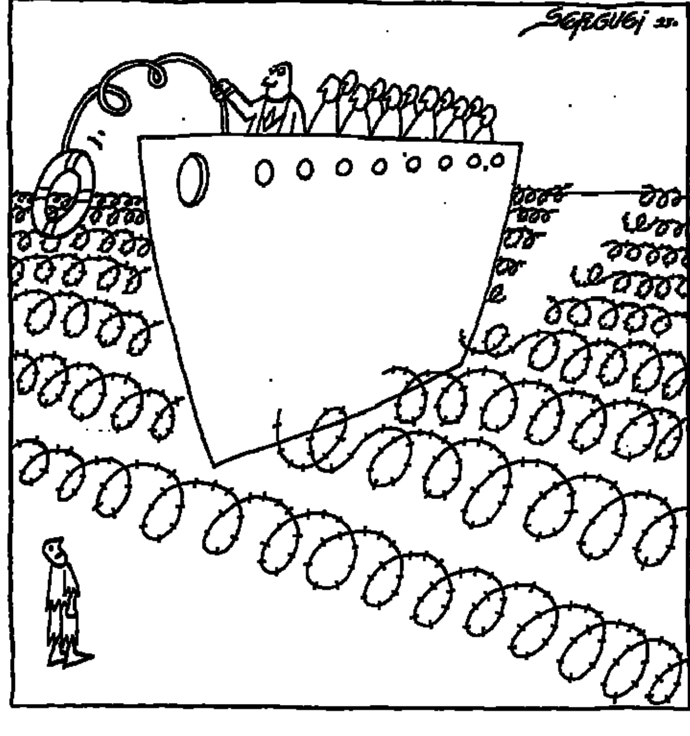
Sous le choc de la récession, les situations d'urgence se multiplient, des professionnels inventent de nouvelles parades à la misère, mais l'opinion ne se replie pas pour autant sur l'Hexagone, et les entreprises humanitaires connaissent un boom inégalé (*le Monde* des 4, 5, 6 et 7 août). Pratiquer l'ingérence sur le terrain politique est à l'ordre du jour, en France comme chez nos voisins du Royaume-Uni. Tel est le thème du cinquième et dernier volet de notre enquête.

OXFORD

de notre envoyée spéciale

Tel un rouleau compresseur, on les rencontre sur toutes les terres de la planète. Ils font du développement jusqu'au fin fond des brousses. C'est ce qu'on entend dire, en France, au sujet d'Oxfam (Oxford Committee for Famine Relief). *« Working for a fairer world »* – travailler pour un monde plus honnête – est la raison sociale de cette organisation humanitaire basée à Oxford (Royaume-Uni). C'est la plus connue des ONG anglo-saxonnes, par ses succès d'ampleur inégalée, et la plus enviée. C'est également la plus controversée. Ses militants aux pieds nus ne se cachent pas d'exercer des pressions sur leur gouvernement, comme sur les instances internationales. Bref, faisant ce *lobbying* sans état d'âme, ils se mêlent franchement de politique. A l'horizon de l'humanitaire, seraient-ils pionniers? Leur stratégie relativise de fait les polémiques de l'Hexagone sur le droit d'ingérence qualifié par certains d' *« alibi humanitaire »* (lire l'encadré).

Le siège d'Oxfam, au 274, Banbury Road, une bâtisse de briques rouges, est protégé comme un coffre-fort. L'affaire est florissante, restructurée depuis deux ans pour mieux gérer sa folle croissance. *« La tension entre idéalisme et professionnalisation est vivifiante »*, explique-t-on avec humour. Le département *marketing* a absorbé celui de la *communication*. Le *financial management*, qui existe depuis la création, en 1942, a été considérablement renforcé. Résultat, la collecte de fonds (*fund raising*) a augmenté de 20 % l'année dernière. Elle a rapporté 72 millions de livres, soit près de 630 millions de francs. *« La récession nous pousse à être plus compétitifs. »* La tradition victorienne de la charité ne s'est pas émoussée. 28 000 bénévoles travaillent pour Oxfam. Sous son enseigne, 850 magasins ont pignon sur rue dans l'ensemble du Royaume-Uni. Ils forment la sixième chaîne de distribution du pays. Vêtements, livres, magnétophones, bibelots, etc. *« La récession s'installant, la middle-class s'est mise à acheter de l'occasion. »*



Un air d'Agatha Christie

Sur Banbury Road, face au siège, Alice Peterson tient une de ces boutiques. Pour le cinquantième anniversaire d'Oxfam, en 1992, la reine Elizabeth lui a rendu visite ici même. Aujourd'hui, elle refait sa vitrine, mise au goût du jour comme chaque quinzaine. C'est une femme d'allure sportive et soignée. *« Le travail est dur »*, insiste-elle. Il lui faut soixante volontaires pour tenir le magasin ouvert en semaine de 9 h 30 à 17 heures. Des équipes se relaient derrière le comptoir et les caisses enregistreuses, dans l'arrière-boutique où sont contrôlés les stocks provenant des donateurs, et à la surveillance des rayons. *« Voyez, les boîtes de K7 sont vides, pour éviter qu'on nous fauche la cassette. »*

Sa boutique ne désemplit pas. Au mur est affiché le chiffre d'affaires du mois écoulé : 14 518,47 livres. En ce moment, elle prépare la collection d'automne. Tri, mise au rebut ou étiquetage : *« La qualité de ce qui est mis en vente est garantie. »* Déjà affluent des jouets, pour Noël prochain. Il va falloir soigneusement vérifier leur état. *« Les règlements de sécurité de la CEE nous ont imposé, l'hiver dernier, d'en jeter une grosse quantité »*, déplore la directrice. Le « EEC Label » n'est accordé que strictement en la matière, sans considération humanitaire... Pour ses tonnes de rebuts, Oxfam a construit son propre centre de retraitement de déchets. Ecologique, situé en Ecosse, ce *recycle plant* est l'un des plus gros d'Europe.

Les assistantes d'Alice ont un air d'Agatha Christie, œil vif et sourire malicieux sous les cheveux blancs. La plupart sont des femmes ayant perdu leur compagnon, et travaillent gratuitement à Oxfam *« pour rencontrer des gens, avoir un emploi, pas pour faire la charité »*. Toutes ont dû suivre une formation préalable à ce métier nouveau, *« qu'exige notre professionnalisation »*.

Eviter le piège du misérabilisme

La veille, dans l'imposant salon de l'Hôtel de Ville, le défilé de mode d'Oxfam, organisé par une association d'étudiants et sponsorisé par la firme de montres Swatch, a attiré plus de six cents spectateurs. Recette : 7 000 livres. Dans ces temps « grunge », le nouveau style lancé à Londres par des créateurs au profit d'Oxfam fait fureur chez les jeunes. On s'arrache ce « NoLogo », dont Russell Thompson a eu l'idée. Cet homme était un grossiste d'occasions avant d'être recruté par l'organisation. Ce père de famille amateur de bière est un redoutable spécialiste, menant sa chaîne de magasins à vive allure et envisageant d'en ouvrir d'autres en Europe.

Sur les rayons des hypermarchés britanniques une nouvelle marque de café vient de faire son apparition. Sur fond marine, l'emballage du paquet porte le nom, en français, de « Cafédirect », écrit en grosses lettres jaunes au-dessus de quatre patronymes de sociétés partenaires. *« Fair Trade in your hands »*, lit-on également. C'est la signature d' « Oxfam Trading ». Œuvrer pour un commerce honnête, c'est-à-dire *« rétablir la justice dans les termes de l'échange entre Nord et Sud »* est la raison sociale de l'organisation.

Ed Millard, style branché et baba-cool, en dirige la filiale commerciale installée dans les environs verdoyants d'Oxford. Le succès de son « Cafédirect » lui permet d'envisager d'autres percées sur le marché concurrentiel. Il a *« mis le paquet »*, faut-il préciser. Il a su éviter le piège du misérabilisme. Une tentative d'inspiration proche a piteusement échoué en France. *« Sous prétexte de générosité on imposait un surprix pour un produit d'allure triste. »*

En professionnel aguerri, Ed Millard s'est d'abord adressé aux lecteurs de *Bazaar*, le catalogue semestriel de vente par correspondance édité par Oxfam. Accueil excellent. Alors il a fait venir des petits producteurs de café de Colombie, dont il soutenait jusqu'alors le développement, séjournant lui-même régulièrement dans leur village lointain. Il leur a organisé une tournée de prospection auprès des dirigeants d'hypermarchés. Plus d'intermédiaire, qui diminue les marges. Le café voyage directement du producteur à la grande surface. Un an plus tard, l'affaire tourne rondement. Sur les quais de la gare d'Oxford, de grands panneaux publicitaires vantent les mérites du « Cafédirect ». L'affiche représente une mère basanée souriant à l'enfant qu'elle porte dans ses bras. On peut lire : *« You get excellent coffee, they get vaccines »*, et plus précisément : *« L'argent que vous payez pour ce produit va dans les poches des producteurs de café en Amérique latine. Cela signifie qu'ils peuvent se permettre de construire leur communauté et d'investir dans leur système de santé. »*

Les bijoux de Bombolulu au Kenya, les vêtements et les textiles du Guatemala sont sur le marché d'Ed Millard. Il vient d'organiser une autre tournée de prospection commerciale au Royaume-Uni, mais cette fois pour des producteurs du Nigéria. Le label « fair » des produits vendus selon les règles d'Oxfam a été déposé en 1993 pour l'Europe. Les Pays-Bas, l'Allemagne et la France – avec « Artisans du monde » – participent à ce réseau d'organisations pour un commerce honnête. *« Au temps de la charité succéda celui de la solidarité, puis celui du « fairer world ». Est-ce un temps plus moral? Non, simplement mieux informé »*, conclut Ed. Millard.

Les aides au développement faites par Oxfam privilégient les plus démunis d'entre les pauvres. Ethique victorienne. Ce sont des projets de petite taille, sur le terrain et sous la responsabilité des intéressés. La formation aux techniques adaptées se fait ainsi au plus près. Le risque de détournement est réduit, mais encore bien présent... La souplesse de pilotage évite l'enlisement des programmes. *« Pour créer un espace humanitaire des indigènes. »* L'organisation se refuse, jusqu'à présent du moins, à œuvrer au Royaume-Uni. *« D'autres, en grand nombre, ont le savoir-faire. »* De fait, le débat est ouvert. Oxfam donne déjà des « coups de pouce », pour les sans-abri britanniques de l'association caritative Shelter. Elle le fait également pour les cantines de Moscou ouvertes par l'entreprise lyonnaise Equilibre. L'hiver dernier, sa campagne en faveur de l'Europe de l'Est – *« The cold front appeal »* – a rapporté gros, grâce notamment au soutien des services météo de la BBC.

Les foudres de Margaret Thatcher

Mais la plus grande part de son budget est consacrée au « fairer world » du Nord au Sud. *« Donne un poisson à un homme. Il a de quoi manger pour un jour. Apprends-lui à pêcher, il peut manger pour toujours. »* Susie Smith, membre de la direction d'Oxfam depuis longtemps, aime ce proverbe chinois devenu une des rengaines humanitaires. Ce n'est pas faute d'expérience. *« La pauvreté*, a-t-elle appris sur le tas, *n'est pas due au hasard. Il faut faire pression sur notre gouvernement pour qu'il ne réduise pas le budget d'aide au tiers-monde. »* Ce *lobbying* s'exerce aussi sur les tenants des pouvoirs locaux. Il ne plaît pas forcément. On l'accuse d'*« ingérence »*. Des fermiers travaillant avec Oxfam ont été assassinés en Amazonie, pour avoir défendu leur droit à la propriété des fermes dont ils étaient expulsés. Des « expatriés » ont été arrêtés.

« La charité n'est pas la justice sociale ! », rétorque Susie Smith à ceux qui lui reprochent de *« politiser l'humanitaire »*. La forte directrice a sauté d'autres obstacles. Oxfam eut ainsi à subir les foudres de Margaret Thatcher, alors premier ministre. Estimant que le gouvernement avait son mot à dire dans la mesure où l'Etat britannique subventionne partiellement les ONG par des dispositions fiscales très favorables aux donateurs, Mme Thatcher était partie en guerre. Elle avait dénoncé le *« détournement des fonds charitables »* à des fins politiques. En France, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) « bénéficia » un temps d'une suspicion analogue de la part de certains milieux de la droite ultra.

Lors du long conflit entre Mme Thatcher et Oxfam, Londres vit même débarquer une association américaine proche du Ku-Klux-Klan, venue sans crier gare prêter main-forte aux autorités de la couronne. Ce fut un beau scandale, dans cette capitale où l'on a toujours réussi, par exemple, à empêcher Jean-Marie Le Pen de tenir des meetings. Les supporters d'Oxfam montèrent en première ligne. Les élus furent pressés d'intervenir. Oxfam gagna le combat. L'association poursuivit son *lobbying*, comme elle l'avait toujours fait. *« Le gouvernement a toujours voulu contrôler politiquement les organisations volontaires »*, rappelle Susie Smith.

Dans l'Europe en guerre, durant le rude hiver 1942, Oxfam s'était créé pour contrer une décision de Churchill. En Grèce occupée alors par les nazis, des dizaines de milliers d'enfants mouraient de froid ou de faim. Un groupe de pacifistes britanniques fit campagne pour que le Royaume-Uni aide les Grecs. Mais Churchill refusait. Au nom de la « guerre totale » contre Hitler il estimait qu'il n'était pas question de nourrir les pays sous la botte du Führer. Le groupe d'Oxford fit monter la pression dans l'opinion. Certains lui reprochaient de s'occuper des petits Grecs, alors que des enfants souffraient de la faim dans les rues de Londres. Un argument qui servirait, plus tard, en beaucoup d'autres circonstances... Le tollé s'amplifiant, Churchill finit pas s'incliner. L'aide humanitaire britannique vogua vers les rivages de Grèce. Ainsi naquit Oxfam.

Dans l'Europe en crise, un demi-siècle plus tard, aux frontières de l'ex-Yougoslavie déchirée par la guerre, les aventuriers de la générosité ne font pas dans l'angélisme : ils ajustent les solidarités aux réalités du moment.

DANIELLE ROUARD

FIN

Ingérence en France

Quai d'Orsay, à Paris, Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme, occupe ses nouveaux bureaux. *« Placée sous la tutelle du ministre des affaires étrangères »*, elle ne veut pas de confusion, et elle le souligne : les misères de la France, *« ce n'est pas mon terrain »*. Son prédécesseur, Bernard Kouchner, qui était également ministre de la santé et des affaires sociales, jouissait d'une autre liberté, que le Quai d'Orsay n'apprécia pas toujours. Bernard Kouchner prenait cette liberté, pas concédée d'emblée. L'alternance a manié le balai, et chacun doit savoir *« rester à sa place »*. La diplomatie ne souffrira plus guère des « couacs » passés, nés de divergences sur le droit d'ingérence. Cette notion a été reconnue par l'ONU sous la pression du ministre Bernard Kouchner.

Mme Michaux-Chevry a fort à faire. Depuis trois mois, elle a consulté, *« écouté »* une douzaine d'organisations humanitaires parmi les plus prestigieuses, *« avant d'entreprendre quoi que ce soit »*. De plus, dans son bureau du Quai d'Orsay défilent chaque jour des Guadeloupéens. Le ministre continue en effet d'assumer la présidence du conseil régional de son île. Cela lui prend du temps.

En France, Bernard Kouchner écoute *« des gens, et aussi des militants qui se seraient auparavant adressés aux partis et aux syndicats. Maintenant ils mettent la main à la pâte. Ce faisant, ils mettent ensemble charité et politique »*. A ceux qui lui demandent : *« Que pouvons nous faire ? »*, il répond : *« A deux, vous pouvez commencer. C'est déjà une association. Descendez dans la rue, où quelqu'un a besoin que vous lui tendiez la main. Cela marchera peut-être. Il faut essayer. Voilà le devoir d'ingérence, ici. »*

D. R.

Pour en savoir plus

- *Journal officiel*, brochure nº 1619, 222 pages, 1988. *Liste des établissements reconnus d'utilité publique : associations et fondations. J.O.*, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 40-58-76-00.
- *Liberty, Charity and Politics* d'Anita Randon and Perri 6 : le seule enquête comparative explorant dans vingt-quatre pays les contraintes pesant sur les campagnes et le *lobbying* des ONG. Utile en ces temps d'harmonisation européenne. Edité par le National Council for Voluntary Organization. Décembre 1992. NCVO, Regent's Wharf, 8, All Saints Street, London N1 9 RL, Grande-Bretagne.
- *Comité de la charte de déontologie* : 21, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris. Tél. : (1) 49-28-54-25.
- Fondation de France : 40, avenue Hoche, 75008, Paris. Tél. : *(1) 44-21-31-00.*
- Conseil national de la vie associative (CNVA) : 55, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. : (1) 42-75-80-00.
- *Oxfam (Oxford Committee for Famine Relief)* 274, Banbury Road, Oxford OX2 7DZ, Grande-Bretagne.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ». « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du *Monde* Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat directeur de la rédaction
Jacques Guiu directeur de la gestion
Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi
Bertrand Le Gendre
Jacques-François Simon

Daniel Vernet *(directeur des relations internationales)*

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 49-60-30-10

SOCIÉTÉ

SPORTS

NATATION : championnats d'Europe

Catherine Plewinski femme-papillon

Pour la troisième fois consécutive, Catherine Plewinski a remporté, vendredi 6 août, à Sheffield, le titre de championne d'Europe du 100 m papillon. A vingt-cinq ans, la Française, qui a devancé l'Allemande Franziska Van Almsick, de dix ans sa cadette, ajoute une victoire à son palmarès, qui était déjà considéré comme le plus beau de la natation française.

SHEFFIELD (ANGLETERRE)

de notre envoyée spéciale

Elle rayonne de bonheur, Catherine Plewinski. Elle est heureuse. On le serait à moins : elle est championne d'Europe du 100 m papillon pour la troisième fois. Le jargon sportif dit qu'elle est allée chercher sa victoire. Elle vient de faire une course gloutonne, la menant de bout en bout, à la limite des forces, jusqu'au *« coup de bambou »* dans les quinze derniers mètres qu'elle avouera à peine remise d'un exploit qui semble le premier.

Ce titre vient pourtant étoffer le plus beau palmarès de la natation française, celui d'une tonique jeune fille de vingt-cinq ans, double médaillée de bronze, aux Jeux olympiques de Séoul et de Barcelone (100 mètres nage libre et 100 mètres papillon), double vice-championne du monde à Perth, en 1991 (50 mètres et 100 mètres nage libre) et cinq fois championne d'Europe entre 1989 et 1993 (100 mètres papillon, 50 et 100 mètres nage libre). Grâce à sa puissance et à sa hargne, cette brunette haute et solide comme trois pommes a ainsi résisté à l'hégémonie est-allemande sur la natation féminine pendant les dernières années du mur de Berlin. Jeudi, encore, elle a devancé une jeunesse de l'ex-RDA, la reine de ces championnats, Franziska Van Almsick.

Le démon de la compétition

L'année dernière encore, on avait rencontré une jeune fille à la bouille joviale, mais réservée, peu causante, parfois grave. A Sheffield, on la retrouve rigolarde, la parole plus facile, épanouie. Devenue femme. Catherine Plewinski est amoureuse. Nul ne peut ignorer le « détail », car il a bouleversé sa vie. Pour vivre aux côtés d'un Belge, rencontré après les Jeux, la petite dame de Savoie a quitté ses montagnes pour aller s'installer à Abbeville, dans le nord de la France. Elle s'est surtout séparée de son entraîneur de toujours, Marc Begotti : *« C'est une vie qui s'achève et une vie qui recommence »*, affirme-t-elle.

Une autre ville, un nouveau mentor. Le pari était plus que risqué. *« Nous revenons de loin »*, s'est écrié après la course Claude Fauquet, son nouvel entraîneur. Catherine avait annoncé qu'elle s'arrêtait après les Jeux olympiques de Barcelone, comme elle l'avait déjà fait à la fin des championnats du monde de Perth. Après de longues vacances – elle a passé plus de six mois loin des piscines, – le démon de la compétition l'a de nouveau tenaillée. Elle a replongé au début du mois d'avril.

Bien qu'il connaisse Marc Begotti – c'est ce dernier qui l'a formé – Claude Fauquet a dû composer avec une « vieille » athlète. *« Dix ans avec un entraîneur, cela crée une histoire, une culture à laquelle on ne peut guère toucher*, explique-t-il. *Il faut apporter un petit plus. Nous nous sommes concentrés sur l'impressionnante amplitude des mouvements de Catherine. Le plus drôle, c'est que nous avons surtout travaillé le crawl, qui demande une coordination complexe. Les séances de papillon ont dû représenter 2 % des entraînements. »* Pas de cadences infernales, non plus : deux heures quotidiennes. Catherine Plewinski a eu envie d'aborder son sport différemment, envie d'aller butiner la vie ailleurs que dans une piscine. Cela aura donc suffi, *« grâce à l'héritage que lui a légué Begotti »*, assure Claude Fauquet.

Pourquoi continue-t-elle ? Catherine Plewinski rit : *« Pour nager et nager encore plus vite dans chaque course qui sera toujours la première. C'est mon cinquième championnat d'Europe et j'y participe aussi pour m'amuser, j'ai acquis un peu d'expérience. Je suis un peu chez moi. »* Elle semble moins isolée dans l'équipe de France devenue plus qu'une championne, un « capitaine ». On l'a vue encourager les Français de la voix, donner une bourrade, un conseil à ses copines du relais, les mettant en avant...

Catherine ne s'agace pas de la montée en puissance des adolescentes de la natation. *« Cela serait énervant si elles nageaient mal. Mais quand je vois des filles qui se défoncent comme Franziska Van Almsick, je trouve cela fou et très beau. »* Va-t-elle raccrocher, après Sheffield ? Cette fois, elle ne répond pas « oui » : *« Je pars en vacances à la montagne. »* Au mois de septembre, Catherine va prendre sa reconversion en main, et pour de bon. Après avoir flirté avec la photographie animalière, elle a décidé de devenir entraîneur. Avec Claude Fauquet, elle va préparer le brevet d'État d'éducateur.

Dans un an, à Rome, se disputeront les championnats du monde. Peut-être la dernière chance de Catherine Plewinski de couronner son palmarès d'un titre mondial qu'elle mérite et qu'elle n'a jamais décroché, pour un ongle, parfois, comme à Perth, où elle avait dû s'incliner devant l'Américaine Nicole Haislett après avoir dominé le 100 mètres nage libre. Elle a oublié ces défaites qui lui ont fait si mal. Elle dit que Rome est trop loin pour y réfléchir. Elle finit par rire et demande pourquoi elle pourrait être amère, aujourd'hui. Elle a changé de vie, et la victoire, loin d'être jalouse, continue de faire un bout de chemin dans son sillage.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Les résultats du vendredi 6 août

Messieurs

200 m brasse : 1. N. Gillingham (G.-B.) 2 mn 12 s 49 ; 2. K. Guttler (Hon.) 2 mn 13 s 26 ; 3. A. Korneev (Rus.) 2 mn 14 s 20.

400 m nage libre : 1. A. Kasvio (Fin.) 3 mn 47 s 81 ; 2. P. Palmer (G.-B.) 3 mn 48 s 14 ; 3. A. Holmertz (Suè.) 3 mn 48 s 98.

4 × 100 m nage libre : 1. Russie (Predkin, Pyshnenko, Sadovyi, Popov) 3 mn 18 s 80 ; 2. Suède (Letzler, Werner, Frolander, Holmertz) 3 mn 19 s 33 ; 3. Allemagne (Troeger, Bludau, Zesner, Zikarsky) 3 mn 20 s 13.

Dames

100 m papillon : 1. C. Plewinski (Fra.) 1 mn 0 s 13 ; 2. F. Van Almsick (All.) 1 mn 0 s 94 ; 3. B. Ustrowski (All.) 1 mn 1 s 6.

100 m brasse : 1. S. Gerasch (All.) 1 mn 10 s 5 ; 2. S. Bondarenko (Ukr.) 1 mn 10 s 29 ; 3. E. Roudkovskaya (Biél.) 1 mn 10 s 52.

□ **FOOTBALL : championnat de France de première division.** – Lille et Lens ont fait match nul (0-0) vendredi 6 août en match avancé comptant pour la troisième journée du championnat de France de première division.

FAITS DIVERS

Nouveau meurtre à Romans

Un cafetier tué par un client

Le tenancier du bar Le Marché à Romans (Drôme), Christian Salvy, quarante-neuf ans, a été mortellement blessé vendredi soir 6 août d'un coup de fusil de chasse par un client éméché à qui il venait de refuser de servir un dernier verre. Le meurtrier présumé et ses deux amis ont pris la fuite, mais les signalements communiqués par les rares clients qui se trouvaient encore dans le bar ont permis d'identifier rapidement les trois hommes, dont deux étaient entendus samedi matin par la police.

Ce nouveau meurtre sème un peu plus le trouble chez les commerçants de Romans, où une jeune fille, Armelle Ogier, vingt-quatre ans, employée dans le commerce de vêtements de ses parents, a été mortellement blessée à coups de couteau samedi 31 juillet. Les commerçants de Romans et de Bourg-de-Péage, la ville voisine, devaient baisser les rideaux de leurs boutiques samedi entre 10 h et 13 h, au moment des obsèques de la jeune fille, en signe de *« solidarité et de protestation contre l'insécurité »*. Une marche silencieuse devait être organisée entre la mairie de Romans et l'église de Bourg-de-Péage. – *(Corresp.)*

L'enquête sur la subornation de témoin après le match Valenciennes-OM

Les interrogations demeurent sur l'emploi du temps de M. Tapie le 17 juin

Bernard Tapie a-t-il rencontré l'ancien entraîneur valenciennois Boro Primorac le 17 juin, en début d'après-midi, dans ses bureaux parisiens ? Cette question est toujours au cœur de « l'affaire dans l'affaire », la subornation de témoin dont M. Primorac affirme avoir fait l'objet par l'intermédiaire du restaurateur corse André-Noël Filippeddu. En se rendant au siège du groupe Bernard Tapie Finance (BTF), jeudi 5 août, le juge d'instruction valenciennois Bernard Beffy souhaitait donc obtenir – entre autres renseignements – des précisions sur l'emploi du temps du président de l'OM au cours de cette journée du jeudi 17 juin.

Le magistrat a-t-il obtenu les précisions souhaitées ? Les deux hommes, qui s'était déjà rencontrés brièvement le 6 juillet lors d'une première visite du juge au siège de BTF (*le Monde* du 8 juillet), se sont vus pendant un peu plus de quatre heures et le président de l'OM a de nouveau nié avoir rencontré Boro Primorac. Il a confirmé – *« à la virgule et à la seconde près »*, indique-t-on de source sûre – le témoignage de l'ancien ministre, Jacques Mellick. Celui-ci affirme qu'il était ce jour-là dans le bureau de Bernard Tapie.

Empreintes relevées

Cet « alibi » tardif, révélé le 31 juillet par *le Point*, continue d'intriguer les enquêteurs. Comme nous l'indiquions dans *le Monde* du 4 août, il comporte d'importantes imprécisions confirmées par *le Point* du 7 août qui reprend la chronologie des différentes déclarations du maire de Béthune. Le 28 juillet, lors d'un premier entretien avec un journaliste de l'hebdomadaire, M. Mellick indique être arrivé au siège de BTF *« un peu avant 15 h »*. Le 29 juillet, au cours d'une nouvelle conversation téléphonique, il confirme cet horaire : *« Je sais que c'était un petit peu avant 15 h parce que j'avais vu l'heure dans ma voiture »*. Le 31 juillet, jour de la révélation de son témoignage, M. Mellick déclare pourtant au *Monde* : *« Je suis arrivé sur place un peu après 14 h 30. »* Quelques minutes plus tard, lors d'une conférence de presse, il situe son arrivée *« entre 14 h 15 et 14 h 30 »*.

Interrogé de nouveau par *le Point* sur l'évolution de ses propos, M. Mellick aurait répondu, lundi 2 août : *« J'ai dit ce que j'avais à dire (...) Pourquoi ? Parce que je ne voulais pas dire tout de suite exactement les choses »*... A la question de savoir pourquoi il avait d'abord assuré avoir regardé l'heure dans sa voiture, il aurait répliqué : *« Parce que j'ai dit ça comme ça, c'est tout.. C'est mon problème... »* Et l'ancien ministre de la mer affirme qu'il expliquerait *« un jour »* cette différence d'une demi-heure. Ces trente minutes sont pourtant essentielles. En effet, si M. Mellick est arrivé avenue de Friedland peu avant 15 h (sa première version), Bernard Tapie a très bien pu rencontrer Boro Primorac. Dans ces conditions, les deux rendez-vous ne seraient pas incompatibles.

Jeudi 5 août, Bernard Tapie aurait présenté au juge un agenda vierge. Il aurait en revanche fourni les noms de toutes les personnes présentes lors de la réunion avec M. Mellick. Par ailleurs, les empreintes du président de l'OM ont été relevées et divers documents saisis par les policiers qui accompagnaient le juge Beffy. Ces empreintes devraient être comparées à celles relevées sur les billets retrouvés en possession du joueur valenciennois Christophe Robert qui affirme avoir reçu 250 000 francs pour « lever le pied », le 17 mai, contre l'équipe marseillaise.

Ph. Br.

Les casseurs des stades

Suite de la première page

En périphérie d'un «noyau dur» plutôt stable (de cent cinquante à deux cents personnes de dix-sept à vingt-cinq ans), des centaines d'autres jeunes – parfois des adolescents de quinze ans – viennent désormais au stade avec l'idée que football et «baston» sont indissociables. Le phénomène n'est pas récent, mais il ne cesse de prendre de l'ampleur. *«On a parfois le sentiment qu'ils sont capables de faire n'importe quoi, d'aller au-delà de ce que nous faisons nous-mêmes; potentiellement, pour les années à venir, ils sont plus dangereux que nous»*, constate, presque inquiet, un «ancien» qui avoue ignorer *«où tout cela va finir»*.

A l'automne 1992, des agressions racistes avaient été commises aux abords du Parc des Princes. A chaque match à Paris, des voitures sont endommagées. A Marseille, le 29 mai, des stylos lance-fusées ont été utilisés en tirs tendus contre le public marseillais, blessant légèrement une dizaine de personnes. A Bordeaux, le 24 juillet, des restaurants ont été saccagés et des spectateurs bordelais agressés. A Strasbourg, à quelques heures du match, toutes les précautions semblaient prises (deux cent cinquante policiers étaient mobilisés) et, en définitive, la soirée allait peut-être rester très calme. En quittant la capitale, les «casuals» – les hooligans – du PSG rêvaient tout de même d'un programme identique à ceux des virées précédentes : du football et des bagarres, en un rituel immuable, surtout si leurs homologues allemands de Karlsruhe traversaient la frontière pour en découdre, comme cela avait été le cas en août 1992 lors d'un autre match à Strasbourg.

Au lendemain des événements de Marseille, le PSG avait pourtant décidé de ne plus organiser de déplacements, quitte à mécontenter ses «fans» plus modérés, regroupés en diverses associations. Cette décision a déçu les supporters. Elle n'a pas dissuadé les casseurs. Ils voyagent toujours. Mais seuls. Pour l'amour du foot et du coup de poing, pour un *«jeu de guerre»* qu'ils qualifient de *«dangereux, mais excitant»*. Espérer une autre attitude était utopique. Il était évident que le «noyau dur» réagirait ainsi.

Les Parisiens, à l'instar de tous les hooligans européens, répugnent en effet aux déplacements trop encadrés, organisés en concertation avec le club adverse et la police, comme c'était le cas au Paris-SG la saison dernière. Les dirigeants avaient alors fait appel, pour de nombreux matches (Juventus, Naples, Madrid, Anderlecht, mais aussi en France), à une société spécialisée dans la sécurité lors de concerts. La soirée du Stade-Vélodrome a mis fin à cette stratégie qui, hormis l'épisode marseillais, avaient donné des résultats satisfaisants.

Fascinés par la violence

Désormais libres de leurs mouvements, sans trains spéciaux ou avions réservés, les hooligans se rendent en province par petits groupes, en voitures particulières (parfois des véhicules de location). D'autres arrivent par le train, «incognito», et retrouvent leurs amis au stade. Ces arrivées en ordre dispersé et en tenue passe-partout ne facilitent pas la tâche des policiers, guère habitués à ce type de délinquance. Leurs homologues allemands, belges ou anglais ont compris depuis longtemps qu'annuler tout voyage officiel ne servait à rien. Une foule bien canalisée est souvent moins dangereuse que des groupuscules très mobiles, décidés à se battre avec les bandes adverses. Dans certains pays européens, la police emploie d'ailleurs les grands moyens pour les matches à risques : policiers anti-émeutes, chevaux, chiens, hélicoptères, surveillance vidéo...

La France n'en est pas là, mais le risque existe. A chaque match, les «casuals» du PSG paraissent plus nombreux, à la fois passionnés de football – un sport qu'ils connaissent en experts et pratiquent souvent ensemble – et fascinés par la violence. Les incidents du Stade-Vélodrome, largement évoqués par les médias et stigmatisés par les responsables du club, n'y ont rien changé. Au contraire.

Cette expédition chez les rivaux marseillais a été vécue comme une bataille victorieuse par les «durs» Parisiens. Aujourd'hui encore, ils l'évoquent avec nostalgie, à la manière de «vétérans» de retour du front. Certains arborent des tee-shirts *«OM, je te hais!»* ou *«J'y étais»*. Ils rappellent volontiers que les torts sont partagés : certains spectateurs les avaient accueillis en jetant divers objets (billes d'acier, tire-fond de chemin de fer, bouteilles de pastis...). *«Nous allons demander aux Marseillais de ne pas venir à Paris le 17 décembre»*, prévient Pierre Joz-Roland, le responsable du «département supporters» au PSG. Quant aux Parisiens, contrairement à ce que craignent les policiers marseillais, ils ne se risqueront pas – même les «têtes brûlées» – au Stade-Vélodrome, le 15 août. *«Trop dangereux...* reconnaît l'un d'eux. *On ne serait pas assez nombreux pour faire face.»*

Soucieux de l'image de marque du club, inquiets de voir certains spectateurs fidèles (le club devrait compter douze mille abonnés cette année) ne plus venir au stade de peur d'être pris dans une échauffourée avec leurs enfants, les dirigeants s'efforcent de lutter contre ce fléau. Les bagarres et les actes de vandalisme de Bordeaux, survenus alors que le PSG avait demandé aux Girondins de ne pas vendre de places à ses supporters, sont venus confirmer le fait que le club n'a aucune emprise sur ce phénomène qui a frappé d'autres pays avant d'arriver en France, où il continue de se propager (Lille, Lyon, Strasbourg, Nantes, Bordeaux et surtout Paris).

Les responsables du PSG cherchent donc les moyens d'écarter les «meneurs». Certains sont connus des services de police (une enquête est en cours, confiée au juge Frédéric NGuyen-Duc-Quang) pour avoir déjà été interpellés. Le club pourrait profiter de travaux à effectuer d'urgence sur le niveau supérieur de la tribune Boulogne (une société spécialisée aurait relevé des vibrations inquiétantes) pour la diviser en plusieurs secteurs de places assises (2). Il serait alors plus facile de surveiller les spectateurs, y compris à l'aide de caméras vidéo. Il reste à trouver un modèle de siège que les hooligans ne pourront arracher et à convaincre tous ces jeunes gens que leur «territoire» doit être divisé. *«S'ils veulent nous déloger, il faudra faire venir l'armée!»*, prévient déjà un «casual».

Une adaptation de la loi

D'autres mesures sont à l'étude. Les juristes du club ont travaillé deux mois durant sur des propositions à présenter aux autorités compétentes (préfecture de police, ministère des sports...) et à la Ligue nationale de football en vue de l'établissement d'un nouveau règlement interne du Parc des Princes, instauré à compter du mois de septembre. Des mesures que le club souhaiterait d'ailleurs voir aussi appliquer dans les autres stades du pays. Ces propositions n'ont rien de révolutionnaire : elles visent à assurer une meilleure application des lois existantes, afin de lutter contre les jets d'objets en tout genre ou encore contre les incitations à la haine raciale, fréquentes chez certains spectateurs – minoritaires – du virage Boulogne, qui hurlent parfois : *«Juif, juif, juif!»* ou *«Bleu, blanc, rouge, la France aux Français!»*.

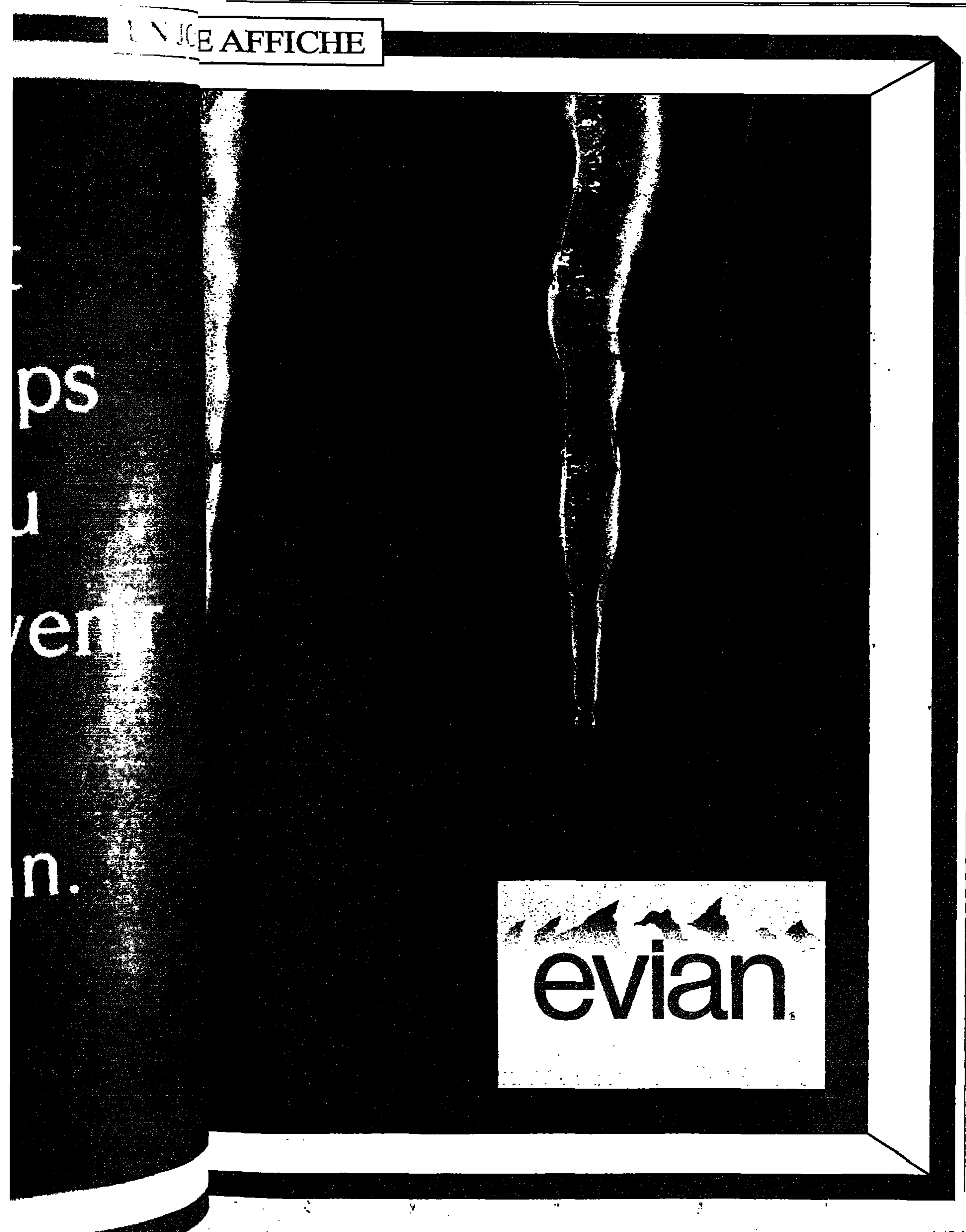
Le problème de fond ne sera pas résolu pour autant, car les incidents les plus graves ont lieu à l'extérieur des stades. En fait, la loi française paraît bien démunie face à ce type de délinquance. Il est ainsi impossible au club de refuser l'accès de son stade à des spectateurs indésirables. Seul un juge peut décider d'une telle mesure. Mais il faudrait pour cela que ces supporters fassent l'objet de poursuites judiciaires, ce qui n'est jamais chose facile tant les incidents impliquent un grand nombre d'individus. De même, la loi ne permet pas d'utiliser la vidéo ou la photo comme preuve contre les hooligans, surtout s'ils ont le visage dissimulé derrière un foulard ou une cagoule.

A l'inverse, d'autres pays comme la Belgique, l'Angleterre ou l'Italie, la France tarde à s'adapter à cette guérilla des stades. Cinq ans avant une Coupe du monde 1998 que les «casuals» parisiens et leurs rivaux d'Europe du Nord attendent avec impatience, ce retard est d'autant plus préoccupant que les autorités françaises n'ont pas encore pris la pleine mesure du problème. Cette violence ritualisée, souvent vécue comme une aventure exaltante, n'est pas le fait de marginaux mais d'adolescents issus de tous les milieux sociaux, parfaitement informés de tout ce qui se passe à l'étranger : ils collectionnent les articles et les reportages télévisés consacrés au hooliganisme et entretiennent parfois des correspondances soutenues avec des «casseurs» étrangers.

Une adaptation de la loi est-elle envisageable à court terme? En 1992, le ministère des sports avait créé une commission, dite «commission Bredin» (du nom du ministre de l'époque), qui devait «réfléchir» à ces questions. Elle a «réfléchi». Mais le fruit de sa réflexion est resté dans les dossiers du dernier gouvernement socialiste. La loi n'a pas changé. Les hooligans sévissent toujours, de plus en plus violents, de plus en plus jeunes.

PHILIPPE BROUSSARD

(2) A l'occasion du match contre Lille, les supporters ont suivi le match depuis le premier niveau de la tribune, au ras du gazon, le niveau supérieur étant en travaux pour une durée de deux mois. De nombreux ultras du PSG voient là une manœuvre des dirigeants qui souhaitent lutter contre la violence.



Premiers grands feux de l'été

Près de 2 000 hectares de forêt incendiés dans le Var et en Corse

Les premiers grands feux de l'été ont ravagé environ 700 hectares de forêt, vendredi 6 août, dans le Var. Au total, quinze foyers de sont déclarés dans la journée. Deux d'entre eux ont pris, presque simultanément, de l'extension en début d'après-midi.

Le premier, sur la commune de Carnoules, à l'ouest de Toulon, au pied des Maures, menaçait de gagner cet immense massif boisé où 12 500 hectares avaient brûlé en août 1990. Grâce à d'importants moyens en hommes et matériels et à l'appui de huit avions bombardiers d'eau, ce sinistre était considéré comme maîtrisé, samedi matin. Il avait parcouru une centaine d'hectares de chênaies et de pinèdes.

Le second, qui s'est déclaré sur les hauteurs de Draguignan, dans une zone habitée, a d'abord pris en écharpe le petit massif du Malmont avant de progresser vers l'est en direction de Figanières. Combattu par huit cents pompiers et militaires, il avait perdu de sa virulence, samedi matin, après avoir détruit environ 600 hectares de broussailles et de forêt. Sur ces deux incendies, favorisés par une extrême sécheresse des végétaux et des températures très élevées (entre 35 degrés et 38 degrés), six pompiers ont été légèrement intoxiqués et deux autres victimes de traumatismes. A Draguignan, un cabanon et un camion «feux de forêt» ont été détruits.

En Corse, où une soixantaine de «départs de feu» ont été dénombrés, les incendies auraient ravagé un millier d'hectares selon la Sécurité civile. Trois pompiers, cernés par les flammes dans leur camion en panne, ont été hospitalisés. L'un d'eux a dû être évacué à l'hôpital des grands brûlés de Lyon. – *(Corresp.)*

EN BREF

□ **Un dirigeant présumé de l'ETA militaire arrêté en banlieue parisienne.** – Carlos Almorza Arrieta, l'un des responsables financiers présumés de l'organisation séparatiste basque ETA militaire, a été arrêté, vendredi 6 août, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) et placé en garde à vue par les policiers de la sixième division de la direction centrale de la police judiciaire. Les autorités espagnoles accusent cet homme, surnommé «Pedrito de Andoain» et âgé de trente-huit ans, d'avoir organisé la collecte de l'«impôt révolutionnaire» en Espagne et le soupçonnent d'avoir participé à l'enlèvement, en novembre 1989, de l'industriel navarrais Adolfo Villolasda, libéré depuis. Notre correspondant à Bayonne, Michel Garicoix, signale que cette arrestation pourrait avoir un lien avec celle, par la police espagnole, de quatre membres présumés de l'ETA chargés d'entrer en contact avec la famille de Julio Iglesias Zamora, un industriel de Saint-Sébastien détenu depuis le 5 juillet par les séparatistes basques.

□ **L'archevêque de Rennes déplore la reconnaissance des couples homosexuels par l'assurance-maladie.** – Dans une interview accordée au *Figaro* vendredi 6 août, Jacques Jullien, archevêque de Rennes, a déploré la reconnaissance des couples homosexuels par les caisses d'assurance-maladie (*le Monde* du 6 août). *«Une telle négation de la différence entre l'homme et la femme conduit au démantèlement de la famille, qui est le berceau de la société de demain»*, a déclaré Mgr Jullien, qui a également dénoncé *«la course à la normalisation de comportements déviants par rapport à une éthique saine»*.

□ **L'association professionnelle des magistrats dénonce les interprétations du Conseil constitutionnel sur les contrôles d'identité.** – Dans un communiqué publié vendredi 6 août, l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) critique violemment le Conseil constitutionnel qui, la veille, avait déclaré légale la loi sur les contrôles d'identité préventifs en mettant en garde contre une pratique de contrôles «généralisés et discrétionnaires» (*le Monde* du 7 août). L'APM demande aux juges et aux procureurs de *«ne tenir aucun compte des réserves d'interprétation* (du Conseil constitutionnel) *qui ne sont qu'une glose oiseuse»*.

AGENDA

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Le Premier : 17 h et 22 h.
ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). L'Amour foot : 20 h 45, dim. 15 h 30.
ARCANE (43-38-19-70). Les Précieuses ridicules : 20 h 30.
ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). L'Eloge de la folie : 18 h et 21 h.
BATEAU-THÉATRE LA MARE AU DIABLE-RIVE GAUCHE (40-46-90-72). Marie l'incurie : 19 h 30. Sur le dos d'un éléphant : 21 h, dim. 17 h.
BERRY-ZÈBRE (43-57-51-55). Dim. Les Champêtres de joie : 20 h 30. Tiens bon ! : 21h.
BOBINO (43-27-75-75). Le Pied à l'étrier : 21 h.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Les Zappeurs : 20 h 15. Le Graphique de Boscop : 21 h 30.Dim. Nous sommes tous des lapin à six pattes : 20h. Chaud... mais pas fatigué : 21h15. Artus de Penguern : 22 h 30.
CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Cid : 20 h 30, dim. 17 h 30.
DAUNOU (42-61-69-14). Le Canard à l'orange : 21 h, dim. 15 h 30.
DUNOIS (45-84-72-00). Cosi fa Da Ponte ou la Croisière de l'improvisateur : 21 h, dim. 17 h.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55). L'Ile des esclaves : 19 h, dim. 15 h. Feu la mère de Madame : 20 h, dim. 18 h. La Mouette : 21 h. Dim. Le Mariage de Figaro : 16 h.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Eté 86 chez les Pujols : 20 h. Le Jardin des cerises : 21 h 30. Théâtre rouge. Les Dix Commandements : 18 h. Ah! Si j'avais un nom connu, vous verriez comme je serais célèbre : 20 h. Personne n'est parfait : 21 h 30.
MADELEINE (42-65-07-09). Atout cœur : 21 h, dim. 15 h 30.
MÉTAMORPHOSIS (42-61-33-70). Tonnelle d'été : 15 h. Le Miroir des songes : 21 h, dim. 15 h.
MICHODIÈRE (47-42-95-22). Les Palmes de M. Schutz : 17 h et 20 h 30, dim. 16 h.
ŒUVRE (48-74-42-52). Pendant que vous dormiez : 20 h 45, dim. 15 h.
PALAIS DES GLACES (PETITE SALLE) (42-02-27-17). Bruno Lugan : 20 h 30.
PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Embrassons-nous, Folleville! : 15 h et 18 h 30. Le Voyage de M. Perrichon : 16 h 30 et 20 h 30.
RENAISSANCE (42-08-18-50). La Java des mémoires : 16 h et 21 h.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Une aspirine pour deux : 20 h 45.
SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Allais nous plaît : 20 h 30. Le Défunt ; Edouard et Agrippine : 22 h.
SOUS CHAPITEAU (PARC DE LA VILLETTE) (40-03-75-75). Lear Elephants : 21 h.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Improvizafond : 20 h 30. Didier Bénureau : 22 h.
THÉATRE DÉJAZET (48-87-52-55). Elie Kakou : 20 h 30.
THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Les Jeunes Pères : 20 h 30. Rien ne sert de dormir, faut s'lever l'matin : 22 h.
THÉATRE D'EDGAR (42-79-97-97). Union libre : 20 h 15. Les Sacrés Monstres : 22 h.
THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Charité bien ordonnée : 21 h.
THÉATRE MAUBEL-MICHEL GALABRU (42-23-15-85). Western-solo : 20 h, dim. 15 h. Eternel Tango : 21 h. Le Chippendale ou l'Homme de leur vie : 22 h 30.
THÉATRE DU TAMBOUR-ROYAL (48-06-72-34). Dom Juan : 15 h et 20 h 45.
TOURTOUR (48-87-82-48). L'Heure espagnole : 19 h. Les Rendez-vous : 20 h 30. Le rêve était presque parfait : 22 h.

PARIS EN VISITES

LUNDI 9 AOÛT

« Les passages couverts du Sentier où se réalise la mode féminine. Exotisme et dépaysement assurés » (deuxième parcours), 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois, L. A. Lavigne).

« Les salles souterraines nouvellement fouillées des thermes de Cluny, spécialement ouvertes », 10 h 30, entrée du Musée de Cluny (P.-Y. Jaslet).

« L'Opéra-Garnier, des foyers aux sous-sols » (limité à trente personnes), 11 h 30, dans le vestibule, statue de Lulli (Monuments historiques).

« Tombes célèbres du cimetière du Père-Lachaise », 14 h 30, entrée principale, boulevard de Ménilmontant (M.-C. Lasnier).

« Le village de Montmartre pas à pas, du Bateau-Lavoir au Lapin Agile », 14 h 30, sortie métro Abbesses (D. Fleuriot).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, plafonds et escaliers inconnus », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (I. Hauller).

« La rue Saint-Denis, les cours des miracles et les traboules du Sentier », 15 heures, métro Bonne-Nouvelle, devant la poste (P.-Y. Jaslet).

« L'Hôtel-Dieu, l'ancêtre des hôpitaux parisiens, et la médecine autrefois », 15 heures, entrée de l'Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le quartier juif du Marais, la synagogue de la rue des Tournelles, construite par Eiffel », 15 heures, en face de la synagogue, 21 *bis*, rue des Tournelles (Paris et son histoire).

« L'église Saint-Thomas d'Aquin, chapelle de l'ancien noviciat des Dominicains », 15 h 30, angle du boulevard Saint-Germain et de la rue du Bac (Monuments historiques).

« Jardins et ateliers cachés, de Blanche à Pigalle », 15 h 30, métro Blanche (Connaissance d'ici et d'ailleurs).



CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

AU-DESSUS DE LA LOI. Film américain de Vic Armstrong, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

CALIFORNIA MAN. Film américain de Les Mayfield, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22).

DUEL A ICHIJOJI. Film japonais d'Hiroshi Inagaki, v.o. : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

LA LÉGENDE DE MUSASHI. Film japonais d'Hiroshi Inagaki, v.o. : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

LA LOI SAUVAGE. Film suisse de Francis Reusser : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LOVE AFFAIR. Film américain de Sam Pillsbury, v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

MUSASHI, UN FILM EN TROIS ÉPOQUES. Film japonais d'Hiroshi Inagaki, v.o. : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

UN CRIME. Film français de Jacques Deray : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22).

UN FLIC ET DEMI. Film américain d'Henry Winkler, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; Gaumont Gobelins bis, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Miramar, 14e (36-65-70-39) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

UNE BALLE DANS LA TÊTE. Film Hongkong de John Woo, v.o. : Gaumont Kinopanorama, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-55).

LA VOIE DE LA LUMIÈRE. Film japonais d'Hiroshi Inagaki, v.o. : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

L'Espionnage, un genre impur : A tout cœur à Tokyo pour OSS 117 (1966), de Michel Boisrond, 14 h 30 ; Coplan sauve sa peau (1967, v.o.), d'Yves Boisset, 16 h 30 : Ipcress, danger immédiat (1965, v.o. s.t.f.), de Sidney J. Furie, 19 h ; M 15 demande protection, v.f.), de Sidney Lumet, 21 h.

DIMANCHE

L'Espionnage, un genre impur : le Gorille vous salue bien (1958), de Bernard Borderie, 14 h 30 ; le Tigre se parfume à la dynamite (1965), de Claude Chabrol, 16 h 30 ; Matt Helm agent très spécial (1966, v.o. s.t.f.), de Phil Karlson, 19 h ; F comme Flint (1966, v.o. s.t.f.), de Gordon Douglas, 21 h.

LES EXCLUSIVITÉS

A TOUTE ÉPREUVE (Hongkong, v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).
ALARME FATALE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47).
AMANTS (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).
ANGLE MORT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81).
ANTONIA & JANE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
L'ARBRE, LE MAIRE ET LA MÉDIATHÈQUE (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
ARIZONA DREAM (A.-Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
AU BÉNÉFICE DU DOUTE (A., v.o.) : Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45).
BAD LIEUTENANT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Utopia, 5e (43-26-84-65).
BASIC INSTINCT (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76).
LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).
BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Gaumont Opéra - ex-Impérial), 2e (36-68-75-55) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15 ; 36-68-75-55) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-88) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; v.f. : Montparnasse, 14e (36-68-75-55).
BEIGNETS DE TOMATES VERTES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76).
BENNY & JOON (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45).
BIG MAN (Brit., v.o.) : Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
BLADE RUNNER-VERSION INÉDITE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS (Bel.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
CHUTE LIBRE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74).
CŒUR SAUVAGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74).
COMMENT FONT LES GENS (Fr.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).
LA CRISE (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76).
CUISINE ET DÉPENDANCES (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
LES DÉCOUVREURS (A.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).
DRACULA (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
L'ENFANT LION (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84).
LES ÉPICES DE LA PASSION (Mex., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60).
ÉPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
ET AU MILIEU COULE UNE RIVIÈRE (A., v.o.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (42-56-52-78 ; 36-68-75-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
FANFAN (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).
FIORILE (It., v.o.) : Reflet Médicis II (ex Logos II), 5e (43-54-42-34).
GRANDEUR ET DESCENDANCE (A., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55).
HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).
IMPITOYABLE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
JAMBON JAMBON (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55).
LE JEUNE WERTHER (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
JIMI HENDRIX AT WOODSTOCK (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).
KALAHARI (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45).
LA LEÇON DE PIANO (Austr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; v.f. : Gaumont Opéra - ex-Impérial, 2e (36-68-75-55) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55).
LOUIS, ENFANT ROI (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
MA SAISON PRÉFÉRÉE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38).
MAD DOG AND GLORY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
MADE IN AMERICA (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; v.f. : Miramar, 14e (36-65-70-39).
MAMAN J'AI ENCORE RATÉ L'AVION ! (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
MOI IVAN, TOI ABRAHAM (Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).
MY OWN PRIVATE IDAHO (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).
NIAGARA, AVENTURES ET LÉGENDES (A.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).
NOM DE CODE : NINA (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; v.f. : Gaumont Opéra - ex-Impérial, 2e (36-68-75-55).
LA NUIT SACRÉE (Fr.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
LES NUITS FAUVES (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76).
L'ODEUR DE LA PAPAYE VERTE (vietnamien, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15 ; 36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38).
L'ŒIL DE VICHY (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Médicis I (ex Logos I), 5e (43-54-42-34).
L'ŒIL ÉCARLATE (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
PANIC SUR FLORIDA BEACH (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22).
PETER'S FRIENDS (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
POSSE, LA REVANCHE DE JESSIE LEE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Miramar, 14e (36-65-70-39).
PROPOSITION INDÉCENTE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).
QIU JU UNE FEMME CHINOISE (Chin., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
4 NEW-YORKAISES (A., v.o.) : Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
RESERVOIR DOGS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Utopia, 5e (43-26-84-65).
RETOUR A HOWARDS END (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
ROBOCOP 3 (A., v.f.) : Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
ROI BLANC, DAME ROUGE (russe, v.o.) : Reflet Médicis II (ex Logos II), 5e (43-54-42-34).
SANTA SANGRE (Mex., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).
SIDEKICKS (A., v.o.) : Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).
SNIPER (A., v.o.) : Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; v.f. : Bretagne, 6e (36-65-70-37) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44).
LE SOUPER (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
SWING KIDS (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).
LE SYNDICAT DU CRIME 1 (Hongkong, v.o.) : Le Balzac, 8e (45-61-10-60).
LE SYNDICAT DU CRIME 2 (Hongkong, v.o.) : Le Balzac, 8e (45-61-10-60).
TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
THE CRYING GAME (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).
THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).
LES TORTUES NINJA 3 (A., v.f.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
TOUT ÇA POUR ÇA (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins bis, 13e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22).
TRACES DE SANG (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Mistral, 14e (36-65-70-41).
UN JOUR SANS FIN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22).
UNE BRÈVE HISTOIRE DU TEMPS (Brit.-A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).
VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LES VISITEURS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

LES SÉANCES SPÉCIALES

L'ADVERSAIRE (Ind., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) 18 h 10.
ALPHA BRAVO (A., v.f.) : Cinaxe, 19e (42-09-34-00) 19 h.
ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 20 h.
BLUE VELVET (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 0 h 05.
BOYZ'N THE HOOD (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 21 h 50.
BRAINDEAD (Néo-zélandais, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 0 h 25.
CASABLANCA (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.
CERCLE DE FEU (A.) : La Géode, 19e (40-05-80-00) 19 h, 21 h.
LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 17 h 30.
LA COURSE DE L'INNOCENT (Fr.-It., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 16 h.
LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 16 h 10.
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) 17 h.
LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) 20 h.
LE FESTIN NU (Brit., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 17 h 50.
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 15.
INDOCHINE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.
MALCOLM X (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 18 h 25.
PASSION FISH (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 19 h 50.
PEPI, LUCI, BOM ET AUTRES FILLES DU QUARTIER (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 18 h 30.
REGGAE SUNSPLASH (All., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 20 h, 22 h.
SISTER ACT (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 15.
LE SPORT FAVORI DE L'HOMME (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62) 19 h 15, 21 h 30.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 22 h 30.
UNE VIERGE SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

CHEZ LES PEINTRES

Malcolm Morley, l'ennemi du style

La gare de Ronkonkoma est au milieu d'un parking. Peut-être n'y a-t-il rien d'autre à Ronkonkoma que la gare, le parking aux allées ravinées, un drugstore et une station-service, tout cela dans une vaste clairière entourée de bouleaux et de landes.

Le train ne va pas plus loin, du reste. Pour parvenir à destination, il passe sous Manhattan et l'East River puis traverse interminablement les usines désaffectées de Brooklyn, des banlieues misérables, des terrains vagues, des bois, des sablières et jusqu'à un cimetière aux pelouses irréprochables. Par ces paysages sans grâce, il s'avance lentement vers la pointe orientale de Long Island et vers l'océan, invisible. Mais il ne va pas plus loin que le parking de Ronkonkoma. Malcolm Morley habite à quelques miles de là, sur la côte.

Il est à la gare, jovial – en apparence du moins. Les avertissements n'ont cependant pas manqué à New-York. *« Il ne vous recevra pas... Il est colérique... Infréquentable. »* Les anecdotes inquiétantes ont plu : marchands maltraités, confrères insultés ou jetés à la porte. La méfiance est de rigueur. Il la devine, il s'emploie à l'instant à la désarmer. Sur l'autoroute – car il y a une autoroute qui passe près de Ronkokoma, – il évoque aussitôt ses origines anglaises – *« de père italien inconnu et de mère anglaise »*, précise-t-il – et tout ce qui sépare sa terre natale de sa patrie d'adoption. A l'en croire, elles n'ont guère plus de points communs entre elles que le football européen et le football américain, ou le cricket et le base-ball. Puis, changeant de genre à l'improviste : *« Savez-vous ce que disait Gertrude Stein ? Que l'Amérique est le plus vieux pays, parce que c'est celui-ci qui est entré le premier dans le vingtième siècle, bien avant les pays européens... Elle disait encore que les Etats-Unis gagneraient la seconde guerre mondiale à cause du football américain – parce que c'est un jeu de puissance et de choc, à la différence de notre football, qui est un jeu de relations à distance. »*

Un peu plus loin, après encore des bouleaux et des landes, il quitte l'autoroute. *« De Kooning habite par là-bas, à Springs... Il a perdu la mémoire, il a été atteint par la maladie d'Alzheimer. Il ne se souvient plus de rien, mais quand on le conduit dans son atelier, il sait exactement où sont les brosses et les couleurs et il sait peindre. Alors, il peint... Le vieux Bill... »*

La promenade finit devant une église de bois, car Malcolm Morley, comme Dieu, habite dans une église. Faute de fidèles, celle-ci ne servait plus. Il l'a rachetée. Il habite dans ce qui fut l'appartement du pasteur. De la nef, il a fait son atelier, très long et haut. Du clocheton, il a fait sa bibliothèque, où il faut monter par un escalier de fer passablement vertigineux. Il y habite avec son épouse, un chien, des chats et deux poissons rouges surnommés Matisse et Picasso. Une fois par semaine, il se rend à New-York et y reste le moins longtemps possible. *« J'ai horreur du monde de l'art. Ici, je suis libre... »* En propriétaire satisfait, il fait admirer son jardin, les roses, un kiosque de bois qu'il a conçu lui-même, et les arbres. L'Atlantique est tout près, à quelques dizaines de mètres, derrière la haie. Rien n'annonce sa proximité, ni odeur, ni bruit.

Retour dans l'église. Au fond de l'atelier sont disposées des vitrines de soldats de plomb et de maquettes. Un peu partout, suspendus aux chevalets et aux murs, des modèles réduits d'avions et de bateaux. Ils servent à la composition des toiles. Disposés en paysages, complétés de maisonnettes en carton ou d'un phare miniature, ils donnent à la toile son motif, naufrage ou tempête. Morley employant cet artifice imite ceux des peintres anciens qui modelaient, dit-on, des figurines de cire afin de leur donner l'attitude voulue et d'observer sur elles la géométrie de la lumière.

Morley admet le parallèle. Mais il n'admet pas que les aquarelles qui jonchent les tables soient tenues pour des esquisses. Le mot lui paraît péjoratif – et faux, puisque les œuvres sur papier suivent ou précèdent selon les cas les toiles. Il n'a pas de règle, affirme-t-il, et le spectacle de l'atelier, où plusieurs œuvres sont en chantier parallèlement, confirme ses propos.

Sur la fabrication des modèles réduits, il est moins laconique. *« Je les construis moi-même. Les maquettes industrielles à monter sont trop neutres, trop usinées. Elles me déçoivent. Celles-ci* – il désigne un biplan aux ailes rouges et blanches et un voilier – *sont de mon fait. Il faut découper les éléments dans du papier, du beau papier pour l'aquarelle, puis les plier et les assembler. La structure est en balsa. Ensuite, il ne me reste plus qu'à les peindre... J'ai toute une collection de maquettes à découper très perfectionnées, la tour Eiffel, Versailles, Notre-Dame, le* Titanic. *Des amis m'en apportent, j'en achète moi-même durant mes voyages. Mais je ne me suis pas encore décidé à les monter. »*

Un biplan de balsa et papier

Les avions semblent avoir sa préférence. Dans un second atelier éloigné de quelques centaines de mètres de l'église, ancien garage à bateaux converti en laboratoire, il a entrepris la construction d'un biplan de balsa et papier de près de deux mètres d'envergure, maquette géante, étrange mixte de jouet, de sculpture éphémère et de peinture. Il le révèle avec ce qu'il faut d'ironie, mais non sans satisfaction. Etrange révélation : cet artiste presque mythique n'est pas moins fier des maquettes qu'il découpe et colle que de ses toiles. Il est vrai que les deux activités ne se séparent pas et que Morley, dans ses œuvres les plus récentes, ne craint pas de placer une maquette dans le faux ciel de sa peinture ou un bateau de carton sur sa mer, admirablement imitée.

Pourquoi ces incongruités, ce mélange des genres qui déconcerte ses contemporains ? *« Oh... Parce que j'aime mes objets et parce que je mets dans ma peinture les objets que j'aime, exactement comme Picasso l'a fait. Parce qu'ainsi je possède tout le processus de création du début à la fin. Rien ne m'échappe. Tout est de moi... Il y a tant de raisons... L'une d'elles est autobiographique, elle tient à mon enfance en Angleterre, à Londres, pendant la guerre. C'était l'époque de la bataille d'Angleterre, des combats aériens des Spitfire contre les Messerschmitt. Il n'était question que de cela. Les pilotes de Spitfire étaient devenus des héros de légende, l'écharpe blanche autour du cou, le blouson noir sur les épaules. J'en rêvais, je suppose.*

» Et puis, il y a autre chose. C'est arrivé un peu plus tard, quand les Allemands bombardaient Londres avec leurs V-1. Je dormais dans ma chambre, une nuit. Un V-1 est tombé sur la maison. Je me suis réveillé. Je n'avais rien, pas une égratignure. Mais le mur sur la rue n'existait plus, je voyais la maison d'en face. Et dans un autre mur, il y avait, fiché, l'empennage du V-1, noir, avec la croix gammée. Je me souviens de l'explosion, du big bang de l'explosion – et de l'odeur... Ce sont mes souvenirs de guerre... Les avions que je peins et ceux que je fabrique aujourd'hui, même si ce sont le plus souvent des vieux biplans de la Première Guerre, viennent sans doute de là. »

La conversation prend alors un tour inattendu. Il s'agit d'énumérer les modèles de chasseurs et de bombardiers de la bataille d'Angleterre et des années suivantes, Focke-Wulf allemand contre Tempest anglais et Mustang américain, Heinkel-111 contre Mosquito et Lancaster. Sur ce sujet, l'érudition de Morley semble sans limite. Il sait les qualités des appareils et leur faiblesses. Les chasseurs allemands étaient plus maniables et plus rapides, mais leur rayon d'action était trop court. Il leur fallait rompre le combat pour revenir en France se poser, ce qui assurait à la chasse alliée un avantage tactique. Ici se placent de longues digressions techniques.

Puis, revenant tout soudain à la question initiale. *« L'autobiographie n'explique pas tout. Ces bateaux et ces avions m'attirent parce que ce sont de bons sujets pour les peintures.*

– Pour leurs couleurs ?

– *Pour l'espace. Pour combattre la frontalité. Je ne veux pas d'une peinture plate, d'une surface à deux dimensions. Or, quand vous introduisez un avion dans une toile, elle cesse aussitôt d'être plate. Elle commence à poser des problèmes de profondeur, d'espace, de construction de l'espace. C'est le principal : comment construire un espace à trois dimensions sur une toile qui n'en a que deux. C'était le problème de Cézanne, quoi qu'aient pu prétendre quelques historiens qui voulaient en faire le grand-père de l'abstraction. »*

– Vous vous situez à l'opposé ?

– *« Tous mes amis peintres sont des abstraits – Brice Marden par exemple... Je suis un abstrait, moi aussi, mais un abstrait au juste sens du mot – ce qui est tiré de... – pas au sens qui a prévalu. Venez voir !... »*

Picasso le caïd

Dans le salon et dans les chambres sont accrochées des toiles anciennes de Morley. *« Celle-ci. »* Il indique un paysage urbain, des maisons et des arbres effeuillés le long d'une rue, le tout gris, ocre et brun. *« C'est le premier tableau que j'ai jamais peint, un paysage londonien, entre Walter Sickert et Victor Pasmore. J'ai commencé par là. Ensuite sont venus Cézanne, Braque, les modernes... Quand j'étudiais au Royal College of Art, je vivais dans l'ignorance totale de ce que l'on appelle l'art moderne. Je ne connaissais même pas le nom de Duchamp. Quant à ce qu'il avait fait... Un jour cependant, j'ai peint un nu plus moderniste, un nu un peu à la Matisse. J'ai été convoqué par le directeur, qui m'a accusé de vouloir devenir un peintre moderne. J'ai rougi, j'avais affreusement honte, je lui ai promis que non, que je ne désirais rien de tel. Et j'étais sincère, absolument sincère. Je ne voulais pas devenir un peintre moderne. »* Il rit de sa conduite et de sa confusion.

« Mais vous connaissiez donc Matisse ?

– *Matisse et Picasso. Surtout Picasso. Celui-là, il n'a pas été nécessaire que l'on me l'explique, j'ai tout de suite compris. Picasso, c'était le caïd. Quand j'étais en prison – vous savez que j'ai fait de la prison dans ma jeunesse, je suppose, – en prison donc, il y avait celui que l'on appelait Daddy, le caïd. Quand j'ai vu des Picasso pour la première fois, j'ai senti que c'était lui, Daddy. Je devais l'affronter, lui, pas un autre, au risque de me faire casser la gueule. Là-dessus, je n'ai pas changé d'avis.*

– Peigniez-vous en prison ?

– *Je lisais. Toutes les semaines, un prisonnier passait dans les couloirs avec des livres sur un chariot. Je choisissais au poids, je demandais le plus gros et le plus long possible pour moins m'ennuyer le reste de la semaine. C'est ainsi que j'ai lu des volumes entiers, des œuvres complètes, Sinclair Lewis, Stendhal, Sartre... C'est là que j'ai découvert la littérature française que j'aime, Flaubert et Proust. J'ai plus appris en prison qu'au collège. »*

La visite de la maison continue – *« il faut que vous voyiez tout, c'est le jeu »*. Dans une pièce, une peinture balinaise ancienne, souvenir de famille – *« formidable, je ne connais rien de plus beau »* – et une miniature indienne. Dans le salon des toiles du maître de maison et de l'un de ses amis, Gordon Hart, et, sur la table à manger, un jeu d'échecs électronique – *« je veux apprendre, il me bat tout le temps, il y a une voix de synthèse qui me dit sans cesse* mal joué, attention, *je n'y arrive pas »*. La cuisine accueille une collection de ses aquarelles à faire mourir d'envie n'importe quel collectionneur et n'importe quel marchand. C'est là que la conversation recommence, avec à nouveau l'évolution de son œuvre et ses accidents pour sujet.

« C'est vrai, je n'ai pas cessé de changer. Il y a eu l'abstraction d'abord, puis l'hyperréalisme ensuite, autre chose après, et ainsi de suite. J'ai peur de l'imitation, j'ai peur de l'académisme. Je les ai vus à l'œuvre souvent. Quand j'ai créé l'hyperréalisme, au bout d'une année, j'avais une quarantaine d'imitateurs. Quand je m'en suis aperçu, je me suis dit qu'il fallait rompre avec l'hyperréalisme le plus vite possible, que je devais éviter de rester pris là-dedans, dans cette mode dont j'étais l'auteur. Il faut rompre à chaque fois. » La voix devient plus forte, le débit plus rapide, le ton catégorique. Alors perce sous l'hôte affable l'autre Malcolm Morley, le peintre intraitable aux humeurs assassines et redoutées.

« Il faut éviter de faire du style. Prenez Miro. Miro fait du Miro partout. Il serait allé vivre en Finlande, il y aurait fait du Miro. Il impose un style, le sien, et n'en démord plus. C'est exactement ce que je ne sais pas faire et ne veux pas faire. Morley n'existe pas, il n'y a pas de style Morley. Il n'y a que des réactions et des relations, face à une réalité qui ne cesse de changer. Pour qu'elle change encore plus, je voyage. Je me mesure à l'Inde et à l'Afrique. Je deviens un peintre voyageur – vieille manière de se conduire, comme Delacroix au Maroc. Il y va, il ne sait pas ce qu'il va découvrir, il peint ses découvertes. Aujourd'hui, les peintres ne font plus de voyages, pas de cette façon-là en tout cas.

» En Inde, en Afrique, je demandais aux gens que je peignais d'inscrire leurs noms sur la toile, dans leur alphabet, dans leur langue. Il ne s'agissait pas de produire des ready-made, mais de faire une peinture assistée, dans laquelle le pays, les gens, tout cela serait réellement présent. Ce n'est pas une affaire de style, ça. »

De plus en plus tranchant, sans cesser de sourire des yeux, même si le bras et la main scandent les propos : *« Au fond, la peinture, c'est comme une pilule, ou comme la peste – choisissez l'image qui vous convient. Il faut qu'elle agisse sur chacun, d'une façon qui soit biologique et psychologique, comme une pilule. Vous l'avalez, elle se dissout, elle diffuse le médicament, il opère qui que vous soyez, quelles que soient vos opinions ou votre religion, que vous soyez démocrate ou républicain, chrétien ou pas. En somme, ça marche... Il faut que la peinture opère de la même façon, indépendamment de toute question idéologique – qu'elle ait une action biologique, vraiment. »*

Une pause. Puis : *« L'art que je veux faire est un art qui a une signification, qui a du sens. Il faut que l'art soit signification. Que voit-on sinon ? Tous ces artistes d'aujourd'hui qui se regardent le nombril en se demandant comment ils pourraient bien faire pour que leur art ait du sens. Naturellement, dans ce cas-là, il ne peut en avoir aucun. »*

PHILIPPE DAGEN


GÉRARD RONDEAU POUR « LE MONDE »

• Malcolm Morley est né à Londres en 1931. Son adolescence est difficile et agitée. Il connaît la prison, avant de s'inscrire en 1954 au Royal College of Arts, où il demeure jusqu'en 1957.

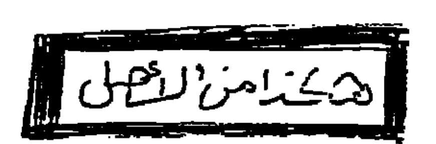
L'année suivante, il s'installe à New-York, où il gagne sa vie comme serveur tout en entreprenant une œuvre marquée par l'expressionnisme abstrait.

A partir de 1964, il rompt avec cette manière et introduit des bateaux dans ses œuvres. Jusqu'en 1970, il développe un « hyperréalisme » qui conduit la peinture au plus près de la photographie – et lui vaut la notoriété et des expositions personnelles à New-York ainsi que nombre de participations à des expositions collectives internationales.

En 1971, il rompt avec l'hyperréalisme aussi violemment qu'il avait rompu avec l'abstrait et s'engage dans une nouvelle peinture, où l'expression, le geste et l'ironie prennent le pas sur le trompe-l'œil. Il pratique le pastiche, la citation, le mélange des genres et des sources. En 1974, il rencontre Gérard Gasiorowski et, en partie sous son influence, commence la série des « Catastrophes », introduisant jouets et maquettes dans ses tableaux.

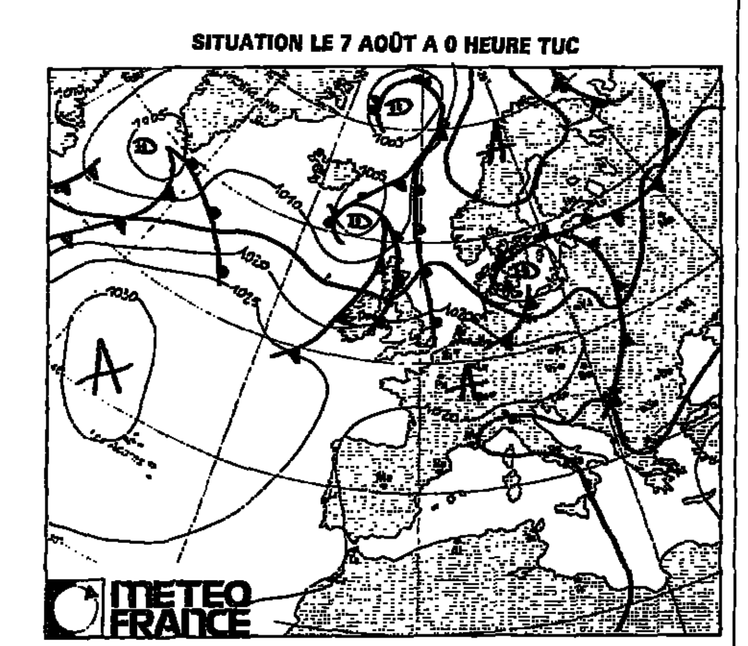
A partir des années 80, il voyage en Inde, en Afrique et aux Caraïbes – et exécute alors huiles et aquarelles sur des sujets exotiques. Il n'a cessé depuis.

Plusieurs rétrospectives lui ont été consacrées, en 1983 à Londres, Bâle, Rotterdam, Chicago et New-York ; en 1991 à Liverpool, Maastricht, Bâle et Marseille ; en 1993 à Paris, au Musée national d'art moderne. Il vit et travaille à Brookhaven. •

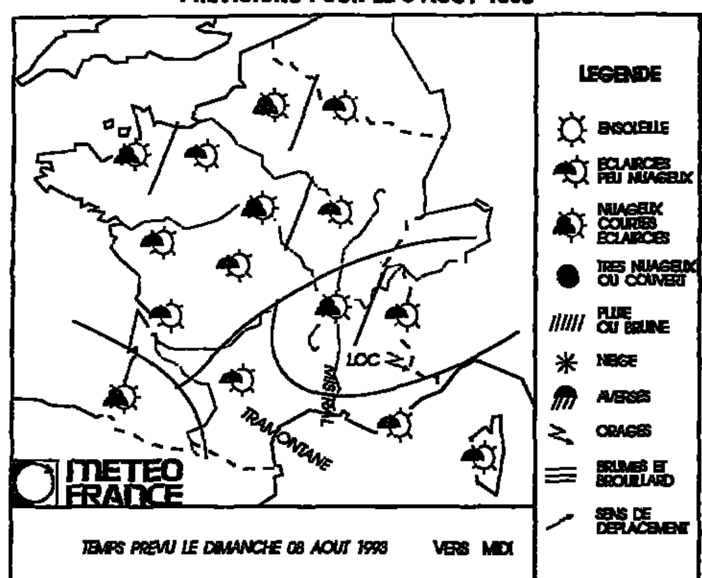


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 7 AOÛT A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 8 AOÛT 1993



Dimanche : nuages et éclaircies au nord, soleil au sud, avec des orages sur les reliefs. – Ce sont les nuages qui domineront cette journée dominicale : du nord de la Bretagne aux Ardennes, le ciel sera très nuageux dès le matin mais le soleil fera tout de même quelques apparitions dans l'après-midi ; plus au sud, les éclaircies seront plus belles.

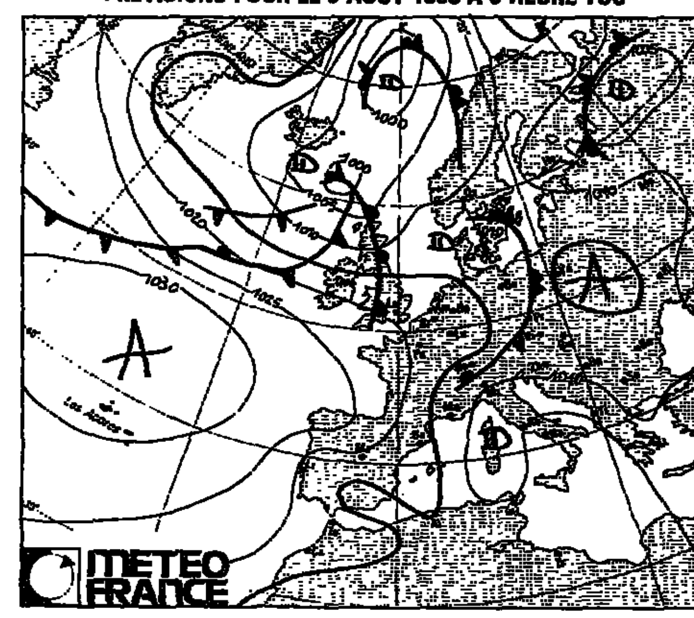
Notons que, sur l'est du pays, les nuages se développeront au fil des heures. Sur le Pays basque, en fin de matinée, de l'air maritime apportera de nombreux nuages et masquera totalement le ciel.

Sur les reliefs, du Jura au Massif Central, aux Alpes et aux Pyrénées, des orages éclateront en journée ainsi que sur les montagnes corses.

Près de la Méditerranée et sur la Corse, le soleil sera généreux mais il faudra se méfier de la tramontane et du mistral qui seront sensibles et dangereux pour la forêt en cas d'incendie.

Les températures matinales seront fraîches : 9 à 13 degrés sur la moitié nord, 14 à 18 degrés sur la moitié sud, localement 20 à 22 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, le thermomètre atteindra 18 à 20 degrés près de la Manche, 20 à 23 degrés sur la moitié nord et 25 à 30 degrés sur la moitié sud, localement 30 à 33 degrés dans les régions les plus méridionales.

PRÉVISIONS POUR LE 9 AOÛT 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 07-8-1993
Valeurs extrêmes relevées entre le 06-8-1993 à 18 heures TUC et le 07-8-1993 à 6 heures TUC

FRANCE			
AJACCIO	29	18	D
BIARRITZ	28	20	N
BORDEAUX	28	18	D
BOURGES	25	13	N
BREST	21	11	D
CAEN	21	9	D
CHERBOURG	21	8	N
CLERMONT-FER.	25	10	D
DIJON	24	13	D
GRENOBLE	30	15	D
LILLE	22	11	N
LIMOGES	24	14	N
LYON	25	15	D
MARSEILLE	34	19	D
NANCY	23	8	D
NANTES	26	14	D
NICE	28	21	D
PARIS-MONTS.	24	14	N
PAU	29	18	N
PERPIGNAN	31	20	D
POINTE-A-PITRE	33	23	N
RENNES	25	11	D
ST-ETIENNE	25	10	D
STRASBOURG	24	9	D
TOULOUSE	28	20	D
TOURS	25	12	N

ÉTRANGER			
ALGER	33	20	D
AMSTERDAM	18	11	C
ATHÈNES	33	23	D
BANGKOK	35	26	N
BARCELONE	30	23	N
BELGRADE	35	18	D
BERLIN	18	13	C
BRUXELLES	22	11	C
LE CAIRE	34	23	D
COPENHAGUE	18	12	A
DAKAR	31	27	N
GENÈVE	28	12	D
ISTANBUL	29	21	D
JÉRUSALEM	29	18	D
LISBONNE	27	18	N
LONDRES	22	14	C
LOS ANGELES	23	18	D
LUXEMBOURG	21	10	D
MADRID	37	19	D
MARRAKECH	41	24	D
MEXICO	26	12	N
MILAN	32	19	N
MONTRÉAL	23	12	D
MOSCOU	25	16	D
NAIROBI	25	12	N
NEW-DELHI	33	26	C
NEW-YORK	28	18	P
PALMA-DE-MAJ.	37	20	D
PÉKIN	30	23	C
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	31	20	D
HONGKONG	33	27	D
SÉVILLE	39	23	C
SINGAPOUR	32	24	C
STOCKHOLM	20	14	P
SYDNEY	15	6	N
TOKYO	20	19	C
TUNIS	38	24	D
VARSOVIE	26	12	D
VENISE	33	23	D
VIENNE	25	14	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 7 août

TF 1

20.40 **Variétés : Succès fous de l'été.** Emission présentée par Christian Morin, Patrick Roy et Philippe Risoli.
22.20 **Téléfilm : Tueur sans gages.** De Lou Antonio.
23.45 **Magazine : Formule foot.** Championnat de France.
0.25 **Sport : Funboard.** Coupe du monde.
0.55 **Journal et Météo.**

FRANCE 2

20.50 **Théâtre : Bisous bisous.** Pièce de Derek Benfield, mise en scène de Marc Camoletti, avec Bernard Menez, Henry Guybet, Marcelline Collard.
22.30 **Sport : Athlétisme.** 7e Meeting de Monaco.
0.00 **Journal et Météo.**
0.15 **Magazine : Etoiles.** Les rois du Nord : la Suède.

FRANCE 3

20.40 **Téléfilm : Pour une fille en rouge.** De Marianne Lamour.
22.05 **Journal et Météo.**
22.30 **Magazine : Pégase.** Vol d'eau avec les hydravions du lac de Côme ; Le pilotage des cerfs-volants de compétition ; Le stress enduré par les pilotes de chasse.
23.25 **Documentaire : Les Etoiles d'Hollywood.** Portrait de Preston Sturges, de Kenneth Bowser (N., v.o.).

CANAL PLUS

20.30 **Téléfilm : Jugement aveugle.** De George Kaczender.
21.55 **Flash d'informations.**
22.00 **Documentaire : Les Dessous du Moulin-Rouge.** De Nils Tavernier.
23.00 **Magazine : Jour de foot.** Championnat de France : extraits des matches et les buts de la 3e journée de D1.
0.00 **Surprises.**
0.05 **Cinéma : Grand Prix Australia.** Film américain, classé X, d'*Alex de Renzy (1992)*.

ARTE

20.40 **Documentaire : La Légende du roi Khandoba.** De Henning Stegmüller et Günther Sontheimer.
22.05 **Téléfilm : Agents secrets.** D'Eberhard Fechner.
23.30 **Musique : Montreux Jazz Festival.** James Ingram, Tracy Chapman, Tevin Campbell, Simply Red, Annie Lennox, Simone et Mario Bauza Orchestra.
0.00 **Série : Monty Python's Flying Circus.** (rediff.).

M 6

20.35 **Divertissement : Tranche de rire.** Thierry Le Luron, Michel Leeb, François Rollin.
20.50 **Téléfilm : En mémoire de notre fils.** De David Greene.
23.10 **Téléfilm : California Connection.** De Steve Perry.
0.45 **Six minutes première heure.**

Dimanche 8 août

TF 1

20.40 **Cinéma : La Cage aux folles 1.** ■ Film français d'Edouard Molinaro (1978).
22.15 **Magazine : Ciné dimanche.**
22.25 **Cinéma : Il était une fois en Arizona.** □ Film italo-espagnol de Sergio Sollima (1967).
0.00 **Journal et Météo.**
0.05 **Concert : Festival international d'Edimbourg 1982.** Le *Requiem*, de Verdi, par l'Orchestre symphonique de Londres.

FRANCE 2

20.50 **Cinéma : Borsalino and Co.** ■ Film français de Jacques Deray (1974).
22.30 **Cinéma : I Want to Go Home.** ■■ Film français d'Alain Resnais (1989).
0.15 **Journal et Météo.**
0.30 **Concert : Le Tour de France en musique.** 2. L'Orchestre de Bretagne.

FRANCE 3

20.40 **Spectacle : Festival de magie de Monte-Carlo.**
21.50 **Magazine : Montagne.** Invité : Thierry Lhermitte. Reportages : Chine, les 7 000 marches ; Pyrénées espagnoles, canyons de lumière ; Portrait d'André Combe, facteur dans la montagne de Lure, dans les Alpes-de-Haute-Provence ; Cet été-là.
22.35 **Journal et Météo.**
23.00 **Magazine : Le Divan.** Invité : Jack Lang.
23.25 **Cinéma : La Bataille de Naples.** ■■ Film franco-italien de Nanni Loy (1963) (v.o.).

CANAL PLUS

20.35 **Cinéma : Black Rainbow.** ■ Film britannique de Mike Hodges (1989).
22.10 **Flash d'informations.**
22.15 **Corridas.**
23.40 **Magazine : L'Equipe du dimanche.** Eliminatoires de la Coupe du monde de football ; Paraguay-Argentine, Bolivie-Uruguay, Pérou-Colombie ; Les buts de D1 et de D2.

ARTE

20.40 **Soirée thématique : La Bombe atomique.** 2. Les Temps rayonnants.
20.41 **Téléfilm : La Fin de l'innocence.** De Frank Beyer (2e *partie*).
22.10 **Documentaire : L'Héritage radioactif.**
22.50 **Documentaire : La France, puissance nucléaire.** De Michael Gramberg.
23.40 **Documentaire : Quand la nuit tombe sur Moscou.** Un Etat atomique sans contrôle.

M 6

20.45 **Téléfilm : L'Amour en jeu.** De Piers Haggard.
22.20 **Magazine : Culture pub.** Spécial bouffe.
22.50 **Téléfilm : Joy en Afrique.** De Bob Palunco.
0.20 **Six minutes première heure.**

CARNET DU Monde

Décès

– Le président Jean Lohéac et Mme, née Geneviève Dupont,
ses parents,
Dorothée Astro,
sa fille,
M. et Mme Jacques Rimbaud,
Le docteur et Mme Yves-Marie Lohéac,
Mme Evelyne Lohéac,
sa sœur, son frère et ses beau-frère et belles-sœurs,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 1er août 1993, à l'âge de cinquante-quatre ans, de

Martine ASTRO-LOHÉAC.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 9 août, en l'église Saint-François-Xavier, à Paris, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

14, rue Pérignon,
75007 Paris.

– Le docteur Jean Bugiel,
son époux,
Mme Elisabeth Bugiel,
sa fille,
Et toute la famille,
font part du décès de

Mme Jeanne BUGIEL,
née Ferrandier,

survenu à Paris, le 4 août 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 10 août, à 8 h 30, en l'église Saint-Médard, Paris-5e, suivie de l'inhumation à Montmorency, au cimetière des Champeaux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

72, boulevard Saint-Marcel,
75005 Paris.
16, avenue Reille,
75014 Paris.

– M. et Mme David Amar,
M. Rafy Edery,
M. et Mme Daniel Amar,
M. et Mme Paul Fribourg,
M. et Mme José Boniche,
John David Cohen,
Les petits-enfants Laura et Alexandre,
Mme Fortune Chouraqui,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Annie-Claude EDERY,
née Amar,

survenu le 6 août 1993, dans sa quarante-sixième année.

La levée du corps se fera au 9, avenue Emile-Acollas, Paris-7e, le lundi 9 août, à 14 h 30, suivie, à 15 heures, de l'inhumation au cimetière israélite de Versailles.

– Marina Murat,
sa fille,
Pierre Murat,
son fils,
ont la douleur de faire part de la disparition de leur mère tant aimée

Lydia MURAT-KOUPRIEFF,

survenue le mercredi 4 août 1993, à l'âge de soixante-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 11 août, à 10 h 15, en la cathédrale Saint-Alexandre-Nevsky, 12, rue Daru, Paris-8e, suivie de l'inhumation à Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne).

120, boulevard de la Chapelle,
75018 Paris.

– Mme Ruxandra Shelden,
Et sa famille,
ont la douleur d'annoncer le décès de leur chère

Emmanuella MUNTEANU,
née Episcopesco.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église roumaine, 9 *bis*, rue Jean-de-Beauvais, Paris-5e, suivie de l'enterrement au cimetière du Montparnasse.

– Mme Andréa Regnier,
son épouse,
M. et Mme Bernard Regnier,
ses enfants,
Emmanuelle et Pascale Regnier,
ses petits-enfants,
Mme Marthe Perrain,
sa belle-sœur,
Les familles parentes
Et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Max REGNIER,

survenu à Hyères (Var), le 5 août 1993, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques religieuses auront lieu le lundi 9 août, à 9 h 30, en l'église de Giens, à Hyères, suivies de l'inhumation au cimetière de Giens.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

27, avenue du Levant,
La Capte,
83400 Hyères.

(Le Monde du 7 août.)

– Mme Yvonne Richard,
son épouse,
Ses enfants,
Petits-enfants,
Frère et sœurs,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alfred RICHARD,
ancien contrôleur civil au Maroc,
président honoraire
de tribunal administratif,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
chevalier de la Légion d'honneur,

le 6 août 1993, à l'âge de soixante-treize ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 9 août, à 10 h 30, à Castelnau-Magnoac (Hautes-Pyrénées).

Anniversaires

– Une pensée est demandée à ceux qui ont connu et aimé

Gérard AQUENIN,

victime d'un chauffard sur la route des vacances, le 8 août 1971.

– Le 8 août 1988,

Patricio VALENZUELA

rejoignait l'Orient éternel.

Que ceux qui l'ont aimé se souviennent.

« La lucidité est une blessure qui rapproche du soleil. Comme le soleil, elle brûle, dessèche et renvoie à l'état naturel. »

René Char.

– Il y a dix ans disparaissait

Georges VALLIN.

Son épouse, Madeleine,
Ses enfants, Béatrice, Pierre, Laurent et Isabelle,
réunis, se souviennent de l'homme et du philosophe.

Ses amis
Et ses disciples
les rejoindront par la pensée dans la mémoire de son enseignement.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6100

HORIZONTALEMENT

I. Vieilles joliment parées. Se distingua dans une campagne d'Italie. Facteur de levée. – II. *Montrent parfois que la première impression n'est pas toujours la meilleure.* Obéissent au gré d'un « tyran ». Conjonction. – III. *Offrent, disent-elles, d'excellents partis à épouser.* Revenait souvent sous la plume de Lucien. – IV. Petite nature. Partie de cartes. – V. Se font payer en s'ajoutant aux claques. Le nouveau vient de paraître. – VI. Se manifestait lors d'une apostrophe. Ont quelque chose d'enrichissant. Abréviation. – VII. Facilite la reprise des affaires. Est vainement cuisiné. Orateur. – VIII. Ardent. D'un auxiliaire. Peut être chargé tout en restant innocent. – IX. Construction dans laquelle il y a des serres. Peut pondre en toutes saisons. – X. Parfois menacées par un agent « coulant ». Arrivée. Précède parfois une date.– XI. Des crapauds ou des serpents. Interjection. – XII. Symbole chimique. Pigeonnée. Port. – XIII. Sont mis en cage. – XIV. Plus ou moins distingué. Participe. Pronom. – XV. S'il reçoit des marrons, il les rend avec beaucoup de douceur. Dans le corps de la « chèvre ».

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I							■					■			
II							■						■		
III												■			
IV								■		■					
V													■		
VI				■									■		
VII			■		■				■					■	
VIII								■			■	■			
IX	■					■									
X							■						■		
XI												■			■
XII			■		■				■	■	■				
XIII		■		■		■									
XIV							■	■			■				■
XV												■			

VERTICALEMENT

1. Bouquet des champs. Une cuisine parfois indigeste. – 2. Sont familières aux hippiâtres. Eau. – 3. Donne des coups en essuyant des revers. Essences. Bande à part. – 4. Dégradés par l'usure. Fournissent des billes. Sigle. – 5. Arranger une montre. Se manifester d'une manière bestiale. Là. – 6. En évitant les écarts. Romancier. Note. – 7. Les tours qu'il présente exigent une certaine habileté. Cage. – 8. S'ouvre et se ferme avec bruit. Fond de vase. Relatives à une certaine forme. – 9. S'abaisse au cours d'une intrigue. Parole reprise en chœur. Effort infligé à un organe. – 10. Sanguinaire à l'occasion. C'est étourdissant. Traduit une douleur. – 11. Qui s'en vont avec des gueuses. Se peignent en nuances tendres. – 12. En Belgique. Quartier de Nice. Laisse un souvenir durable. – 13. Abréviation. N'inquiétait guère Charles II. Est parfois si discrète qu'on ne la remarque pas. – 14. Résume collectivement un programme pernicieux. Incite certaines personnes à sucrer les fraises. – 15. On obtient d'un indicateur d'utiles renseignements alors qu'il est déjà arrêté. Points opposés.

Solution du problème n° 6099

Horizontalement

I. Avalanche. – II. Dépensier. – III. MR. Ce. Lue. – IV. Idiome. Ri. – V. Ro. Ni. Sen. – VI. Ain. Egout. – VII. Téos. Ossa. – VIII. Im. Adrien. – IX. Œta. EE. – X. NNE. St. De. – XI. Trousses.

Verticalement

1. Admiration. – 2. Verdoiement. – 3. AP. Nô. Ter. – 4. Leçon. Saa. – 5. Anémie. Su. – 6. NS. Gorets. – 7. Cil. Sosie. – 8. Heureuse. De. – 9. Ereintantes.

GUY BROUTY

ÉCONOMIE

Le débat sur l'ouverture dominicale du Megastore

A suivre

Virgin a gagné une manche, vendredi 6 août. Même si la justice a confirmé l'ordonnance rendue il y a quelques jours par le tribunal de grande instance de Paris, ordonnance interdisant l'ouverture dominicale du Megastore des Champs-Elysées, la cour d'appel a rendu moins dissuasive l'astreinte à laquelle le groupe est condamné en cas d'infraction. La menace est divisée par quatre (1 million au lieu de 4).

Face à cette situation, Virgin décidait de maintenir la pression. Après avoir annoncé publiquement qu'il attendrait samedi soir pour faire connaître sa décision, Patrick Zelnik, patron de Virgin France, indiquait un peu plus tard qu'il ouvrirait le Megastore dimanche. Samedi matin, il n'avait pas changé d'avis.

Même au prix d'une astreinte qui demeure énorme – égale à peu près au chiffre d'affaires réalisé un dimanche de juillet – le groupe n'est pas disposé à plier avant d'avoir obtenu de sérieuses garanties des pouvoirs publics. La désillusion, voire une certaine amertume, transparaît dans son communiqué publié vendredi soir. *« Contrairement à ses engagements, le ministère du travail n'a toujours pas, à cette heure, fait connaître sa position sur le recours hiérarchique dont il a été saisi le 13 juillet »* (après l'interdiction préfectorale frappant le groupe), écrit la direction de Virgin avant de citer les prises de position récentes – et divergentes – des ministres du travail et de la culture.

Mercredi 4 août, Michel Giraud indiquait que le Parlement débattrait à l'automne de la question du travail le dimanche. Jacques Toubon, pour sa part, se déclarait quelques heures plus tard favorable à l'ouverture dominicale du magasin des Champs-Elysées, la chaîne étant à ses yeux *« un cas particulier »*.

Face à ces contradictions et échaudée par les tergiversations dont elle estime avoir été victime dans le passé de la part des gouvernements successifs, la direction de Virgin a beau jeu de dénoncer *« la confusion de la situation »* et de réclamer *« l'urgence d'une clarification des pouvoirs publics »*.

La pression qu'elle continue d'exercer lui permettra-t-elle de l'obtenir dans les heures qui viennent ? On devrait en savoir plus dimanche à midi, heure d'ouverture habituelle du magasin des Champs-Elysées.

FRANÇOISE VAYSSE

La cour d'appel de Paris réduit sensiblement le montant des astreintes infligées à Virgin

La cour d'appel de Paris a confirmé vendredi 6 août les récentes ordonnances de référé rendues par le vice-président du tribunal de grande instance, interdisant à Virgin Stores d'ouvrir le dimanche son magasin des Champs-Elysées, mais elle a ramené l'astreinte, en cas d'infraction, à 1 million de francs.

Si le magasin décidait d'ouvrir ce jour-là, la CGT et la CFDT, qui sont à l'origine de cette procédure judiciaire, seraient en mesure de demander au juge des référés de condamner Virgin à leur payer 500 000 francs à chacune au lieu de 2 millions à l'une et l'autre.

La cour, présidée par André Gaubert, a estimé que *« la méconnaissance par Virgin Stores des dispositions de l'article L. 221-5 du code du travail »*, selon lesquelles le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche, *« rompt l'égalité au préjudice de ceux qui les respectent en exerçant la même activité, caractérise l'atteinte portée à un intérêt collectif de la profession, et constitue un trouble manifestement illicite auquel le juge des référés se devait de mettre fin par une interdiction d'ouverture le dimanche et la condamnation à une astreinte »*. La cour n'a toutefois pas totalement suivi l'avocat général, qui avait demandé de confirmer les interdictions et les sommes fixées en première instance.

Reste à savoir si, finalement, Virgin décidait de passer outre à la décision de la cour et d'ouvrir malgré tout dimanche 8 août. Dans un premier communiqué la société avait indiqué qu'elle ferait connaître sa position samedi à 20 heures. Elle notait que, *« contrairement à ses engagements, le ministère du travail n'a toujours pas fait connaître sa position sur le recours hiérarchique dont il a été saisi le 13 juillet »* et précise qu'en tout état de cause *« ce n'est pas des institutions judiciaires qu'elle attend une solution, mais d'une action résolue des pouvoirs publics »*. Elle prenait acte de la promesse officielle que le débat sur le sujet serait inscrit à la session d'automne du Parlement. Mais, peu après, elle indiquait qu'elle ouvrirait le Megastore des Champs-Elysées, position qu'elle maintenait samedi matin.

La CGT (commerce et services) a indiqué que l'astreinte était *« suffisamment dissuasive »* et qu'elle *« ira jusqu'au bout »*, relevant en outre que c'étaient des *« entreprises étrangères (Virgin, Ikea) qui mettaient en cause le code du travail français »*. La Fédération CFDT des services, pour qui l'astreinte est *« une dissuasion à l'égard des contrevenants »*, ajoute : *« Si Megastore ouvre dimanche, preuve sera faite qu'il faut maintenir un haut niveau d'astreinte pour que les décisions de justice soient respectées. »*

CORRESPONDANCE

Une lettre de Richard Branson

Nous avons reçu de Richard Branson, président de Virgin, la lettre suivante :

Sans avoir connaissance de la lettre de mes propos, Mme Françoise Vaysse met en cause dans votre numéro du 6 août 1993 *« un chantage inacceptable et une menace difficilement croyable »* que j'aurais exercés.

La France comme la Grande-Bretagne sont des pays de droit, et je suis parfaitement conscient que le combat que mène le groupe Virgin pour un accès élargi aux biens culturels passe par une dérogation ou une évolution de la loi.

Dans mon pays comme dans le vôtre, l'affirmation d'une résolution de se battre jusqu'au bout n'a jamais impliqué le choix de méthodes illégales, et l'exercice par Virgin Stores des recours qui lui sont ouverts démontre sa volonté de mener le débat dans le respect des institutions.

S'agissant d'une menace de retrait de France, il va de soi qu'un tel comportement serait absurde, compte tenu des centaines de millions investis par notre groupe en France. Chacun comprendra toutefois qu'en l'état d'une incertitude qui pèse sur 20 % du chiffre d'affaires de nos magasins les nouvelles décisions d'investissements soient reportées.

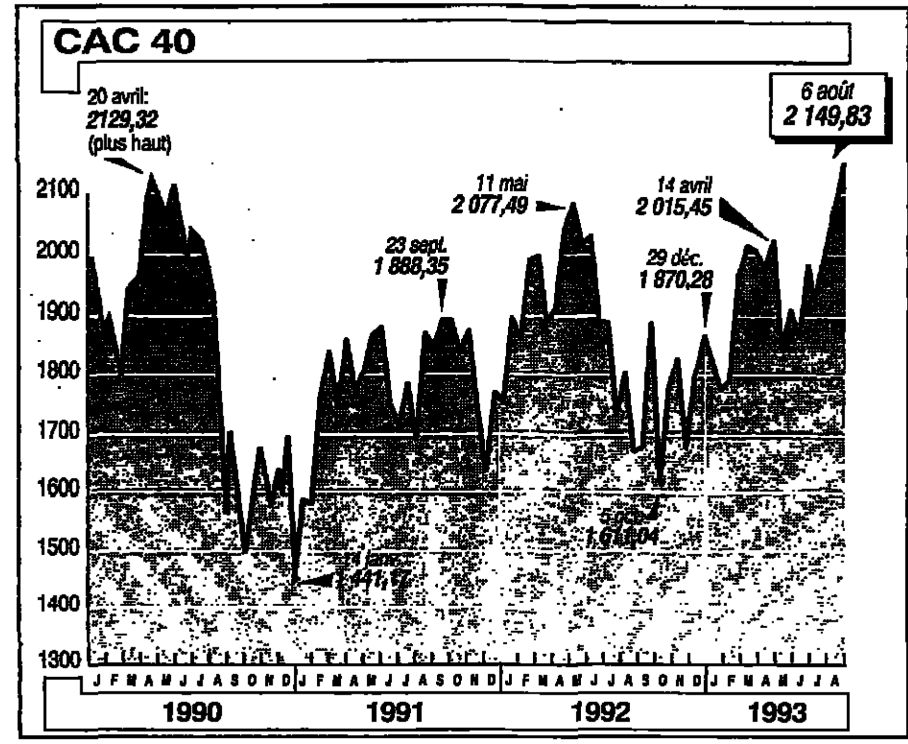
Je fais confiance aux institutions françaises pour comprendre la justesse de notre combat et à la direction des Virgin Megastores pour le mener.

[Dans une déclaration en anglais, vendredi 5 août, à France Info, déclaration traduite simultanément à l'antenne, M. Branson a indiqué : *« Si nous sommes obligés de fermer à cause de l'importance des amendes, c'est le public qui souffrira, ainsi que les employés. Cela signifie que Virgin n'embauchera pas tous les gens qu'elle avait l'intention de recruter sur les deux prochaines années, et nous nous retirerons de France. Au moment où l'économie se porte mal, où le taux de chômage est énorme, c'est vraiment du gâchis. »* C'est cette déclaration à laquelle *le Monde* s'est référé. En anglais, la phrase dont M. Branson conteste l'interprétation était : *« We will retreat from France »*, verbe que le dictionnaire Harrap's traduit par *« se retirer, s'éloigner »* ou *« battre en retraite »*. Malgré les corrections qu'il a apportées depuis à ses propos (*le Monde* du 7 août), le président de Virgin a bien dit ce qu'il affirme n'avoir pas dit.]

□ **ESPAGNE : les paysans offrent aux touristes des tonnes de fruits à la frontière française.** – Une cinquantaine d'agriculteurs de la région de Gérone (nord-est de l'Espagne) ont participé vendredi 6 août, au poste frontière franco-espagnol de La Junquera, à une distribution de 7,5 tonnes de fruits et légumes aux automobilistes. Cette « opération charme » s'inscrit dans le cadre du boycottage des produits français organisé par la coordination des agriculteurs espagnols (COAG) pour protester contre les opérations commando menées en France contre les camions transportant leurs produits. Les nombreux touristes européens revenant actuellement d'Espagne ont pu ainsi entamer le dialogue avec les manifestants avant d'emporter les produits offerts, notamment des pêches, pommes, poires ou concombres, fournis par des producteurs et coopératives de Catalogne. – *(AFP.)*

□ **Le groupe Bouygues remporte un contrat pour la prolongation du métro de Lille.** – Bouygues vient de signer un marché d'un montant global de 385 millions de francs avec la Communauté urbaine de Lille pour l'extension de la ligne 2 du métro vers Roubaix et Tourcoing. Les travaux, qui dureront trois ans et mobiliseront 150 personnes, doivent débuter au cours du dernier trimestre 1993, indique le groupe dans un communiqué. Le projet prévoit notamment la réalisation d'un tunnel de 2 170 mètres et de trois stations enterrées.

La Bourse de Paris au plus haut de son histoire



En progressant de 1,63 % vendredi 6 août, l'indice CAC 40 a terminé la séance à 2 149,83 points, battant enfin son précédent record inscrit le 20 avril 1990 (2 129,32). A l'époque, l'espoir né de l'effondrement du mur de Berlin, quelques mois auparavant, atteignait son apogée... Las, depuis trois ans, le marché des actions a subi de nombreuses déconvenues. Secouée successivement par la crise du Golfe, la dislocation de l'URSS, l'année suivante, et la récession, la Bourse a été ensuite fortement ballottée en septembre et décembre 1992 par deux turbulences monétaires, avant et après le référendum sur Maastricht. Paradoxalement, la nouvelle perturbation sur le marché des changes a provoqué l'effet inverse : une hausse des cours des sociétés cotées. Les investisseurs tablent sur des baisses rapides des taux d'intérêt pour relancer l'activité industrielle, maintenant que, depuis le 2 août, les contraintes lient le franc au mark sont assouplies.

Le flottement de l'Europe

Suite de la première page

Le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, continue, dans un entretien publié par *Libération* samedi 7 août, à affirmer que la volonté des autorités franco-allemandes est de *« revenir à un fonctionnement normal du SME et de poursuivre l'Union économique et monétaire »*. *« Nous avons dû baisser la voile, mais le mât n'a pas été brisé : il est toujours droit »*, explique le ministre. Inquiétante myopie.

Instauré le 13 mars 1979 à l'initiative de MM. Giscard d'Estaing et Schmidt, le SME était devenu progressivement l'élément-clé de la construction européenne. Le système – des taux de change fixes, mais ajustables – visait au départ à assurer la stabilité monétaire en Europe, considérée alors comme un facteur de croissance et de prospérité. S'il a subi seize réaménagements de parités au cours de ses quatorze années d'existence, il n'en a pas moins autorisé une stabilité relative, source de développement des échanges et des investissements réciproques.

Avec le marché unique et la libéralisation des mouvements de capitaux, le SME a pris une importance accrue. Ses fonctions se sont élargies. Il est devenu l'un des instruments d'expression de la solidarité entre les Européens, l'outil de la discipline et de la coopération entre les Douze. Il est enfin apparu, lors de la rédaction du traité de Maastricht, comme une étape indispensable sur le chemin devant conduire à la monnaie unique. Enfant d'un mariage franco-allemand, il a été élevé par un couple dans lequel l'entente a pendant longtemps parfaitement fonctionné.

Sérieux coup d'arrêt

Sous la pression de la spéculation, les responsables monétaires européens ont trouvé à Bruxelles, dans la nuit du dimanche 1er au lundi 2 août, un compromis : le SME dans ses principes est maintenu, la grille des parités n'est pas changée, les efforts de convergence des politiques économiques sont poursuivis, les mécanismes d'intervention sont conservés. Seul un aspect, décisif, du dispositif est modifié, à titre provisoire : les marges à l'intérieur desquelles les monnaies européennes peuvent fluctuer passent de 2,25 % à 15 %. C'est, comme l'a reconnu le ministre espagnol des finances, Pedro Solbes, *« un flottement temporaire de fait des monnaies »*. Malgré la volonté unanime affichée par les dirigeants européens au cours de cette première semaine de poursuivre la construction européenne et de maintenir le calendrier de l'Union économique et monétaire (UEM), le compromis de Bruxelles marque un sérieux coup d'arrêt au processus inscrit dans le traité de Maastricht.

Parmi les causes, multiples, de cette explosion du SME, trois ont joué un rôle essentiel. Tout d'abord la spéculation. Vivant de l'instabilité des marchés, certains opérateurs financiers internationaux n'ont jamais vraiment apprécié la volonté des Européens de se doter d'un système de change stable. La perspective de voir émerger dans le système monétaire international un troisième pôle autour de l'ECU, concurrent potentiel à terme du dollar et du yen, n'a, en outre, jamais constitué une source d'enthousiasme pour certains milieux officiels américains. L'éclatement du SME est une victoire des spéculateurs et des Américains.

Mais, deuxième facteur, la spéculation n'a pu gagner que parce qu'elle s'attaquait à un système qui fonctionnait d'une manière inadaptée. A partir de 1987 *grosso modo*, et dans l'euphorie du marché unique, l'Europe a cru qu'elle disposait déjà d'un système de taux de changes fixes. Funeste illusion. Les réaménagements de parités sont devenus tabous, et de plus en plus rares, alors même que les divergences de performances économiques auraient nécessité des ajustements plus fréquents. Les Douze n'avaient pas voulu comprendre qu'il était impossible de concilier la mobilité parfaite des capitaux, des politiques monétaires autonomes et un régime de changes fixes. Trosième facteur, l'incapacité politique des Douze à surmonter des divergences d'intérêts économiques croissants. La réunification allemande – et les conditions de son financement – a joué un rôle déterminant. Décidant unilatéralement des modalités de l'absorption de l'ex-RDA par la RFA, les Allemands ont provoqué un choc sur l'Europe que celle-ci n'a pas supporté. Et la Bundesbank – la banque centrale allemande, dirigée par un professeur très maladroit, Helmut Schlesinger – a joué le jeu du bouc émissaire. Malgré le numéro d'*« embrassons-nous, Folleville ! »* qu'ils ont joué à Bercy mardi à l'issue du conseil économique et financier franco-allemand, les responsables des deux pays n'ont pu masquer les blessures, profondes, du couple. La récession et son cortège de chômeurs ont poussé les Européens à rechercher des solutions nationales à la crise. L'éclatement du SME est aussi une victoire des égoïsmes nationaux.

Première victoire des anti-Maastricht

En France, le compromis de Bruxelles modifie aussi la donne politique. Il est sans doute le premier échec d'Edouard Balladur. Nommé à Matignon par François Mitterrand pour y défendre le franc et le SME, le premier ministre a certes fort intelligemment mené la négociation. Il y a notamment très habilement impliqué le président de la République, tenu régulièrement informé de l'état des discussions. L'Elysée a donné son accord à la formule finalement adoptée. Mais Edouard Balladur n'a pas obtenu entière satisfaction : avec le soutien de François Mitterrand et de Jacques Delors, il souhaitait – et il l'a avoué dès lundi – une sortie provisoire du deutschemark du SME. Il ne l'a pas obtenue. Le compromis, fruit d'une collaboration entre Français et Allemands, permet de sauver les apparences. Le franc n'est pas dévalué, puisque son cours pivot par rapport au deutschemark reste inchangé. Peu importe qu'il soit, en réalité, déprécié... Il reste à la Banque de France à reconstituer ses réserves... et à compter ses pertes – les gains des spéculateurs. Au moins 5 milliards de francs !

En fait, Edouard Balladur a subi un profond revers par rapport à ses ambitions, d'abord, par rapport aux anti-Maastricht de sa majorité, ensuite. La stabilité monétaire n'était pas, pour le premier ministre, un dogme. Elle était un choix économique et politique, celui de la rigueur et de l'Europe. Il souhaitait obtenir de la part des Allemands un comportement plus solidaire. A observer le résultat, il n'est pas sûr que la tactique suivie depuis quatre mois ait été la bonne. L'insistance quasi exclusive mise par le gouvernement sur la baisse des taux comme stimulant à la croissance a amené les opérateurs – et les officiels allemands – à douter de la détermination de Paris à défendre le franc à tout prix, par une augmentation des taux français si nécessaire. Les « gaffes » d'Edmond Alphandéry et la cacaphonie persistante au sein de la majorité sur la politique économique ont mis en définitive les négociateurs français dans une position de faiblesse.

Le compromis de Bruxelles est surtout une victoire des « anti-Maastricht » de la majorité, les Séguin, Madelin et, dans une moindre mesure, Chirac. Par leurs propos, ceux-ci ont largement entretenu le doute dans les milieux financiers internationaux sur la possibilité de maintenir, compte tenu de la récession et du chômage de ce côté du Rhin, la parité entre franc et deutschemark. Edouard Balladur a sous-estimé leur influence.

Pour l'instant, les « anti-Maastricht » jubilent discrètement. Mais leur silence est provisoire. Ils veulent maintenant, seconde étape logique, que la France procède à une baisse brutale et immédiate de ses taux d'intérêt, quitte à accepter une dévaluation temporaire du franc. Opposé à ce jeu, le premier ministre a réaffirmé sa volonté de poursuivre sa politique de stabilité monétaire. Avec l'explosion du SME, il a perdu un utile garde-fou contre les partisans de « l'autre politique ». D'ores et déjà se dessine une alliance entre « anti-Maastricht », spéculateurs et quelques économistes de renom (*le Monde* du 7 août) pour engager cette seconde offensive. Si la Bourse flambe et si les opérateurs financiers n'ont pas encore réalisé leurs gains sur le franc, c'est que les marchés financiers sont convaincus qu'un changement de cap est inéluctable. La tempête n'est pas finie.

Pour l'Europe comme pour Edouard Balladur, la situation nouvelle ouvre l'occasion d'un nécessaire rebond. La crise a démontré que construire l'Europe uniquement par la monnaie, et par la monnaie unique – le chemin de Maastricht – n'est peut-être pas la méthode la plus efficace. La recherche d'autres voies est nécessaire. Pour l'instant, Bruxelles comme Matignon affirment que rien n'a changé. S'il s'agit de rassurer, l'affirmation peut être utile. Si c'est une conviction, c'est plus inquiétant.

ERIK IZRAELEWICZ

Une réunion exceptionnelle de la Commission

Bruxelles invite les Douze à stopper la désagrégation de la CEE

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Le retour à des disciplines communes, notamment en matière de changes, est indispensable si les Douze veulent éviter que la Communauté, affaiblie par la crise monétaire, ne continue à se déliter. Tel est le message du communiqué, au ton grave, que la Commission européenne a publié à l'issue de la réunion spéciale tenue, vendredi 6 août, à Bruxelles.

Dans l'esprit du président Jacques Delors, il s'agissait, en convoquant cette ultime rencontre avant la pause estivale, de ne pas laisser passer, sans réagir, un événement considéré comme chargé de périls puisqu'il fait peser une hypothèque sur le processus d'intégration défini par le traité de Maastricht.

Principale leçon tirée de la crise : dans un marché où les capitaux peuvent se déplacer massivement, sans aucune entrave, il faut un contrepoids à la spéculation plus puissant que celui jusqu'ici en place. *« Sans une coordination plus étroite des politiques économiques, il ne sera pas possible de progresser vers l'Union économique et monétaire (UEM) »*, dit le communiqué. Il est impensable de laisser les choses en l'état, car, sans disciplines communes, *« il ne peut y avoir de bon fonctionnement ni du marché intérieur, ni de la coopération monétaire, ni de la politique agricole commune »*. L'enjeu est tout simplement l'ensemble des grands acquis de la Communauté.

La Commission confirme sa volonté de poursuivre dans la voie définie par le traité de Maastricht. Elle fera avant la fin de l'année des *« recommandations »* au Conseil. Elle rappelle qu'elle prépare un *« livre blanc »* sur les changements structurels à opérer dans la CEE afin de renforcer la compétitivité et améliorer la situation de l'emploi.

PHILIPPE LEMAITRE

ÉCONOMIE

Selon Eurostat

La CEE comptait 10,6 % de demandeurs d'emploi en juin

Le taux de chômage dans la Communauté européenne a atteint 10,6 % de la population active en juin, contre 10,5 % le mois précédent et 9,4 % un an auparavant, selon les indications diffusées, jeudi 5 août, par Eurostat. Trois pays ont notamment enregistré en un an des hausses de leur taux de chômage supérieures à la moyenne communautaire : l'Espagne, qui abrite 21,5 % de sans-emploi (au lieu de 17,6 %), les Pays-Bas (8 % au lieu de 6,4 %) et la Belgique (9,5 % au lieu de 8,2 %). Trois pays continuent de présenter des taux sensiblement inférieurs à la moyenne : le Luxembourg (2,6 % de chômeurs contre 1,9 % en juin 1992), le Portugal (5,2 % contre 4,8 %) et l'ex-Allemagne de l'Ouest (5,6 % au lieu de 4,4 %). Les autres taux de sans-emploi s'élevaient respectivement en juin à 18,3 % pour l'Irlande, 11,4 % pour le Royaume-Uni, 10,9 % pour l'Italie, 10,8 % pour la France, 10,5 % pour le Danemark. La Grèce ne communique aucune statistique relative à sa situation de l'emploi.

Aux Etats-Unis

Le taux de chômage a baissé en juillet

Le chômage a baissé de 0,2 point en juillet, revenant de 7 % de la population active en juin à 6,8 % en juillet, soit son plus bas niveau depuis vingt-deux mois. L'économie américaine a créé 162 000 emplois supplémentaires le mois dernier, a précisé vendredi 6 août le département du travail, qui a révisé en hausse son estimation des créations d'emplois en juin (44 000 au lieu de 13 000).

Ainsi se confirme la diminution du chômage aux Etats-Unis depuis le milieu de l'année 1992, diminution qui reste lente, les créations d'emplois (186 000 en moyenne mensuelle entre janvier et mai) étant insuffisantes par rapport à la croissance de la population active. Ce sont les services qui continuent de créer le plus d'emplois (160 000 par mois en moyenne depuis le début de 1993), alors que l'industrie en supprime (2 000 par mois en moyenne). – *(AFP.)*

En juin

Les dépenses d'assurance-maladie sont en hausse de 0,5 %

Avec 36,5 milliards de francs de versements effectués en juin, les dépenses d'assurance-maladie du régime général des salariés ont augmenté de 0,5 % en un mois, soit une progression de 8,1 % sur un an, selon les statistiques publiées, vendredi 6 août, par la CNAMTS. Si les dépenses d'hospitalisation publique ont diminué de 0,2 % en un mois, les versements aux établissements privés continuent de progresser, mais dans une moindre proportion (+ 1,9 % en juin après + 2,8 % en mai). Il en est de même des remboursements des prescriptions (+ 1,2 % contre + 1,7 %) et des honoraires privés (+ 0,8 % contre + 1,4 %).

Après le limogeage de son patron

Eastman Kodak cherche un président

Le fabricant de matériel photographique Eastman Kodak se sépare de son président, Kay Whitmore, et souhaite accélérer les mesures de réduction des coûts. « *Nous estimons qu'il est nécessaire d'aller plus vite et plus loin dans notre politique de maîtrise des coûts et d'amélioration des bénéfices* », a indiqué, vendredi 6 août, le conseil d'administration, estimant « *qu'il est nécessaire de nommer un nouveau dirigeant pour améliorer nos performances à long terme* ». A la tête du groupe depuis juin 1990, M. Whitmore, soixante et un ans, demeurera à son poste jusqu'à la prise de fonction de son remplaçant. Le conseil a confié à un cabinet de chasseurs de têtes le soin de trouver un successeur. Le directeur financier de Kodak, Christopher Steffen, réputé pour ses talents dans la compression des coûts chez Honeywell et Chrysler, avait démissionné en avril, trois mois après sa nomination, en raison d'un désaccord avec Kay Whitmore sur l'ampleur des efforts de rigueur. La présentation du plan de restructuration annoncée pour septembre a été retardée (*le Monde* du 4 mai).

□ **Le conseil de surveillance de Volkswagen se range sans réserve derrière M. Lopez.** – Le conseil de surveillance de Volkswagen, convoqué vendredi 6 août pour une réunion extraordinaire, a exprimé son plein soutien à Jose Ignacio Lopez de Arriortua, accusé d'espionnage industriel par son ancien employeur General Motors (*le Monde* du 6 août). Le conseil a entendu M. Lopez sur cette affaire et s'est vu présenter un « *exposé détaillé du résultat de l'enquête interne à Volkswagen* », a indiqué son président, Klaus Liesen, à l'issue de la réunion. « *Il n'en ressort aucun élément permettant de justifier l'accusation d'espionnage industriel* », a déclaré M. Liesen. Auparavant les salariés des deux groupes allemand et américain, VAG et Opel, filiale de General Motors, ont lancé un appel à leurs dirigeants respectifs pour qu'ils règlent rapidement ce différend.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 2 AU 6 AOÛT 1993

PARIS

Trois ans pour un record

INDICE CAC 40

+3,06 %

Enfin ! Il aura fallu trois ans et quatre mois pour que la Bourse retrouve, dépasse et relègue aux oubliettes son précédent record inscrit le 20 avril 1990. Et cela grâce au réaménagement très souple du SME (système monétaire européen) annoncé lundi 2 août au petit matin. Ce quasi-éclatement des liens entre les devises européennes permet aux opérateurs d'espérer une détente rapide des taux d'intérêt pour relancer l'activité.

Vendredi, l'indice CAC 40 a clôturé la séance à 2 149,83 points enregistrant ainsi une progression de 3,06 % sur l'ensemble de la semaine. Ce gain s'ajoute aux 4,55 % des cinq dernières séances de juillet enregistrés en pleine tourmente monétaire. Les investisseurs avaient alors misé sur une sortie rapide du franc du SME qui laisserait les coudées franches pour assouplir le loyer de l'argent. Leurs espoirs étaient proportionnels à l'intensité de la bataille livrée par les cambistes.

Lundi, les boursiers saluaient l'accord de Bruxelles et l'indice CAC 40 progressait de 2,07 % doublant brièvement en séance son sommet historique. Sur le marché à règlement mensuel, les échanges dépassaient les 6 milliards de francs. Un niveau remarquable, près de trois fois supérieur à celui d'une séance normale, mais inférieur aux 11,553 milliards de francs enregistrés le 30 juillet à la veille du long week-end monétaire. Jusqu'alors jamais un tel volume n'avait été enregistré dans les annales de la Bourse.

L'activité continuait tout au long de la semaine à être très soutenue, supérieure à 3 milliards de francs, alors même que l'espoir d'une détente rapide des taux s'estompait.

Activité autour des privatisables

Mardi et mercredi furent deux jours qualifiés de « *fait accompli* » par les gérants (– 0,87 % et – 0,44 %). Jeudi et vendredi (+0,66 % et + 1,63 %), les gestionnaires se reprenaient à espérer. Mais, comme pour rappeler l'inconstance des marchés, cette hausse générale intervient trois ans jour pour jour après le début de la crise du Golfe déclenchée par l'invasion du Koweït par l'Irak. Débutait alors une dégringolade des cours sur l'ensemble des places mondiales. La place française était en plus ébranlée par la faillite (survenue en juillet 1990) d'une société de Bourse, Tuffier-Ravier-Py. Six de ses dirigeants comparaîtront le 25 octobre devant le tribunal correctionnel de Paris pour abus de confiance et abus de biens sociaux.

En début de semaine, les titres pétroliers ont profité de la hausse du dollar et Elf Aquitaine des recommandations d'achats de certains analystes. Cette firme privatisable a changé de président mardi, Philippe Jaffré succédant à Loïk Le Floch-Prigent. Le même jour l'agence américaine de notation financière Moody's estimait que la privatisation prochaine de la Banque nationale de Paris (BNP) n'était pas, à elle seule, suffisante pour justifier un éventuel abaissement de la note Aa1 accordée à la banque publique. Selon Moody's, cette note est justifiée par « *la forte position concurrentielle* » de la Banque en France. Enfin, « *la forte probabilité d'une privatisation* » est déjà intégrée dans la notation.

En revanche Rhône-Poulenc, qui figure lui aussi parmi les quatre entreprises cédées à l'automne par l'Etat, a été affecté par les déclarations mercredi de son président Jean-René Fourtou aux *Echos*. Dans cet interview au quotidien économique, il déclare craindre un recul des profits en 1993 alors qu'il espérait encore en début d'année une hausse. Un message destiné directement à la Bourse où le titre avait fortement progressé ces derniers temps.

Deux groupes, Accor et la Lyonnaise des Eaux-Dumez, ont profité de la bonne tenue pour se désengager. La chaîne hôtelière a cédé 4,88 % de son autocontrôle pour 800 millions de francs, tandis que la firme de service et de BTP via sa filiale GTM Entrepose, a vendu les 13 % qu'elle détenait dans Vallourec, le fabricant de tubes ne figurant pas dans ses activités stratégiques. Une société de portefeuille, le GPG (Groupement privé de gestion), a effectué une démarche analogue fin juillet en cédant la totalité de sa participation dans la CSEE (Compagnie des signaux et d'équipements électroniques) dont il détenait en 1991 plus de 20 % des parts.

Sur le marché au comptant, les cotations de l'Orfèvrerie Christofle étaient supendues mercredi « *dans l'attente d'un communiqué de presse* ». Cette interruption ne fait qu'entériner un état de fait car depuis la mi-juillet aucun cours n'a pu être inscrit. Sur ce petit marché d'à peine 90 000 titres, les échanges sont peu nombreux, la majorité du capital étant détenue par la famille fondatrice Bouilhet, et 10 % par la société du Louvre, holding de la famille Taittinger. L'orfèvre de la rue Royale élabore actuellement un plan permettant d'apporter des fonds à l'entreprise. Vendredi soir était annoncée une émission de titres « *avant la fin de l'année* », pour un montant minimum de 60 millions de francs. La famille Bouilhet bénéficiera du concours de son cousin italien Maurizio Borletti et du groupe Hermès pour garantir cette souscription à hauteur de 40 millions de francs.

DOMINIQUE GALLOIS

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Sextant Avion.	+ 15,9	Scoa	– 10,5
Sogeral	+ 14,5	Olipar	– 9,2
Lapeyre	+ 13,9	Als. Superm.	– 7,7
Vallourec	+ 11,9	SDR Sud-Est	– 7,7
CEP Commun.	+ 11,9	BP France	– 6,1
CFF	+ 11,6	Dassault El.	– 5,6
Pechiney Cip	+ 11,3	Bertrand Faure	– 5,3
Crédit lyonnais	+ 11	Sodexco	– 5,2
BHV	+ 10,9	Transp. Aut.	– 5
Bongrain	+ 10,6	Imm. Phenix	– 4,6
Moulinex	+ 10,2	UIF	– 4,3
Cap Gemini	+ 9,9	Bouygues	– 4,2
CCMC Manegix	+ 9,9	Labinal	– 3,8
AXA	+ 9,7	Ingenico	– 3,4

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

	Nombre de titres	Valeur en cap. (MF)
Alcatel Alsthom	2 507 160	1 712 296
ELF Aquitaine	2 893 930	1 650 391
Suez	4 621 970	1 501 211
Paribas	2 763 275	1 336 635
Saint-Gobain	2 011 990	1 185 090
Total	3 589 550	1 110 529
Société générale	1 637 940	1 068 252
Eaux (Cie générale)	397 050	928 301
LVMH	215 730	890 537
Peugeot	1 297 725	881 036
Lafarge	1 991 590	860 405
AXA	566 088	831 172
BSN	876 042	770 499
L'Oréal	700 650	770 191

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	30-7-93	2-8-93	3-8-93	4-8-93	5-8-93
RM	11 553 340	6 740 847	4 523 229	4 253 980	3 862 027
Comptant R. et obl.	23 673 744	46 107 415	36 435 282	37 250 885	23 991 209
Actions	736 290	207 718	181 308	235 730	199 542
Total	35 963 374	53 055 980	41 139 819	41 740 595	28 052 778

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	2-8-93	3-8-93	4-8-93	5-8-93	6-8-93
Indice gén.	572,1	572,1	573,7	571,3	577,4
(base 100, 31 décembre 1987)					
Indice CAC 40	2 129,03	2 110,58	2 101,36	2 115,30	2 149,83

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 6 août 1993
Nombre de contrats : 139 862 environ

COURS	ÉCHÉANCES SEPT. 1993	DÉC. 1993	MARS 1994
Premier	121,74	121,30	124,40
Dernier	122,14	121,54	124,26

NEW-YORK

Incertitude

INDICE DOW JONES

+0,6 %

Contrairement aux places européennes, la semaine a été assez calme à Wall Street, où l'indice Dow Jones s'est apprécié de 0,6 %. La journée de vendredi fut marquée par l'attentisme, les investisseurs se tenant sur la réserve avant le vote du Sénat concernant le programme économique du président Bill Clinton. Son adoption de justesse jeudi soir par la Chambre des représentants, ainsi que l'annonce vendredi matin de statistiques de l'emploi correspondant aux attentes (162 000 créations d'emplois et un taux en baisse à 6,8 %) ont contribué à l'indécision.

L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé la séance à 3 560,43 points, en hausse de 0,32 %. Quelque 221 millions de titres ont été échangés. Les valeurs en hausse ont été à peine plus nombreuses que celles en baisse : 976 contre 873, alors que 727 actions sont restées inchangées. Les titres du fabricant d'équipement photographique Eastman Kodak ont été en vedette après le limogeage du président Kay Whitmore. Les actions ont fait un bond de 53 3/4 dollars à 58 5/8.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, a progressé à 6,53 % contre 6,52 % jeudi soir.

Indice Dow Jones du 6 août : 3 560,43 (c. 3,539,47).

	Cours 30 juillet	Cours 6 août
Alcoa	71 3/8	71 5/8
ATT	63 3/8	62 1/2
Boeing	39 3/8	38 7/8
Chase Man. Bank	31 3/4	33 5/8
Du Pont de Nemours	46 7/8	46 1/2
Eastman Kodak	53 3/4	58 5/8
Exxon	65 5/8	64 7/8
Ford	52 7/8	51 5/8
General Electric	92 1/2	99 3/8
General Motors	48 1/2	47 3/4
Goodyear	41 3/4	42
IBM	44 1/2	43 1/4
ITT	88 3/4	90 5/8
Mobil Oil	75 5/8	72 5/8
Pfizer	59 1/2	59 1/8
Schlumberger	63 5/8	61 3/4
Texaco	62 7/8	62
UAL Corp. (ex-Allegis)	144	145 1/4
Union Carbide	18 3/4	18 3/8
United Tech.	54 1/4	57
Westinghouse	15 3/4	15 3/8
Xerox Corp	73	73 3/8

TOKYO

Incertaine

INDICE NIKKEI

-0,11 %

Triste semaine à la Bourse de Tokyo. A l'envolée des dernières journées de juillet (+ 3,3 %) a succédé une période calme reflétant l'incertitude ambiante. L'indice Nikkei a subi un recul de 0,11 %, affecté par les turbulences du système monétaire européen et par les incertitudes politiques japonaises. Le volume d'échanges quotidien est resté modeste avec environ 243,3 millions d'actions contre 257,3 millions la semaine précédente.

Après avoir ouvert la semaine en baisse à 20 335,83 points, l'indice Nikkei a encore cédé du terrain lundi (- 0,2 % à la clôture), les investisseurs étant découragés par l'appréciation du yen après l'afflux de capitaux en provenance des places européennes. L'indicateur de tendance s'est ressaisi mardi (+ 0,07 %) et a clôturé mercredi à 20 497,55 points (+ 0,70 %) sous l'effet d'achats de valeurs liées à l'indice. Le Nikkei reculait jeudi (- 0,35 %) après deux jours de progression et sous le poids des prises de bénéfices des fonds publics. Le repli s'est poursuivi vendredi (- 0,3 %), le yen continuant à s'apprécier face au dollar. Les investisseurs demeuraient préoccupés par la bataille de procédure retardant la relève du gouvernement Miyazawa.

Indices du 6 août : Nikkei 20 357,94 (c. 20 380,14) ; Topix 1 6 54,59 (c. 1 659,91).

	Cours 30 juillet	Cours 6 août
Ajinomoto	1 380	1 340
Bridgestone	1 280	1 260
Canon	1 380	1 360
Fuji Bank	2 510	2 510
Honda Motors	1 390	1 370
Matsushita Electric	1 330	1 350
Mitsubishi Heavy	660	666
Sony Corp.	4 500	4 420
Toyota Motors	1 640	1 660

LONDRES

Nouveau sommet + 1,5 %

La réorganisation du système monétaire européen (SME) a dopé la Bourse de Londres, qui a terminé sur un record cette semaine, dans l'anticipation d'une vague de baisses des taux d'intérêt en Europe. L'indice Footsie a enregistré un gain hebdomadaire de 1,5 %, terminant sur un record en clôture de 2 969,8 vendredi. En Grande-Bretagne, l'annonce d'une hausse de 1,5 % de la masse monétaire en juillet, portant sa progression sur un an à 4,8 %, a montré que la reprise économique se poursuit et qu'une baisse immédiate des taux d'intérêt n'est pas indispensable.

Mais les entreprises exportatrices et les titres liés à la consommation ont bénéficié des prévisions d'une détente du loyer de l'argent sur le continent, qui devrait y relancer la croissance et stimuler la demande pour les exportations britanniques.

Indices « FT » du 6 août : 100 valeurs, 2 969,8 (c. 2 926,5) ; 30 valeurs, 2 360,8 (c. 2 317,6) ; fonds d'Etat 100,39 (c. 99,17) ; mines d'or 203,4 (c. 249,2).

	Cours 30 juil.	Cours 6 août
Allied Lyons	5,73	5,96
BP	3,08	3,08
BTR	3,78	4,06
Cadbury	4,89	4,82
De Beers	12,93	12,25
Glaxo	5,47	5,30
GUS	35,50	36
ICI	6,88	6,74
Reuters	14,38	15,38
RTZ	6,72	6,74
Shell	6,41	6,38
Unilever	9,85	9,62

FRANCFORT

Optimisme + 3,66 %

Les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt ainsi que la faible dépréciation du franc par rapport au deutschemark après l'élargissement des marges de fluctuation au sein du SME ont provoqué une douce euphorie à la Bourse de Francfort. L'indice DAX a terminé vendredi à son plus haut de l'année, progressant en l'espace d'une semaine de 3,66 %.

Autre motif de réjouissance : la baisse du taux de prise en pension, laissant espérer un recul des taux d'intérêt directeurs dès la rentrée. « *Ces anticipations ont notamment profité aux valeurs des assurances et des banques* », ces dernières ayant en outre annoncé des résultats très satisfaisants pour le premier semestre 1993, indique la WestLB. Vendredi, les cours de l'action Volkswagen demeuraient inchangés à quelques heures de la réunion de son conseil d'administration consacré au conflit l'opposant à General Motors.

Indice DAX du 6 août : 1 869,38 (c. 1 803,23).

	Cours 30 juill.	Cours 6 août
AEG	167,10	168,50
BASF	227	253,80
Bayer	289,50	292,70
Commerzbank	311	328
Deutschebank	737	773
Hoechst	270	275
Karstadt	581	605
Mannesman	297,80	309,20
Siemens	647,80	666
Volkswagen	348,20	374

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Le Danemark reconstitue ses réserves

Le Danemark est actuellement l'emprunteur le plus en vue de tout le marché international des capitaux. Ce pays, qui a été une des principales victimes de la crise monétaire de juillet, est en train de reconstituer les réserves de devises de sa banque centrale, ce qui le conduit à emprunter des montants élevés. Sa dernière transaction, qui porte sur 1,3 milliard de livres sterling, a remporté un vif succès auprès des investisseurs et on s'attend qu'elle soit suivie prochainement d'une opération en deutschemarks et peut-être d'une autre en francs français.

Il est difficile d'évaluer quel sera le volume de ces opérations allemande et française. Elles promettent d'être importantes mais normalement elles devraient être plus petites que l'emprunt en livres qui, à lui seul, a déjà permis au pays de reconstituer la moitié des réserves perdues à la fin du mois de juillet pour défendre sa monnaie contre les attaques de la spéculation. Les réserves de devises de la banque centrale danoise étaient alors tombées en quelques jours de 60 à 35 milliards de couronnes.

En fait, un élément complique toutes les prévisions. Le Danemark est en train de réexaminer sa politique d'emprunts internationaux, et à Copenhague, on s'inquiète de la composition de la dette du pays. D'aucuns s'interrogent sur la place prépondérante prise par les devises qui font partie du système monétaire européen et estiment que leur poids devrait diminuer au profit de devises plus stables.

La question est très délicate. Pour y répondre, les spécialistes s'arment de modèles mathématiques et leurs ordinateurs leur fournissent toutes sortes de programmes évaluant les risques et les coûts liés aux différentes monnaies d'emprunt qui entrent en ligne de compte. Si les conclusions de leurs études étaient en faveur d'un recours accru au dollar des Etats-Unis par exemple, il est évident que cela se ferait au détriment de devises telles que le mark ou le franc.

Trois emprunteurs français de premier plan, la SNCF, le Crédit local et le Crédit lyonnais, ont sollicité le marché international dans la première semaine du mois d'août, se présentant tous dans le même compartiment, celui de l'eurodollar canadien où leurs opérations d'une durée de quatre ans ont été bien accueillies. C'était pour eux un moyen détourné d'obtenir des fonds en d'autres monnaies. Le marché se prêtait en effet à la conclusion d'intéressants contrats d'échange. La SNCF disposera finalement de francs français qui lui coûteront nettement moins de 6 % l'an, et le Crédit local obtiendra des dollars des Etats-Unis qu'il lui faudra rémunérer à taux variable, à un niveau de l'ordre d'une vingtaine de points de base (ou centièmes de point de pourcentage) inférieur à la référence du marché monétaire international, le Libor.

Emprunt record pour la Hongrie

Dans le compartiment de l'eurofranc français, il n'y a eu qu'une seule émission. Son montant, de 500 millions de francs, est moyen. Le débiteur est le Crédit local qui est l'emprunteur le plus fréquent de ce marché. Pourtant, en dépit de son apparence anodine, cette affaire a été une des plus en vue de la semaine. C'est l'emprunt classique le moins coûteux de sa catégorie à avoir été lancé depuis des années. Sa durée est de cinq ans et il revient à 5,96 % l'an au Crédit local. Cet emprunt a bénéficié d'un environnement particulièrement favorable. Il a été contracté lundi matin dans un marché qui réagissait de façon très positive aux décisions monétaires qui venaient d'être prises à Bruxelles. L'élargissement à 15 % des marges de fluctuation au sein du système monétaire européen avait alors conduit à une forte baisse des taux de rendement sur le marché obligataire. Ce mouvement s'est légèrement corrigé par la suite. En fin de semaine, un emprunt comparable aurait coûté à l'emprunteur nettement plus de 6 % l'an. La transaction était dirigée par Paribas et la Caisse des dépôts.

Parmi les autres événements de la semaine, la Banque européenne d'investissement s'est distinguée sur le marché de l'euromark où elle a réussi à lancer un emprunt de 500 millions de DM dont elle entend ne disposer que de la moitié du montant à la date du règlement. Elle s'est entendue avec la Commerzbank pour disposer du reste au cours des six prochains mois, au fur et à mesure de ses besoins. Le coût de son opération ne peut être évalué que de façon relative. Les différents tirages se feront tous à un niveau supérieur d'une même marge à celui des fonds d'Etat allemands.

Une seconde émission allemande a retenu l'attention. Il s'agit d'un euroemprunt de 1 milliard de marks pour une durée de dix ans, dont le bénéficiaire est la Banque nationale de Hongrie. C'est la première fois depuis 1987 que l'emprunteur est en mesure de lever des fonds pour une aussi longue durée. C'est également le plus grand euroemprunt hongrois jamais émis en marks. La transaction est dirigée par la Deutsche Bank. Elle a vu le jour peu après l'annonce que Budapest allait remplacer l'écu par le mark comme monnaie de référence. Son taux d'intérêt facial est de 8,75 %. Les obligations étaient au départ offertes aux investisseurs à un prix supérieur de 230 points de base à celui des valeurs du trésor de Bonn.

CHRISTOPHE VETTER

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Des taux sous haute surveillance

Les banques centrales des pays dont la monnaie vient de souffrir de la tempête monétaire européenne ont fait clairement savoir qu'elles n'abaisseraient pas dans l'immédiat les taux d'intérêt. Nécessité de reconstituer leurs réserves de changes, volonté d'éviter une dépréciation supplémentaire de leur monnaie, souhait d'afficher des politiques rigoureuses... autant d'éléments qui plaident pour un strict contrôle du crédit, au moins à très court terme.

La Bundesbank, elle, a apporté un peu d'optimisme aux marchés, en ramenant cette semaine le taux de ses prises en pension de 6,85 % à 6,70 %. Son président, Helmut Schlesinger, a ainsi tenu sa promesse d'approvisionner le marché au-dessous du taux de l'escompte, celui-là même qui avait accéléré la tempête monétaire le 29 juillet, lorsqu'il avait été maintenu à 6,75 %. La tourmente monétaire a beau être passée, la question est toujours la même : à quel rythme et jusqu'où la Buba assouplira-t-elle le crédit au cours des prochains mois.

Les responsables monétaires d'outre-Rhin ne cachent pas leur satisfaction d'être libérés de leur obligation d'intervenir aux anciennes marges, une action qui leur déplaît, notamment parce qu'elle les oblige à créer de la monnaie, phénomène jugé nuisible à la stabilité monétaire. Mais, par ailleurs, la sévérité de la récession les incite à faire des gestes supplémentaires. L'un des déterminants essentiels de la future politique monétaire allemande sera bien sûr l'évolution de l'inflation, dont il est difficile de dire pour l'instant si elle se ralentira, ou si sa composante structurelle est désormais forte.

Les records du « notionnel »

En France, les taux à court terme restent très tendus, et le seront problablement au cours des prochaines séances. La Banque de France, qui a voulu signifier que la tempête était passée, a rétabli vendredi 6 août les pensions à 5-10 jours – supprimées jeudi 22 juillet pour contrer la spéculation – mais maintenu le taux exceptionnel de 10 %, contre 7,75 % avant la crise. Le vrai signal de l'assouplissement serait le retour rapide à ce dernier taux. Mais lors de la crise de septembre 1992, les pensions avaient été ramenées de 13 % à 10,50 % seulement à la fin octobre.

Sur les échéances très courtes, les taux de marché atteignent jusqu'à 12 %, mais baissent déjà à 8 % sur trois mois. Le MATIF et les taux longs ont d'ailleurs profité à plein de la tourmente, les opérateurs anticipant de plus en plus un assouplissement du crédit à échéance de quelques mois. Sur le marché à terme, le contrat notionnel continue d'engranger les records, jusqu'à 121,90 le 3 août et 122,14 le 6, contre 121,12 le 30 juillet.

Quant à l'adjudication mensuelle d'OAT, jeudi 5 août, elle s'est déroulée dans un très bon climat, le Trésor allant jusqu'à émettre des obligations à 30 ans, pour la première fois depuis avril. Sur cette tranche à 8,5 %, très demandée et dont 6 milliards ont été adjugés, le rendement s'est établi à 7,20 %, tandis que celui de l'OAT 10 ans 6,75 % est ressorti à 6,46 %, pour un montant servi de 13 milliards. En avril, le 30 ans avait été émis à 7,61 %, et lors de l'adjudication de juillet, le dix ans atteignait 6,72 %. Vendredi, l'OAT 10 ans clôturait même à 6,35 %. Ce résultat met un peu de baume au cœur des autorités monétaires. Les taux à dix ans sont quasiment égaux à ceux de l'Allemagne (à deux ou trois points de base près); Londres, qui avait nettement assoupli le crédit après la sortie de la livre du SME, en septembre, voit encore ses emprunts à long terme porter un taux d'intérêt plus élevé que ceux de Francfort (50 points de base environ).

F. L.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 2 AU 6 AOUT 1993
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-
New-York	1,4930	-	16,7504	66,4011	58,6166	2,7663	52,1241	0,00622
	1,4800	-	17,9899	65,7030	57,4548	2,7345	58,9424	0,00618
Paris	8,9132	5,9700	-	396,4143	349,9414	16,5145	311,1806	3,7104
	8,8504	5,9800	-	392,9041	343,5794	16,3522	304,6358	3,6971
Zurich	2,2485	1,5060	25,2261	-	88,2767	4,1660	78,4988	0,9360
	2,2526	1,5220	27,3932	-	87,4461	4,1619	77,5344	0,9410
Francfort	2,5471	1,7060	28,5762	113,2802	-	4,7192	88,9236	1,0603
	2,5759	1,7405	29,5334	114,3561	-	4,7594	88,6653	1,0760
Bruxelles	53,9720	36,15	6,0553	24,0040	21,1899	-	18,8428	2,2467
	54,1236	36,57	6,0947	24,0276	21,0112	-	18,6296	2,2609
Amsterdam	2,8643	1,9185	321,3567	1,2739	112,4560	5,3070	-	1,1923
	2,9052	1,9630	332,4079	1,2897	112,7836	5,3677	-	1,2136
Milan	2402,24	1609,00	269,5142	1068,3931	943,1419	44,5089	838,6760	-
	2393,98	1617,50	275,9918	1062,7464	929,3307	44,2302	823,9939	-
Tokyo	155,94	104,45	17,4958	69,3559	61,2250	2,8893	54,4435	0,0649
	154,88	104,65	21,5724	68,7582	60,1264	2,8616	53,3112	0,0646

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 6 août, 5,7156 F contre 5,7142 F le vendredi 29 juillet.

□ **Le Crédit Lyonnais valorisé à 42 milliards de francs.** – Le Crédit lyonnais est valorisé 42 milliards de francs selon un avis paru mercredi 4 août au BALO (Bulletin des annonces légales obligatoires). Cet avis précise les modalités de l'opération qui verra la banque publique reprendre le solde de la participation de Thomson-CSF dans leur filiale commune Altus Finance. Le Crédit lyonnais doit prochainement acquérir la participation résiduelle de 32 % que détient encore Thomson-CSF dans Altus Finance. Cette participation est valorisée à 3,444 milliards de francs selon le BALO. En échange, Thomson-CSF souscrira à une augmentation de capital réservée du Crédit lyonnais.

DEVISES ET OR

Le SME meurtri

Le SME est-il mort ou seulement blessé ? Pourra-t-il un jour reprendre ses forces, et si oui, à quelle vitesse ? Voilà les principales questions que se posent les opérateurs depuis lundi 2 août où, aux premières heures du matin, le comité monétaire a publié un communiqué amendant considérablement le mécanisme de change européen. Avec 15 % de fluctuations de part et d'autre du taux pivot, contre 2,25 % auparavant, une Italie et une Grande-Bretagne choisissant de rester en dehors du système, le SME d'août 1993 ressemble bien peu à celui de ces dernières années.

Chacun y va de son avis. Pour certains, la solution trouvée par les grands argentiers à Bruxelles est la moins mauvaise possible, elle conserve les principes fondamentaux du SME et ne remet pas en cause les progrès vers l'Union économique et monétaire. Pour d'autres, la crise de juillet sonne le glas d'un parcours prévisible vers la monnaie unique : l'esprit du SME, à défaut de la lettre, a été remis en cause, et il sera impossible au cours des prochaines années de refaire le chemin déjà parcouru.

Quelques-uns, parmi les partisans de la première thèse, crient même au coup de génie. En accordant une fourchette de fluctuations très large, les responsables monétaires ont durablement désorienté les spéculateurs. La plupart des spécialistes reconnaissant qu'il est impossible de freiner les transactions spéculatives sur les marchés des changes – ceux-ci disposent d'instruments de plus en plus sophistiqués, les places sont de plus en plus délocalisées, la taxation des opérations est inconcevable, – le seul moyen de lutter contre la spéculation est de brouiller ses repères. Une philosophie qui rappelle un peu celle du groupe des Sept après l'accord du Louvre (en février 1987), où les grands pays industriels avaient donné une direction claire aux marchés – stabiliser le dollar – en utilisant des fourchettes de fluctuations secrètes.

Le communiqué publié le 2 août à Bruxelles par les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales donne également une direction (*« la grille actuelle des parités est pleinement justifiée »*). Reste à savoir si eux aussi mettront en place une stratégie secrète pour obtenir une plus grande stabilité des changes. D'ores et déjà, les Pays-Bas, dont la monnaie, très étroitement liée au mark, n'a pas subi d'attaques, ont fait savoir officiellement qu'ils s'en tiendraient à la marge antérieure de 2,25 %. Le Danemark et la Belgique auraient l'intention d'en faire autant, mais une annonce officielle risquerait d'attiser de nouveau la spéculation.

Le devenir de la coopération multilatérale

Quant à la France, ses dirigeants sont de toute évidence attirés par une telle perspective, et toutes les déclarations gouvernementales de ces derniers jours ont insisté sur la stabilité du franc. Si l'axe franco-allemand est, à en croire les participants au sommet économique et financier bilatéral du 3 août, sorti renforcé de l'épreuve, il est encore tôt pour prédire si la coopération multilatérale au sein du SME pourra elle aussi être renforcée. Les pays du Benelux ont clairement fait comprendre qu'ils s'opposaient à l'axe dominant franc-mark. Alors que vendredi 30 juillet au soir, les responsables français et allemands tenaient une réunion secrète en France visant à organiser une sortie du mark et du florin, la Belgique et le Luxembourg ont bloqué le projet au cours du week-end, affirmant qu'ils tenaient dans tous les cas à suivre la monnaie allemande, et non à rester membres d'un éventuel SME privé de sa traditionnelle ancre.

Jusqu'à présent, la dévaluation de la monnaie française, si elle est réelle, n'en est pas moins limitée. Après un plus haut de 3,53 francs atteint le 2 août, le cours de la monnaie allemande est progressivement revenu dans une fourchette de 3,46-3,48 francs. Il faut dire que le maintien de taux d'intérêt élevés et le processus de reconstitution des réserves de change brouille pour l'instant les cartes. Un dosage subtil entre la parité de change et les taux d'intérêt est nécessaire pour que la Banque de France parvienne à récupérer dans de bonnes conditions les 300 milliards de francs estimés avoir été mis en jeu dans la bataille pour la survie du SME. On sait d'ores et déjà que la variation nette de la position en devises a atteint 100 milliards de francs entre le 22 et le 29 juillet, date à laquelle les réserves étaient légèrement négatives. Il faudra attendre encore une semaine pour connaître le coût du « vendredi noir », le 30 juillet, au cours duquel la Banque de France avait laissé le franc glisser jusqu'à son plancher d'alors face au mark (3,4305 francs) pour tenter de défendre cette ultime barrière.

Les autres monnaies du SME se trouvent également en phase de convalescence, les taux d'intérêt restant élevés presque partout. Seule l'Espagne a pris ces derniers jours deux mesures audacieuses : d'une part, la baisse du taux d'intervention, d'autre part, l'annonce d'un plan d'austérité prévoyant la réduction des dépenses publiques et l'augmentation du prix de l'essence.

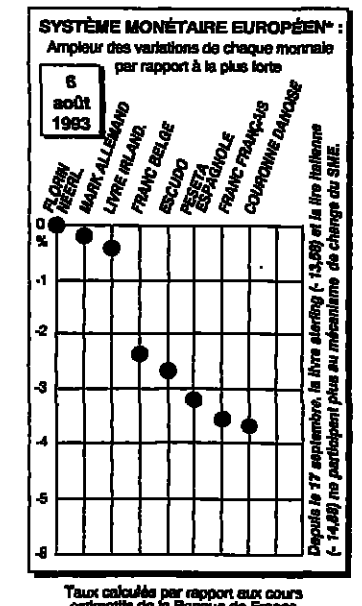
Quant au dollar, il n'a pas durablement profité de la tempête monétaire européenne. Après une poussée à 6,10 francs le 2 août, il s'est maintenu aux alentours de 5,95 francs et 1,7150 DM (5,93 francs et 1,70 DM en toute fin de semaine) et s'est surtout affaibli face au yen. La reprise du dollar, tant voulue par les industriels européens soucieux de doper leur compétitivité, est encore ténue.

FRANÇOISE LAZARE

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 30-7-93	Cours 6-8-93
Or fin (kilo en barre)	78 500	72 100
– (kilo en lingot)	78 550	72 450
Pièce française (20 F)	435	401
● Pièce française (10 F)	423	390
Pièce suisse (20 F)	437	416
Pièce latine (20 F)	439	416
● Pièce tunisienne (20 F)	423	424
Souverain	552	526
● Souverain Elisabeth II	540	535
● Demi-souverain	300	285
Pièce de 20 dollars	2 880	2 735
– 10 dollars	1 440	1 310
● – 5 dollars	735	735
– 50 pesos	2 885	2 800
● – 20 marks	521	521
– 10 florins	455	420
● – 5 roubles	284	280

● Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.



Taux calculés par rapport aux cours estimatifs de la Banque de France

MATIÈRES PREMIÈRES

Les céréales en trompe l'œil

Galvanisés par les inondations dans le Middle-West des Etats-Unis – la crue du Mississippi a atteint ces derniers jours une hauteur record de quatorze mètres – et une demande chinoise accrue, les cours des céréales à Chicago, n'ont cessé de grimper, s'établissant à 68 francs le quintal cette semaine.

Si l'actualité politique reste dominée par le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), la réalité du marché est marquée par les conditions météorologiques. Les opérateurs n'hésitent pas à évoquer le règne du *« weather market »* (le « marché du temps », au sens climatique du terme), car ce n'est pas seulement aux Etats-Unis, mais en Europe, et particulièrement en France, que le déroulement des moissons est retardé ou la récolte détruite par la pluie ou la grêle.

La Chine, important producteur, mais aussi importateur de céréales – ses besoins sont colossaux – doit aussi affronter les caprices du temps : inondations dans le Centre (des centaines de milliers d'hectares seraient endommagés) et... sécheresse dans le Nord ! L'Inde, victime d'une très forte mousson, ne connaît pas un sort plus enviable.

Sombres perspectives

En attendant plus de précisions à propos des volumes et des qualités des récoltes détruites, les vendeurs restent en retrait, observant la fermeté des cours. Face à cette faiblesse de l'offre, la demande se fait, bien sûr, plus pressante, et les cours s'envolent. L'activité sur l'orge toutefois est moins vive que sur le blé et le maïs, plus vitaux.

Force est de constater néanmoins qu'en dépit de cette animation de façade, la quasi-totalité des exportations européennes s'effectue à partir de stocks soumis à intervention, ce qui signifie que la marchandise est achetée par Bruxelles puis entreposée en attendant des jours meilleurs. Et lorsqu'il ne s'agit pas de cette pratique, ce sont les fameuses ventes subventionnées qu'affectionnent particulièrement les Etats-Unis. Le département américain de l'agriculture (USDA) a ainsi révélé que le Maroc venait d'acheter 260 000 tonnes de blé de cette origine et que ce pays disposait d'une ligne de crédit pour un quota de 2,5 millions de tonnes.

Même si le marché s'emballe ces jours-ci, les perspectives pour la saison à venir demeurent compromises. Le marché des céréales reste un château de cartes, un marché à crédit. Les chiffres récents publiés par l'IWC (International Wheat Council, ou Conseil international du blé), cet organisme qui émet régulièrement des statistiques non seulement sur le blé, mais sur toutes les céréales, en sont une preuve supplémentaire. Le constat est accablant : les échanges mondiaux baissent chaque année davantage ; la dernière campagne, qui s'est achevée au mois de juin, n'a pas dérogé à la règle, le volume des ventes a diminué de 4 millions de tonnes par rapport aux 95 millions de tonnes habituellement commercialisées (pour une production de 535 millions).

La Chine, il est vrai, sur cette période, n'avait aucune raison d'augmenter ses importations, la moisson était exceptionnelle. Quels que soient les espoirs que suscite le comportement actuel des dirigeants de Pékin, manifestement aux abois, et de toute façon plus présents sur le marché de l'ensemble des matières premières, une réalité reste indéniable : entre juin 1992 et juin 1993, l'empire du Milieu a réduit de moitié ses acquisitions par rapport à la période précédente. Dans les années à venir, le Conseil international du blé prévoit cependant que ce pays restera au niveau des importations actuelles (environ dix millions de tonnes de blé par an), étant donné le goût des Chinois pour les produits fabriqués à base de farine. Autre pôle d'achat : l'ancienne Union soviétique qui, elle aussi – le phénomène est connu, – diminue ses achats, faute de devises. Le Conseil international du blé s'empresse d'ajouter que ces baisses s'effectuent *« dans des proportions moindres que celles auxquelles on s'attendait »*. Toutefois, la situation économique de ces pays a affecté leurs achats non seulement en quantité, mais aussi en qualité. La baisse des récoltes ne se traduit pas automatiquement par une hausse des importations. Les *« mesures d'encouragement »* diverses, ainsi que les programmes alléchants de crédits proposés par les Etats-Unis n'y changent rien : les importations de blé et de farine de l'ancienne Union soviétique se stabilisent, depuis son éclatement, autour de 11,5 millions de tonnes. En outre, la demande en blé fourrager, importante naguère, plus faible ces dernières années, traduit le déclin toujours plus prononcé de l'élevage.

Pour des motifs différents, le Japon ne provoque guère plus de surprises. Le quatrième importateur du monde achète 5,5 millions de tonnes de céréales par an et s'en tient là. Seule l'Afrique, en raison de mauvaises récoltes répétées, renforce ses importations de blé et de farine. Mais peut-on s'en réjouir ? La plupart des échanges s'effectuent au titre de programmes d'aide alimentaire.

MARIE DE VARNEY

□ Erratum. – Dans la chronique intitulée « La ruée sur le café » (*le Monde* daté 1er-2 août), une erreur de transmission nous a fait écrire que les torréfacteurs étaient habitués à s'approvisionner à *« flux tendres »* et que le marché fonctionne sur des *« croissances »*. Il s'agissait bien sûr de *« flux tendus »*, et de *« croyances »*.

PRODUITS	COURS DU 30-7
Cuivre h. g. (Londres) Trois mois	1 951 (– 16) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 222 (+ 3) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	4 910 (– 25) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Octobre	285 (+ 35) Dollars/tonne
Café (Londres) Septembre	1 128 (+ 90) Dollars/tonne
Cacao (New-York) Septembre	932 (– 7) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Septembre	309 (+ 5) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Septembre	241 (+ 6) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Septembre	216,9 (– 5,5) Dollars/t. courte
Pétrole (Londres) Septembre	16,46 (– 0,31) Dollars/baril

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Un référé contre le feuilleton de l'été de France 2

«Le Château des Oliviers» fait l'objet d'une accusation de plagiat

Michèle de Jais, secrétaire médicale à Marseille, conteste l'originalité du scénario du feuilleton que France 2 diffuse cet été, «le Château des Oliviers», coécrit par Frédérique Hebrard et François Weil. Elle a saisi en référé le tribunal de Paris, vendredi 30 juillet. Selon Mme de Jais, le feuilleton, coproduit par Hamster-Production et France 2, ainsi que le roman du même nom publié par Flammarion contiennent des ressemblances manifestes avec un synopsis, *Feudal*, dont Mme de Jais est l'auteur. *Feudal* avait été déposé chez Me Bagnol, huissier de justice à Aubagne, en 1986, et proposé un an après à diverses maisons de production (dont Hamster) qui ne l'avaient pas retenu. Ce sont les proches de Mme de Jais qui, frappés par des similitudes entre les deux textes, l'auraient avertie d'une éventuelle imposture.

Mme Hébrard, qui se défend de l'accusation de plagiat, a déclaré à l'agence Associated Press : «*Je ne connais pas cette dame. Je n'ai jamais rien lu d'elle. Ce n'est pas la première ni la dernière fois qu'on racontera l'histoire d'une femme qui défend sa maison. La famille, la maison, la terre, les origines, les racines tiennent une grande place dans ma littérature. Je sais que* [Mme de Jais] *parle aussi d'archéologie mais moi, je suis petite-fille d'archéologue. J'ai grandi dans les musées, dans les fouilles, dans les antiquités. Vraiment, je ne me sens pas du tout concernée.*» L'affaire, qui aurait dû être plaidée le 5 août, a été renvoyée au 13 septembre. Un expert pourrait être désigné afin d'établir ou non la contrefaçon.

L'acquisition de Desfossés International par LVMH

Hannover Rück conteste le rachat de « la Tribune »

Le rachat de Desfossés International (groupe propriétaire de *la Tribune Desfossés* et de l'*Agefi*) par Bernard Arnault, PDG de LVMH (*le Monde* du 7 août), a fait un mécontent, Markus Kerber. Représentant de Hannover Rückversicherung, compagnie d'assurances allemande actionnaire du groupe Desfossés International, M. Kerber s'est opposé depuis le début à une reprise du groupe Desfossés par Bernard Arnault. Selon lui, la solution LVMH s'effectue au détriment de l'entreprise et ne favorise que les intérêts des banquiers, notamment le Crédit national. Les 110 millions de francs que M. Arnault s'apprête à investir iraient, pour partie, dédommager les banques créancières.

Formé à la pratique des affaires en Allemagne, M. Kerber s'étonne qu'en France un assureur comme La Mondiale puisse manquer à sa parole et adhérer, en vingt-quatre heures, à une solution LVMH qu'il combattait auparavant. Cette volte-face cache-t-elle un traitement de faveur de certains créanciers par LVMH ? M. Kerber trouve, en tout cas, étonnant que les 9 millions de francs mis en compte courant dans *la Tribune* par La Mondiale ne paraissent pas avoir souffert de la réduction de capital qui affecte tous les autres actionnaires et créanciers.

Vendredi 6 août, M. Kerber avait à répondre d'une action en référé pour «*abus de minorité*» engagée par M. Ghosn, actuel PDG du groupe de presse, devant le tribunal de commerce. Tout au long de l'audience, M. Kerber s'est défendu en expliquant au juge que c'est précisément son opposition à une solution LVMH qui a été à l'origine de l'amélioration continue de l'offre financière de Bernard Arnault. Celle-ci était à l'origine de 80 millions de francs contre 110 millions aujourd'hui.

□ **Ciment : le numéro un mondial Holderbank prend le contrôle d'une société au Maroc.** – Le numéro un mondial du ciment, le suisse Holderbank, a acquis une participation de 51 % dans la Cimenterie de l'Orient (CIOR) au Maroc, a indiqué, jeudi 5 août, un communiqué du groupe. L'acquisition a été réalisée dans le cadre du programme de privatisations du gouvernement marocain. Cette entrée sur le marché marocain s'inscrit dans la stratégie de diversification géographique de Holderbank, précise le groupe. CIOR, qui détient un quart du marché marocain du ciment, possède des usines à Oujda et Fès ainsi que des installations de transbordement à Casablanca. En 1992, Holderbank a dégagé un bénéfice net de 390 millions de francs suisses (1,5 milliard de francs français). – *(AFP.)*

□ **Le PDG de Bernard Tapie Finance est mis en examen dans le cadre de l'affaire Testut.** – Ellie Fellous, PDG de la société Bernard Tapie Finance (BTF) et de sa filiale Testut (instruments de pesage), a été mis en examen, vendredi 6 août, à Béthune (Pas-de-Calais), par les juges d'instruction Philippe Vandingenen et Benoît Persyn en charge de l'enquête sur d'éventuelles malversations financières (*le Monde* du 29 juillet). Les deux magistrats avaient organisé, vendredi, une confrontation entre M. Fellous et Laurent Barlési, conseiller financier de l'ancien directeur général de Testut, Bruno Flocco.

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 7 août 1993 a été tiré à 450 607 exemplaires.

En présence de nombreuses personnalités étrangères

Les funérailles nationales de Baudouin Ier ont été suivies par des dizaines de milliers de Belges

Les funérailles nationales du roi Baudouin Ier, décédé une semaine auparavant en Espagne, ont eu lieu samedi 7 août à Bruxelles, en présence de nombreuses personnalités étrangères et de dizaines de milliers de citoyens du royaume.

Vers 9 h 45, le cercueil du roi défunt, recouvert du drapeau tricolore et porté par huit hommes, a quitté le palais royal, salué par vingt et un coups de canon, pour se diriger, à travers les rues de la capitale, vers la cathédrale Saint-Michel. Posé ensuite sur un affût de canon tiré par un véhicule blindé, et précédé par des lanciers, il était suivi à pied par la reine Fabiola, vêtue de blanc, la famille royale et les invités, à commencer par le roi Juan Carlos d'Espagne et son épouse, Sophie, ainsi que l'empereur Akihito du Japon. Sous un temps ensoleillé, le cortège a atteint vers 10 h 30 Saint-Michel où s'est déroulé l'office religieux. Un peu plus de deux heures plus tard, Baudouin Ier devait être inhumé dans la crypte royale en l'église Notre-Dame de Laeken.

Une demi-douzaine de têtes couronnées d'Europe et de nombreux chefs d'Etat, les présidents israélien et égyptien, accompagnés des présidents rwandais et burundais – deux anciennes colonies belges en Afrique – ont notamment assisté aux cérémonies.

La reine Elizabeth d'Angleterre participait ainsi pour la première fois à des funérailles officielles à l'étranger. De même, la venue de l'empereur du Japon est exceptionnelle. Quant à la France, elle était représentée par M. et Mme Mitterrand et Mme Simone Veil.

L'absence remarquée de Bill Clinton

En revanche, la représentation des États-Unis a suscité une certaine déception en Belgique. Deux jours après avoir annoncé que la délégation américaine serait menée par l'ancien vice-président et ambassadeur désigné au Japon Walter Mondale, la Maison Blanche a diffusé un nouveau communiqué vendredi pour annoncer que la délégation serait en fait dirigée par l'ancien président Gerald Ford. Le porte-parole de la Maison Blanche a également indiqué que le président Bill Clinton «*regrette profondément*» de ne pas pouvoir assister aux funérailles. Le vice-président Al Gore était, pour sa part, retenu à Washington par le vote, vendredi au Sénat, du programme économique de M. Clinton. Le choix initial de M. Mondale avait étonné les milieux diplomatiques à Bruxelles, certains déclarant qu'«*on attendait un plus grand format au moment où la Belgique préside la Communauté européenne*».

Vendredi, plusieurs dirigeants étrangers présents à Bruxelles, dont le roi d'Espagne Juan Carlos et la reine Sophie, ainsi qu'une vingtaine d'invités personnels de la reine Fabiola, avaient été les derniers à venir s'incliner devant la dépouille mortelle du roi, tandis qu'à New-York les quinze membres du Conseil de sécurité de l'ONU observaient une minute de silence.

Un pays rassemblé autour de son roi

BRUXELLES

de notre correspondant

«*Les sceptiques, les blasés, les indifférents, les inquiets, s'interrogent quelquefois sur le sentiment monarchique dans notre pays. La réponse, elle est dans cette foule immense qui dépasse ce qu'aucune «marche sur Bruxelles» a jamais rassemblé*». Ainsi Jacques Franck, directeur de la rédaction de *la Libre Belgique*, commente-t-il l'hommage rendu par les Belges à leur roi. Les «marches sur Bruxelles», ce sont les grands rassemblements organisés dans la capitale par les Flamands dans les périodes de tensions linguistiques, ces images de haine et de violence latente avec lesquelles contrastent si fortement celle du peuple rassemblé de ces derniers jours.

Il est trop tôt pour tirer des conclusions politiques de l'émotion qui a saisi le royaume. Trop tôt pour compter les «unitaristes» et les «séparatistes», ceux-ci pouvant difficilement se manifester à l'occasion d'un deuil. Sauf législatives anticipées, il faudra attendre les élections européennes de juin et les communales d'octobre 1994 pour savoir quel enseignement les partis tireront éventuellement des événements, dans leur programme, et quel sera le jugement des électeurs. Mais ce qu'on a vu permet de mesurer la pérennité du rôle de la monarchie en Belgique.

Les problèmes de l'heure, dans un pays divisé, ont conféré une dimension supplémentaire aux grandioses funérailles de Baudouin. Les obsèques de trois au moins des quatre rois qui l'avaient précédé suscitèrent également une extraordinaire ferveur. Léopold III (1901-1983), son père, fut enterré dignement avec l'hommage de ceux qui pensaient que l'histoire avait été injuste pour lui. Il planait néanmoins sur le cortège l'ombre de l'abdication, le 16 juillet 1951, pour attitude jugée ambiguë à l'égard de l'occupant allemand, les déchirements qui s'ensuivirent entre Flamands, à l'époque majoritairement acquis au trône, et les Wallons tentés par la république.

Du temps de la radio à celui de la télé

Le mérite de Baudouin est d'avoir enlevé à ce débat tout caractère d'actualité en se plaçant dans une position d'arbitre et de conseiller au-dessus des communautés linguistiques et en jouant un rôle dont la simple lecture des articles de la Constitution ne permet pas de mesurer l'importance réelle. Cette Constitution atrocement compliquée et encore si marquée par l'époque (1830) où le Congrès vota sa première mouture. Par exemple (article 62) : «*Le roi ne peut être en même temps chef d'un autre Etat, sans l'assentiment des deux Chambres.*»

Par sa beauté, la mère de Baudouin, Astrid, princesse de Suède, a fait rêver plusieurs générations de philatélistes sur ces timbres belges de l'entre-deux-guerres qui furent la meilleure publicité du royaume. Avec Albert Ier (1875-1934), grand-père de Baudouin et du futur Albert II, on était dans le monde magique de *l'Illustration*. Les rangs compacts d'anciens combattants dont les drapeaux flottaient dans une bise d'hiver quand il fallut le conduire à sa dernière demeure après sa chute d'alpiniste à Marche-les-Dames, ce rocher en surplomb de la Meuse, rappelaient le passé du «roi chevalier». Celui qui avait organisé la résistance aux Allemands sur l'Yser, sans pour autant accepter la stratégie sanglante de l'état-major français.

Déjà, le problème linguistique se posait. Ce qu'on appelle le Mouvement flamand s'est alimenté dans le ressentiment de la troupe conduite au feu par des officiers qui ne parlaient que le français. Il avait pourtant été le premier souverain belge à prêter serment dans les deux langues.

Parmi les Belges qui «zappaient», samedi, entre la télévision nationale, TF 1 et France 2, certains se rappelaient ces funérailles d'Albert Ier, en février 1934, qui furent un grand moment de radio. S'il y eut, avant les déceptions futures, un moment où un sentiment d'unité nationale exista aussi intensément que samedi, ce fut pendant les minutes où un micro judicieusement placé près de l'animal par un reporter de génie fit entendre sur toutes les ondes le pas de Titanic, cheval préféré du défunt – le cou crêpé et la selle flanquée d'un sabre – martelant les pavés de la capitale.

Deux millions de Belges, sur les sept que comptait alors le pays, assistèrent aux cérémonies. On se demandait vendredi si l'existence de la télévision empêcherait de battre ce record. Débat cornélien : fallait-il décider patriotiquement de grossir encore davantage les rangs de la figuration sur les trottoirs de la capitale en deuil; ou bien rester chez soi et comparer dans son fauteuil les prestations des grands commentateurs belges avec celles de Gonzague Saint-Bris, Bernard Volker et Léon Zitrone?

Ce qui fait l'intérêt des cinq règnes qui auront précédé celui d'Albert II depuis l'indépendance de la Belgique, c'est leur exceptionnelle longueur et les personnalités fortes et contrastées de ceux qui les assumèrent. Léopold II (1835-1909) mourut dans la religion catholique mais en laissant le souvenir de sa vie sentimentale tumultueuse.

Le 17 décembre 1909, raconte *le Soir*, «*les colonnes de journaux ne sont pas remplies que du programme des funérailles ou des hommages au défunt : de longs comptes rendus d'audience détaillent les démêlés de la succession et l'imbroglio du mariage morganatique que le roi aurait contracté quelques jours avant sa mort*». Celui qui se présentait comme «*un trop grand roi pour un trop petit pays*» fut à l'origine de l'épopée coloniale au Congo. Quand il trépassa, a rappelé la télévision francophone dans un programme spécial, «*la Belgique était la neuvième puissance du monde.*»

Léopold Ier (1790-1865), qui épousa en 1832 Louise-Marie, fille aînée de Louis-Philippe, fut le seul souverain belge de confession protestante, ce qui posa quelques problèmes dans un pays déjà très catholique. Dans un article sur «*le faste des grandes pompes même quand le roi n'en veut pas*», *le Soir* raconte ses funérailles mouvementées : «*Il fallut de difficiles négociations entre la cour et l'archevêché sur le point de savoir comment la dépouille protestante entrerait dans l'église catholique où se trouvait la crypte royale. Finalement, à condition que les pasteurs n'entrent point, pas plus que les représentants maçonniques, le cortège fut admis par la porte de l'église.*»

Capacité d'adaptation

Les temps ont changé et aussi les liturgies. Pour l'office religieux, la reine Fabiola a elle-même souhaité une touche de modernité parmi les musiques de Bach, de Pergolèse et du Wallon Roland de Lassus. Entre deux prestations de José van Dam, rôle principal dans le film *le Maître de musique* de Gérard Corbiau, après avoir été le Leporello de Joseph Losey dans *Don Giovanni*, le programme de la cérémonie en la cathédrale Saint-Michel (ancienne collégiale Sainte-Gudule) comportait différentes «*communications*», dont une sur le sida.

Une façon de rappeler l'intérêt du défunt pour les problèmes de société, au-delà de la cuisine politicienne, et la capacité d'adaptation d'une monarchie dont nombre de Belges trouvent quand même qu'elle est peut-être un peu trop celle des catholiques pratiquants. Au royaume des paradoxes, le moindre de ceux-ci n'est pas la convergence de vues sur certaines questions entre le Palais et une fraction de l'électorat du Vlaams Blok, le seul parti qui ait boycotté ouvertement l'hommage au défunt. Certes, Baudouin était détesté par l'extrême droite flamande pour son discours tolérant sur l'immigration. Cependant, les intellectuels du Vlaams Blok n'en voulaient pas à sa personne mais à l'image unitaire qu'il incarnait. Son refus d'apposer sa signature sous la loi dépénalisant partiellement l'avortement leur convenait parfaitement.

De même que la base du Vlaams Blok dit qu'il est «*facile de prêcher la tolérance envers les immigrés quand on vit dans des palais*», de même certains libres penseurs, universitaires ou journalistes, en veulent à Baudouin d'«*avoir durablement culpabilisé les femmes qui doivent avorter, pour son confort moral personnel*» et jugent qu'il a outrepassé ses fonctions. On est loin du débat souvent trivial entre flamingants et wallingants. Cela montre à quel point la monarchie est omniprésente et façonne encore un des pays les plus démocratiques du monde.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

La préparation du 28e Congrès du PCF

Des militants communistes protestent contre l'abandon du centralisme démocratique

Deux militants du PCF, Georges Gastaud et Jules Molina, ont rendu public, vendredi 6 août, un texte signé par soixante-neuf membres du parti qui disent «*non à la social-démocratisation du Parti communiste français*» et affirment leur «*opposition fondamentale à l'orientation que Georges Marchais entend donner au 28e Congrès*» (prévu du 25 au 29 janvier 1994).

Ils estiment que l'abandon du centralisme démocratique, proposé par le secrétaire général du PCF le 16 juin devant le comité central (*le Monde* des 17 et 18 juin), «*ne constitue pas seulement un nouvel abandon des principes communistes et une rupture décisive avec l'héritage révolutionnaire du Congrès de Tours*», mais exprime «*l'indifférence proclamée de la direction du parti envers les difficultés du syndicalisme de classe et de lutte*» et représente un «*encouragement aux «refondateurs» qui planifient au grand jour la scission du parti*».

«*L'abrogation officielle du centralisme démocratique*, ajoutent-ils, *ne pourra qu'aggraver et multiplier les querelles de chefs, les comportements de notable, les attitudes électoralistes, tout ce qui, en un mot, dépossède les militants de leur souveraineté sur le parti.*»

Affirmant que «*du PCUS au PC italien l'abandon du centralisme démocratique fut l'ultime étape avant la liquidation pure et simple du Parti communiste*», les signataires concluent : «*Après le discrédit des réformistes, de Mitterrand à Gorbatchev, les travailleurs n'ont nul besoin d'une «refondation» social-démocrate, mais bien d'un renouveau révolutionnaire du PCF, d'un centralisme authentiquement démocratique dans la continuité des choix fondamentaux du Parti communiste fondé à Tours à l'appel de Lénine et de Vaillant-Couturier.*»

□ **Création d'un parti des Verts à Mayotte.** – Un parti des Verts a été créé à Mayotte et reconnu comme tel par le collège exécutif de la formation écologiste à Paris. Son secrétaire est Ahamada Salime. Les Verts sont la troisième formation politique de la métropole, après le RPR et le PS, à s'implanter à Mayotte, où le Mouvement populaire mahorais (MPM) reste de loin la force politique majoritaire.

□ **M. Méhaignerie souhaite une liste unique UDF-RPR aux élections européennes.** – Pierre Méhaignerie, ministre de la justice et président du CDS, indique, dans un entretien au *Figaro* daté 7-8 août, que son «*souhait*», pour les prochaines élections européennes, est «*de parvenir à une liste unique*» au sein de la majorité, «*basée sur des objectifs communs, en quelque sorte sur une plate-forme commune*». M. Méhaignerie estime qu'une liste constituée autour d'Edouard Balladur est «*une des solutions*», l'autre étant «*deux listes concurrentes, à condition qu'elles ne soient pas menées par des membres du gouvernement mais par des hommes et des femmes qui iront véritablement siéger à Strasbourg*».

